

## MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2004 — 2266

[2004/201904]

**3 JUIN 2004. — Arrêté du Gouvernement wallon fixant la date d'entrée en vigueur du décret du 13 mars 2003 portant assentiment à la Convention n° 181 concernant les agences d'emploi privées, adoptée à Genève le 19 juin 1997 par la Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 13 mars 2003 portant assentiment à la Convention n° 181 concernant les agences d'emploi privées, adoptée à Genève le 19 juin 1997 par la Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail;

Sur la proposition du Ministre de l'Emploi et de la Formation;

Après délibération,

Arrête :

**Article unique.** Le décret du 13 mars 2003 portant assentiment à la Convention n° 181 concernant les agences d'emploi privées, adoptée à Genève le 19 juin 1997 par la Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail entre en vigueur le 1<sup>er</sup> juin 2004.

Namur, le 3 juin 2004.

Le Ministre-Président,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Emploi et de la Formation,  
Ph. COURARD

—————  
VERTALING

## MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2004 — 2266

[2004/201904]

**3 JUNI 2004. — Besluit van de Waalse Regering tot bepaling van de datum van inwerkingtreding van het decreet van 13 maart 2003 houdende instemming met het Verdrag nr. 181 betreffende particuliere bureaus voor arbeidsbemiddeling, op 19 juni 1997 te Genève aangenomen door de Internationale Arbeidsorganisatie**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 13 maart 2003 houdende instemming met het Verdrag nr. 181 betreffende particuliere bureaus voor arbeidsbemiddeling, op 19 juni 1997 te Genève aangenomen door de Internationale Arbeidsorganisatie;

Op de voordracht van de Minister van Tewerkstelling en Vorming;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Enig artikel.** Het decreet van 13 maart 2003 houdende instemming met het Verdrag nr. 181 betreffende particuliere bureaus voor arbeidsbemiddeling, op 19 juni 1997 te Genève aangenomen door de Internationale Arbeidsorganisatie, treedt in werking op 1 juni 2004.

Namen, 3 juni 2004.

De Minister-President,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Tewerkstelling en Vorming,  
Ph. COURARD

—————  
MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2004 — 2267

[2004/201891]

**6 AVRIL 2004. — Arrêté ministériel portant certaines dispositions d'exécution relatives à la "démarche qualité" et au "survey surfaces agricoles" de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 octobre 2002 relatif à la gestion durable de l'azote en agriculture**

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,

Vu le décret du 7 octobre 1985 sur la protection des eaux de surface contre la pollution;

Vu le décret du 30 avril 1990 sur la protection et l'exploitation des eaux souterraines et des eaux potabilisables;

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 octobre 2002 relatif à la gestion durable de l'azote en agriculture, notamment les articles 30 à 35 et 43 et en particulier les articles 33, § 2, troisième alinéa, 33, § 3, troisième et quatrième alinéas, 33, § 4, deuxième alinéa et 43, 2°;

Considérant la Directive européenne (91/676/CEE) du 12 décembre 1991 concernant la protection des eaux contre la pollution par les nitrates à partir de sources agricoles,

Arrête :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Définitions

**Article. 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° "démarche qualité": engagement d'un agriculteur ou d'un groupe d'agriculteurs à gérer le risque environnemental de l'activité agricole en ce qui concerne la pollution des eaux par le nitrate conformément aux articles 30 à 35 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 octobre 2002 relatif à la gestion durable de l'azote en agriculture;

2° "arrêté nitrate": l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 octobre 2002 relatif à la gestion durable de l'azote en agriculture;

3° "Ministre" : le Ministre de la Région wallonne ayant la Politique de l'Eau dans ses attributions;

4° "azote potentiellement lessivable" ou "APL" : quantité d'azote nitrique contenue dans le sol à l'automne, susceptible d'être entraînée hors de la zone racinaire pendant l'hiver;

5° "structure d'encadrement" : les organismes auxquels sont confiées, par convention, des missions de coordination et d'encadrement en application de l'article 39 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 octobre 2002 relatif à la gestion durable de l'azote en agriculture;

6° "culture piège à nitrate" ou "culture intercalaire piège à nitrate" ou "CIPAN" : couvert végétal ne contenant aucune légumineuse destiné à limiter, par absorption racinaire, la lixiviation de nitrate vers le sous-sol au cours des saisons automnale et hivernale sur des terres arables destinées à recevoir une culture de printemps. Ce couvert est implanté dès que possible après la récolte précédente et recouvre le sol de manière satisfaisante (75 % de recouvrement du sol au moins à un moment donné de sa croissance, sauf dans le cas de circonstances météorologiques exceptionnelles);

7° "fiches de parcelles" : fiches tenues à jour par l'agriculteur inscrit en démarche qualité qui comportent, par parcelle, les informations nécessaires à l'établissement des flux d'azote y afférant, ainsi que les informations nécessaires au suivi et à la vérification du respect des obligations qui incombent à l'agriculteur dans le cadre de la démarche qualité;

8° "parcelle" ou "parcelle agricole" : toute étendue de terre arable ou de prairie gérée de manière homogène au cours d'un cycle cultural;

9° "terres arables" : ensemble des surfaces cultivables, à l'exclusion des prairies;

10° "terres" : l'ensemble des prairies et des terres arables;

11° "administration" : administration de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement.

#### CHAPITRE II. — "Survey surfaces agricoles",

##### *profils azotés et azote potentiellement lessivable dans les exploitations inscrites en démarche qualité*

**Art. 2.** § 1<sup>er</sup>. En automne de chaque année, des échantillons de sol sont prélevés dans un ensemble de parcelles de l'exploitation de l'agriculteur engagé en démarche qualité en vue d'établir des profils azotés et afin d'établir le caractère satisfaisant et durable des APL.

§ 2. L'ensemble des parcelles à échantillonner est établi annuellement par la structure d'encadrement conformément à l'article 3.

§ 3. Les échantillons de sol sont prélevés et conditionnés conformément à l'article 4, sous la responsabilité d'un laboratoire agréé, par celui-ci ou par un tiers mandaté par celui-ci.

§ 4. Les profils azotés sont établis conformément à l'article 5 par un laboratoire agréé.

§ 5. Les laboratoires sont agréés conformément à l'article 6.

§ 6. L'agriculteur choisit un laboratoire agréé pour la mise en œuvre des opérations décrites dans le présent arrêté. Il en informe la structure d'encadrement au moment de son engagement en démarche qualité ou lorsqu'il change de laboratoire agréé.

§ 7. Le caractère satisfaisant et durable des APL s'établit conformément à l'article 7, en les comparant aux valeurs d'APL de référence établies conformément à l'article 8.

**Art. 3.** § 1<sup>er</sup>. Les parcelles sont réparties en quatre classes (C1, C2, C3 pour les terres arables et les prairies exclusivement fauchées et P pour les prairies pâturées). Les distinctions entre ces classes s'opèrent conformément à l'annexe I, en fonction des quantités d'azote potentiellement lessivable qui peuvent leur être attribuées a priori ou en fonction de leur utilisation.

Sur la base de l'évolution des connaissances scientifiques, techniques et agronomiques, et en particulier sur la base des travaux de la structure d'encadrement, le Ministre peut modifier l'annexe I<sup>re</sup>.

§ 2. En automne de chaque année, un certain nombre de parcelles de chaque exploitation inscrite en démarche qualité sont échantillonnées. Le mode de sélection aléatoire pondérée des parcelles à échantillonner est explicité à l'annexe II.

Sur demande de l'agriculteur inscrit en démarche qualité, un plus grand nombre de parcelles que celui prévu à l'annexe II peut être échantillonné. L'agriculteur introduit sa demande auprès de la structure d'encadrement au plus tard le 31 août. Cette demande reprend le nombre de parcelles supplémentaires à échantillonner dans les différentes classes de terres arables et de prairies de son exploitation.

§ 3. Le choix des parcelles à échantillonner en application du § 2 s'opère annuellement par la structure d'encadrement.

Pour chaque parcelle à échantillonner choisie en application de l'alinéa 1<sup>er</sup>, la structure d'encadrement peut choisir, si nécessaire, une parcelle de remplacement selon le mode de sélection aléatoire pondérée explicité à l'annexe II.

§ 4. La sélection aléatoire pondérée des parcelles s'effectue par la structure d'encadrement sur base des renseignements nécessaires qui lui sont transmis au plus tard le 31 août par l'agriculteur inscrit en démarche qualité. La structure d'encadrement peut également utiliser toute autre source d'information disponible pour effectuer la sélection aléatoire pondérée des parcelles.

A défaut de disposer de l'information nécessaire dans les délais établis, la structure d'encadrement peut appliquer un autre mode de sélection des parcelles, de manière à mettre en œuvre le mieux possible le présent arrêté.

§ 6. Une fois qu'elle a effectué la sélection aléatoire pondérée des parcelles de l'agriculteur inscrit en démarche qualité, la structure d'encadrement transmet le résultat de cette sélection au laboratoire agréé choisi par l'agriculteur, au plus tard le 30 septembre de chaque année.

**Art. 4.** § 1<sup>er</sup>. Chaque parcelle de terre arable ou de prairie exclusivement fauchée, sélectionnée en application de l'article 3 ou dans le cadre du "survey surfaces agricoles", appartenant respectivement aux classes C1, C2 et C3 est échantillonnée à raison de respectivement 10, 15 et 20 prélèvements au moins.

Chaque parcelle de prairie pâturée sélectionnée en application de l'article 3 ou dans le cadre du "survey surfaces agricoles", est échantillonnée à raison de 30 prélèvements au moins.

L'échantillonnage d'une parcelle couvre de manière homogène l'entièreté de celle-ci, à l'exception des abords immédiats de son pourtour, des zones d'abreuvement, des zones d'affouragement, des sites de stockage ou de toute autre portion de surface traitée de manière significativement différente du reste de la parcelle.

Si, sur une parcelle sélectionnée, deux ou plusieurs gestions différentes sont appliquées, seule la zone dont la gestion correspond le mieux à la gestion prise en compte lors du choix préalable des parcelles est échantillonnée.

§ 2. Chaque prélèvement dans une parcelle de terre arable ou de prairie exclusivement fauchée est subdivisé en trois couches, une première couche de 0 à 30 cm de profondeur, une deuxième de 30 à 60 cm de profondeur et une troisième de 60 à 90 cm de profondeur pour autant que la profondeur de sol le permette.

Ces prélèvements se font à l'aide d'une sonde dont le diamètre est tel que la masse de terre prélevée dans chaque exploitation inscrite en démarche qualité soit au moins de 300 gr par couche et par parcelle échantillonnée.

En cas d'impossibilité de sonder une couche de manière représentative (prélèvement d'au moins 2/3 de la quantité de terre prévue pour la couche) sur une parcelle donnée, cette couche n'est pas prise en compte dans l'interprétation des résultats.

§ 3. Chaque prélèvement dans une parcelle de prairie pâturée s'effectue sur une couche unique de 30 cm de profondeur ou d'une profondeur moindre correspondant à l'épaisseur de sol meuble, si la profondeur de 30 cm ne peut pas être atteinte.

Ces prélèvements se font à l'aide d'une sonde dont le diamètre est tel que la masse de terre prélevée dans chaque exploitation inscrite en démarche qualité soit au moins de 300 gr par parcelle échantillonnée.

§ 4. Pour chaque prélèvement, la sonde doit être uniformément garnie de terre.

§ 5. Au moment du prélèvement, le degré de ressuyage du sol doit être suffisant pour palier au risque de souillure d'une couche par une autre ("coulage") et pour permettre aux traitements ultérieurs de se réaliser dans de bonnes conditions (tamisage, homogénéisation de l'échantillon).

§ 6. En cas d'impossibilité de réaliser des prélèvements conformes aux §§ 1<sup>er</sup> à 5 sur une parcelle donnée, son éventuelle parcelle de remplacement est échantillonnée.

§ 7. Les prélèvements d'échantillons de sol sont exécutés entre le 15 octobre et le 30 novembre.

Ces prélèvements sont réalisés à l'aide d'engins motorisés ou manuellement. Ils ne peuvent être réalisés à l'aide d'engins motorisés si un tel procédé est objectivement préjudiciable à la culture en place ou au sol.

Le matériel de prélèvement présente des caractéristiques telles qu'il ne risque ni de perturber les couches de sol, ni d'enrichir les échantillons en azote minéral. Il s'agit soit d'une sonde tubulaire de type gouge fermée ou en demi-lune, soit d'une tarière hélicoïdale de type vrille.

§ 8. Pour chaque parcelle échantillonnée, la terre prélevée est conditionnée dans autant de sachets distincts qu'il y a de couches. A l'issue de l'échantillonnage de chaque parcelle, les sachets sont hermétiquement fermés et numérotés de manière indélébile et inéquivoque. Ils sont ensuite immédiatement placés dans un contenant thermiquement isolé et hermétiquement fermé.

§ 9. Les échantillons sont acheminés, dans leur contenant thermiquement isolé et hermétiquement fermé, le jour même de l'échantillonnage, vers le laboratoire agréé chargé de l'analyse.

§ 10. Le laboratoire choisi par l'agriculteur avertit ce dernier au minimum deux jours avant la date d'échantillonnage. Au terme de l'échantillonnage, un procès-verbal d'échantillonnage est dûment rempli, daté et signé par l'échantillonneur ainsi que par l'agriculteur ou son représentant, pour approbation. Ce procès verbal est établi en deux exemplaires, l'un pour l'agriculteur et l'autre pour le laboratoire agréé. Il comporte au moins les informations suivantes :

- les coordonnées de l'agriculteur;
- les coordonnées du laboratoire agréé chargé de l'échantillonnage et de l'analyse;
- le nom de l'échantillonneur;
- les références administratives des parcelles échantillonnées, la dernière culture récoltée, la culture ou le couvert végétal en place ou semé et les apports (type, quantité, date) de matière organique réalisés postérieurement à la dernière culture récoltée;
- les références des sachets de terre constitués;
- des informations utiles relatives à l'échantillonnage (date, type de sonde, mode d'échantillonnage, nombre de prélèvements, profondeurs de prélèvement, difficultés rencontrées notamment en application du présent article, commentaires éventuels).

§ 11. Le laboratoire agréé conserve les procès-verbaux d'échantillonnage pendant au moins quatre ans et les tient notamment à la disposition de la structure d'encadrement. En cas de difficulté importante rencontrée pour le respect du présent article, le laboratoire agréé en avertit la structure d'encadrement dans les meilleurs délais.

§ 12. La structure d'encadrement et/ou le laboratoire agréé prennent les dispositions nécessaires pour appliquer au mieux le présent arrêté en dépit des difficultés d'échantillonnage rencontrées.

**Art. 5. § 1<sup>er</sup>.** Les échantillons sont analysés par le laboratoire agréé immédiatement après réception ou, à défaut, stockés en chambre froide à une température comprise entre 1 °C et 4 °C pendant une durée maximale de cinq jours avant analyse.

§ 2. Le laboratoire agréé effectue une analyse de reliquat d'azote nitrique (NO<sub>3</sub>) par sachet réceptionné.

§ 3. Avant analyse, le contenu de chaque sachet est soigneusement homogénéisé par tamisage au travers d'un tamis de mailles de 8 mm. Si après tamisage, il subsiste un refus sur le tamis, la charge caillouteuse de l'échantillon est fixée à 10 %. En l'absence de refus, la charge caillouteuse est fixée à 0 %.

§ 4. Immédiatement après tamisage, l'extraction du nitrate se réalise sur la matière brute non séchée d'une partie aliquote de minimum 30 grammes d'échantillon par solution KCl 0,1N. Le rapport d'extraction (poids de terre/volume de solution d'extraction) est de 1/5.

§ 5. Les flacons servant à l'extraction sont bouchés et soumis à l'action d'un agitateur rotatif pendant 30 minutes. La solution est ensuite laissée au repos pendant 30 minutes pour décantation.

§ 6. Le dosage du nitrate est effectué sur le surnageant qui, selon la méthode de dosage, est préalablement filtré ou non.

§ 7. Si le dosage n'est pas effectué endéans les trois heures qui suivent l'extraction, les extraits sont stockés en chambre froide, à une température maximale de 4 °C, à l'abri de la lumière pendant une durée maximale de 48 heures ou sont congelés.

§ 8. Le dosage du nitrate est effectué par le laboratoire agréé selon une méthode standardisée telle que :

- la méthode colorimétrique de dosage direct du nitrate par l'acide chromotrope (West & Lyles, 1960);
- la méthode colorimétrique de dosage direct du nitrate par la brucine (Baker, 1967);
- la méthode titrimétrique de réduction du nitrate en ammonium par l'alliage de Devarda, après distillation et entraînement à la vapeur;
- La méthode colorimétrique de réduction du nitrate en nitrite (à l'aide notamment de cadmium ou d'hydrazine) avec dosage par la réaction de Griess-Ilosvay modifiée (Bremner, 1965; Guiot 1975).

§ 9. Le résultat obtenu est exprimé en kg N-NO<sub>3</sub>/ha. Cette unité est dérivée d'une concentration en mg N-NO<sub>3</sub>/l réellement dosée en application du § 8.

Le passage d'une unité à l'autre se fait en intégrant des paramètres tels que l'épaisseur de la couche de sol, le pourcentage de matière sèche, le rapport cailloux/terre et la densité apparente à l'état sec. Pour ce faire, les valeurs standard suivantes de poids spécifique apparent sur sol sec par couche sont appliquées : 1,35 t/m<sup>3</sup> pour la couche supérieure (0-30 cm), 1,5 t/m<sup>3</sup> pour les autres couches (30-60 cm et 60-90 cm) en terre arable et 1,3 t/m<sup>3</sup> en prairie.

§ 10. En cas de difficulté importante rencontrée dans l'application du présent article, le laboratoire agréé en avertit la structure d'encadrement dans les meilleurs délais.

§ 11. La structure d'encadrement et/ou le laboratoire agréé prennent les dispositions nécessaires pour appliquer au mieux le présent arrêté en dépit des difficultés d'analyse rencontrées.

**Art. 6. § 1<sup>er</sup>.** Dans l'attente d'une procédure d'agrément, les laboratoires de la "Chaîne Nitrate" du réseau Réquasud et tout autre laboratoire qui respecte l'ensemble des prescriptions du présent arrêté le concernant sont considérés comme agréés jusqu'à l'établissement de ladite procédure.

§ 2. En cas de non respect des prescriptions du présent arrêté le concernant, l'administration peut, notamment sur proposition de la structure d'encadrement, refuser à un laboratoire le bénéfice du § 1<sup>er</sup>.

**Art. 7. § 1<sup>er</sup>.** Chaque année, dans chaque exploitation inscrite en démarche qualité, une cote "gestion parcellaire de l'azote" est calculée conformément à l'annexe III par la structure d'encadrement pour chaque parcelle échantillonnée.

En application de l'article 34, § 1<sup>er</sup>, de l'arrêté "nitrate", le bilan de la campagne écoulée établit clairement les valeurs des cotes "gestion parcellaire de l'azote" obtenues pour la campagne écoulée.

§ 2. Chaque année, pour chaque exploitation inscrite en démarche qualité, une cote "gestion globale annuelle de l'azote" est calculée par la structure d'encadrement. Cette cote est égale à la moyenne des cotes "gestion parcellaire de l'azote" de l'année.

Chaque année, pour chaque exploitation inscrite en démarche qualité, une cote "risque potentiel lié à l'assolement" est calculée par la structure d'encadrement. Cette cote est établie conformément à l'annexe IV.

En application de l'article 34, § 1<sup>er</sup>, de l'arrêté "nitrate", le bilan de la campagne écoulée établit clairement les valeurs de la cote "gestion globale annuelle de l'azote" et de la cote "risque potentiel lié à l'assolement" obtenues pour la campagne écoulée.

§ 3. Au terme du premier engagement de quatre ans en démarche qualité, les résultats d'APL de l'exploitation sont considérés comme satisfaisants et durables si la cote "gestion globale annuelle de l'azote" de la 4<sup>e</sup> année (ou la moyenne des trois dernières cotes "gestion globale annuelle de l'azote") est supérieure ou égale à zéro et si la cote "risque potentiel lié à l'assolement" de la quatrième année (ou la moyenne des trois dernières cotes "risque potentiel lié à l'assolement") est supérieure ou égale à zéro.

Au terme des engagements de quatre ans en démarche qualité suivants, les résultats d'APL de l'exploitation sont considérés comme satisfaisants et durables si la moyenne des quatre cotes "gestion globale annuelle de l'azote" et la moyenne des quatre cotes "risque potentiel lié à l'assolement" sont supérieures ou égales à zéro.

**Art. 8. § 1<sup>er</sup>.** La structure d'encadrement établit et modifie éventuellement un protocole de mise en œuvre du "survey surfaces agricoles" en application de l'article 43 de l'arrêté "nitrate". Dans l'établissement et les modifications éventuelles de ce protocole, la structure d'encadrement recherche une mise en œuvre optimale du présent arrêté et de l'arrêté "nitrate" dans un souci d'équité pour les agriculteurs, de faisabilité et en tenant compte des connaissances acquises notamment par le "survey nitrates", ainsi que des évolutions agronomiques, techniques et scientifiques.

L'établissement et les modifications éventuelles du protocole de mise en œuvre du "survey surfaces agricoles" se basent notamment sur les conditions météorologiques ayant prévalu dans l'année, le type de culture, la localisation géographique et les conditions pédologiques.

La structure d'encadrement soumet le protocole de mise en œuvre du "survey surfaces agricoles" qu'elle a établi au Ministre pour approbation au plus tard un an après publication du présent arrêté au *Moniteur belge* et ensuite à chaque modification importante et au moins une fois tous les quatre ans.

A partir de la première approbation par le Ministre, un protocole de mise en œuvre du "survey surfaces agricoles" n'est valablement applicable que s'il est approuvé par le Ministre.

§ 2. La structure d'encadrement met en œuvre le "survey surfaces agricoles" établi ou modifié conformément au § 1<sup>er</sup>. Cette mise en œuvre permet notamment la détermination annuelle des valeurs d'APL de référence (notées  $\alpha$ ) nécessaire à l'établissement des cotes "gestion parcellaire de l'azote" conformément à l'annexe III.

Chaque année, les valeurs des APL de référence, exprimées en kg N-NO<sub>3</sub>/ha, sont établies par la structure d'encadrement et transmises au Ministre pour approbation au plus tard le 31 janvier sur base du "survey surfaces agricoles" du dernier automne.

A partir de la première approbation par le Ministre, les valeurs d'APL de référence ne sont valablement applicables que si elles sont approuvées par le Ministre.

Les valeurs d'APL de référence sont établies de manière à refléter une gestion optimale de l'azote pour l'année considérée et pour chaque classe de l'annexe I<sup>re</sup>.

§ 3. Dans le cadre du "survey surface agricoles", les échantillons de sol sont prélevés et conditionnés conformément à l'article 4, sous la responsabilité d'un laboratoire agréé, par celui-ci ou par un tiers mandaté par celui-ci.

Les profils azotés établis dans le cadre du "survey surfaces agricoles" sont établis par un laboratoire agréé conformément aux articles 5 et 6.

### CHAPITRE III. — Bilans systémiques d'azote dans les exploitations inscrites en démarche qualité

**Art. 9. § 1<sup>er</sup>.** En application de l'article 33, § 3, de l'arrêté "nitrate", les bilans systémiques d'azote sont établis selon le mode de calcul décrit à l'article 10.

§ 2. Les valeurs de référence, les conditions à respecter et les niveaux à atteindre pour que les bilans systémiques d'azote à l'assolement et à l'exploitation soient considérés comme satisfaisants et durables sont définis aux articles 11 et 12.

**Art. 10. § 1<sup>er</sup>.** En application de l'article 1<sup>er</sup>, 30<sup>o</sup> de l'arrêté "nitrate", le solde d'un bilan répond à la formule générale suivante, où les termes sont exprimés en kilos d'azote par hectare et par an :

Solde = Entrées - Sorties = Pertes + Variation du stock d'humus

§ 2. Les paramètres pris en considération dans le calcul des entrées, des sorties et du solde des bilans à l'exploitation et des bilans à l'assolement sont ceux qui figurent à l'annexe VI. Ces paramètres définissent mieux ceux figurant à l'article 1<sup>er</sup>, 30<sup>o</sup> de l'arrêté "nitrate".

§ 3. La structure d'encadrement établit et modifie éventuellement un mode de calcul des bilans à l'exploitation et à l'assolement qui utilise de manière claire et inéquivoque, au moins les paramètres munis d'un astérisque qui figurent à l'annexe VI.

La structure d'encadrement soumet le mode de calcul des bilans à l'exploitation et à l'assolement qu'elle a établi au Ministre pour approbation au plus tard un an après publication du présent arrêté au *Moniteur belge* et ensuite à chaque modification importante et au moins une fois tous les quatre ans.

Dans l'établissement et les modifications éventuelles de ce mode de calcul, la structure d'encadrement recherche une mise en œuvre optimale du présent arrêté et de l'arrêté "nitrate" dans un souci d'équité pour les agriculteurs, de faisabilité et en tenant compte des connaissances acquises, ainsi que des évolutions agronomiques, techniques et scientifiques.

A partir de la première approbation par le Ministre, un mode de calcul des bilans à l'exploitation et à l'assolement n'est valablement applicable que s'il est approuvé par le Ministre.

§ 4. Les quantités d'azote et les teneurs en azote comptabilisées dans le calcul des bilans sont prioritairement celles obtenues pour la ferme concernée sur base d'analyses, de données ou de documents propres à l'exploitation. A défaut, il est fait usage de données issues de moyennes ou de normes locales ou régionales. A défaut, il est fait usage de valeurs tirées de la littérature ou de moyennes et normes fédérales ou européennes. Dans tous les cas, les sources de données utilisées sont clairement mentionnées.

**Art. 11.** § 1<sup>er</sup>. Le caractère satisfaisant et durable du bilan systémique d'azote à l'exploitation s'établit en comparaison avec le Solde Agronomique Potentiel (SAP). Le Solde Agronomique Potentiel représente le bilan théorique d'azote à l'exploitation optimisé.

Le Solde Agronomique Potentiel se calcule conformément à l'annexe VII, il s'exprime en kilos d'azote par hectare et par an.

En application de l'article 34, § 1<sup>er</sup>, de l'arrêté "nitrate", le bilan de la campagne écoulée établit clairement la valeur du solde du bilan d'azote à l'exploitation et la valeur du SAP obtenues pour la campagne écoulée.

§ 2. Le caractère satisfaisant et durable du bilan systémique d'azote à l'assolement s'établit en comparaison avec le Solde Acceptable pour l'Environnement (SAE). Le Solde Acceptable pour l'Environnement représente le bilan théorique d'azote à l'assolement optimisé.

Le Solde Acceptable pour l'Environnement se calcule conformément à l'annexe VIII, il s'exprime en kilos d'azote par hectare et par an.

En application de l'article 34, § 1<sup>er</sup>, de l'arrêté "nitrate", le bilan de la campagne écoulée établit clairement la valeur du solde du bilan d'azote à l'assolement et la valeur du SAE obtenues pour la campagne écoulée.

**Art. 12.** § 1<sup>er</sup>. Au terme du premier engagement de quatre ans en démarche qualité, les bilans systémiques annuels d'azote sont considérés comme satisfaisants et durables si la somme des écarts annuels entre le bilan à l'exploitation et le SAP et la somme des écarts annuels entre le bilan à l'assolement et le SAE sont inférieures ou égales à zéro sur les deux dernières années de l'engagement.

§ 2. Au terme des engagements suivants en démarche qualité, les bilans systémiques annuels d'azote sont considérés comme satisfaisants et durables si la somme des écarts annuels entre le bilan à l'exploitation et le SAP et la somme des écarts annuels entre le bilan à l'assolement et le SAE sont inférieures ou égales à zéro sur les quatre années de l'engagement.

*CHAPITRE IV. — Mesures, pratiques et modes de gestion agronomiques favorables à une amélioration de la gestion de l'azote dont l'objectif est d'améliorer prioritairement les résultats d'APL ainsi que les résultats de bilans d'azote dans le cadre de la démarche qualité*

**Art. 13.** § 1<sup>er</sup>. En application de l'article 33, § 4, de l'arrêté "nitrate", les mesures, pratiques et modes de gestion agronomiques favorables à une amélioration de la gestion de l'azote, ainsi que leurs niveaux d'application de référence sont fixés conformément aux articles 14 et 15 du présent arrêté.

Les prescriptions de l'article 14 doivent être respectées d'office au terme du premier engagement en démarche qualité et annuellement au cours de toute reconduction de la démarche qualité.

Les prescriptions de l'article 15 sont applicables au cas par cas, dans l'objectif d'améliorer prioritairement les résultats d'APL ainsi que les résultats des bilans d'azote.

§ 2. La structure d'encadrement accompagne l'agriculteur dans la planification et la mise en œuvre de ces mesures, pratiques et modes de gestion agronomiques.

§ 3. En application de l'article 34, § 1<sup>er</sup>, de l'arrêté "nitrate", le plan prévisionnel de la campagne à venir établit clairement les niveaux d'application de référence à atteindre pour les mesures, pratiques et modes de gestion agronomiques, notamment en fonction des cotes "gestion parcellaire de l'azote", "gestion globale annuelle de l'azote" et "risque potentiel lié à l'assolement" obtenues en application de l'article 7 et en fonction des écarts entre d'une part le SAP et le solde du bilan à l'exploitation et d'autre part entre le SAE et le solde du bilan à l'assolement obtenus en application de l'article 11.

§ 4. En application de l'article 34, § 1<sup>er</sup>, de l'arrêté "nitrate", le bilan de la campagne écoulée établit clairement dans quelle mesure les niveaux d'application de référence fixés pour la campagne écoulée ont été atteints.

**Art. 14.** § 1<sup>er</sup>. Sur toute parcelle de prairie pâturée, la charge de pâturage de 150 UGB.jours par hectare entre le 15 septembre et le 31 décembre ne peut être dépassée.

Les UGB sont calculés à l'aide des valeurs de l'annexe V.

Par jour on entend 24 heures de pâturage.

§ 2. Tout retournement de couvert herbacé installé depuis plus de deux ans doit être suivi, dans les quinze jours, de l'implantation d'un nouveau couvert herbacé, d'une culture ou d'un CIPAN.

§ 3. Au moins 50 % des superficies susceptibles de recevoir des CIPAN doivent recevoir des CIPAN.

Pour l'application du présent paragraphe, les superficies susceptibles de recevoir des CIPAN sont les superficies sur lesquelles une culture a été récoltée jusqu'au 15 septembre et pour lesquelles il est prévu d'implanter ensuite une culture de printemps après le 31 janvier.

Pour être comptabilisés en application du présent paragraphe, les CIPAN doivent répondre à la définition générale établie à l'article 1<sup>er</sup> et être détruits après le 30 novembre

Pour être comptabilisés en application du présent paragraphe, les CIPAN semés à partir du 15 septembre doivent être exclusivement composés de graminées.

§ 4. Toute culture de maïs, de pomme de terre, de légumes et de légumineuses doit respecter les principes de la fertilisation raisonnée.

Pour l'application du présent paragraphe, la fertilisation raisonnée consiste, sur base d'un plan annuel de fertilisation, à optimiser les apports de fertilisants et à minimiser les pertes en ajustant la fertilisation aux besoins totaux des cultures, déduction faite de l'azote minéral disponible et de la minéralisation utile.

Pour l'application du présent paragraphe, la fertilisation raisonnée peut être mise en œuvre simplement, notamment sur base de données locales ou régionales et sur base des conseils publiés dans la presse spécialisée, sans nécessairement avoir recours à des techniques particulières ni à des analyses de sols.

La structure d'encadrement accompagne l'agriculteur dans la planification et la mise en œuvre de la fertilisation raisonnée.

**Art. 15.** § 1<sup>er</sup>. Les mesures, pratiques et modes de gestion agronomiques applicables au cas par cas, dans l'objectif d'améliorer prioritairement les résultats d'APL ainsi que les résultats de bilans d'azote, sont les suivants :

- Optimiser l'alimentation des ruminants par le calcul régulier des rations et l'analyse régulière des fourrages.
- Pratiquer un mode d'alimentation des porcs et volailles favorable à la diminution du taux d'azote dans les excréments.
- Appliquer la fertilisation azotée raisonnée et établir des plans de fertilisation.
- Protéger les cours d'eau de l'eutrophisation et de la pollution par le nitrate.

- Utiliser régulièrement un mode alternatif de gestion des fertilisants organiques (compostage,...).
- Utiliser régulièrement un mode performant d'épandage du lisier (injection, pendillard, déflecteur inverse).
- Analyser régulièrement les effluents d'élevage et évaluer précisément les quantités épandues.
- Intégrer régulièrement des prairies temporaires (d'une durée maximum de trois ans) dans la rotation des cultures, notamment en substitution d'autres fourrages.
- Augmenter la superficie couverte par les CIPAN.
- Effectuer des essais comparatifs de fertilisation et participer à un groupe de travail et d'étude encadré par Nitrawal.
- Récolter le maïs avant le 15 septembre et faire suivre par l'implantation d'un CIPAN, d'une culture d'hiver ou d'une prairie.
- Récolter les pommes de terre avant le 15 septembre et faire suivre par l'implantation d'un CIPAN, d'une culture d'hiver ou d'une prairie.
- Epandre des fertilisants organiques à action rapide au printemps (janvier à mars) plutôt qu'en automne.
- Faire suivre sur 50 % des superficies emblavées d'une culture classée en C3 récoltée après le 15 septembre un couvert graminéen non gélif qui ne pourra être détruit avant le 15 février.
- Mettre en œuvre un calendrier de pâturage de manière à répartir au mieux les pressions de pâturage dans un souci de production et d'environnement.
- Recourir à des outils avancés de pilotage de l'azote.
- Augmenter la superficie des prairies pâturées.
- Epandre des fertilisants organiques sur les cultures annuelles en période de croissance rapide.
- Diminuer les importations d'azote.

D'autres mesures pratiques et modes de gestion agronomiques complémentaires peuvent être appliqués au cas par cas, dans l'objectif d'améliorer prioritairement les résultats d'APL ainsi que les résultats de bilans d'azote, en concertation avec la structure d'encadrement et conformément à l'article 34, § 1<sup>er</sup> de l'arrêté "nitrate".

§ 2. Conformément à l'article 33, § 4, de l'arrêté "nitrate", la mise en œuvre des mesures, pratiques et modes de gestion agronomiques visés au § 1<sup>er</sup> et leurs niveaux d'application de référence s'établissent par paliers progressifs dans un souci constant d'amélioration.

§ 3. La structure d'encadrement établit ou modifie des standards qui définissent mieux les mesures, pratiques et modes de gestion agronomiques établis au § 1<sup>er</sup>.

Le Ministre peut adopter ces standards ou des modifications de ceux-ci. Une fois des standards adoptés par le Ministre, seuls ces standards sont valablement applicables en référence au présent article.

#### CHAPITRE V. — Surveillance et évaluation

**Art. 16.** En cas de non respect manifeste par l'agriculteur des obligations qui lui incombent en vertu du présent arrêté, la structure d'encadrement en avertit l'Administration et l'article 33 § 6 de l'arrêté "nitrate" est applicable.

**Art. 17.** § 1<sup>er</sup>. En application de l'article 34, § 2, de l'arrêté "nitrate", le bilan final établit clairement dans quelle mesure les obligations distinctes suivantes sont respectées :

1. Les termes de base de collaboration avec la structure d'encadrement en application de l'article 33, § 1<sup>er</sup> et de l'article 34, § 1<sup>er</sup> de l'arrêté "nitrate".
2. Le caractère satisfaisant et durable des APL en application de l'article 33, § 2, de l'arrêté "nitrate".
3. Le caractère satisfaisant et durable des bilans systémiques d'azote en application de l'article 33, § 3, de l'arrêté "nitrate".
4. Le respect de l'article 14 (mesures, pratiques et modes de gestion agronomiques et leurs niveaux d'application de référence applicables d'office) en application de l'article 33, § 4, de l'arrêté "nitrate".
5. Le respect de l'article 15 (mesures, pratiques et modes de gestion agronomiques et leurs niveaux d'application de référence applicables au cas par cas) en application de l'article 33, § 4, de l'arrêté "nitrate".

Le bilan final comporte une note de synthèse qui conclut d'une part à une appréciation, soit positive, soit négative, pour chacun des points repris ci-dessus et d'autre part, à une appréciation globale soit positive, soit négative, de la démarche qualité. En application de l'article 34, § 2, second alinéa de l'arrêté "nitrate", cette note de synthèse peut être établie par la structure d'encadrement sans l'accord de l'agriculteur.

Toute démarche qualité est clôturée par un bilan final conforme au présent paragraphe, au terme de quatre ans ou lorsqu'elle est interrompue, quelle qu'en soit la raison.

§ 2. En application de l'article 34, § 2, de l'arrêté "nitrate" et sans préjudice de l'article 44 de l'arrêté "nitrate" :

- Le bilan final d'une exploitation qui conclut négativement sur l'obligation 1 du § 1<sup>er</sup> est réputé désapprouvé.
- Le bilan final d'une exploitation qui conclut négativement sur l'obligation 4 du § 1<sup>er</sup> est réputé désapprouvé.

§ 3. En application de l'article 34, § 2, de l'arrêté "nitrate" et sans préjudice de l'article 44 de l'arrêté "nitrate", le bilan final d'une exploitation qui conclut négativement sur les obligations 2 et 5 du § 1<sup>er</sup> est réputé désapprouvé.

§ 4. En application de l'article 34, § 2, de l'arrêté "nitrate" et sans préjudice du § 2 du présent article et de l'article 44 de l'arrêté "nitrate" :

- Le bilan final d'une exploitation qui conclut positivement sur l'obligation 5 du § 1<sup>er</sup> est réputé approuvé.
- Le bilan final d'une exploitation qui conclut positivement sur les obligations 2 et 3 du § 1<sup>er</sup> est réputé approuvé.

§ 5. Par dérogation aux §§ 2, 3 et 4 et sans préjudice de l'article 44 de l'arrêté "nitrate", le bilan final d'une exploitation qui conclut positivement sur la démarche qualité dans sa globalité est réputé approuvé.

Par dérogation aux §§ 2, 3 et 4 et sans préjudice de l'article 44 de l'arrêté "nitrate", le bilan final d'une exploitation qui conclut négativement sur la démarche qualité dans sa globalité est réputé désapprouvé.

§ 6. L'annexe IX illustre les §§ 3, 4 et 5.

§ 7. Pour l'application du § 5 ou pour l'application des cas non couverts par les §§ 2, 3 et 4, une concertation portant sur l'approbation du bilan final est menée si la demande en est faite par l'agriculteur, la structure d'encadrement ou l'administration. La concertation réunit au moins l'agriculteur, un représentant de la structure d'encadrement et un représentant de l'administration. L'administration convoque les participants à la concertation.

#### CHAPITRE VI. — Autres dispositions générales

**Art. 18.** § 1<sup>er</sup>. La structure d'encadrement développe ou modifie des outils didactiques et opérationnels visant à faciliter la compréhension et l'autonomie des agriculteurs et d'autres acteurs concernés par la mise en œuvre du présent arrêté.

Le Ministre peut adopter ces outils ou des modifications de ceux-ci. Une fois des outils adoptés par le Ministre, seuls ces outils sont valablement applicables en référence au présent article.

§ 2. La structure d'encadrement informe l'agriculteur de ses obligations en vertu du présent arrêté et de l'arrêté "nitrate".

Au fil de la démarche qualité, la structure d'encadrement informe l'agriculteur de ses performances et des enjeux en vue de permettre une planification optimale de sa démarche qualité.

**Art. 19.** L'agriculteur, la structure d'encadrement et le laboratoire agréé et tout autre acteur concerné par le présent arrêté mettent tout en œuvre pour que les opérations décrites dans le présent arrêté se réalisent dans les meilleures conditions possibles. Ils veillent notamment à une bonne circulation des informations et au respect des délais. Ils agissent en toute indépendance, sans convergence d'intérêts autre que la bonne mise en œuvre du présent arrêté.

Namur, le 6 avril 2004.

M. FORET

#### Annexe I<sup>e</sup>

**Tableau de répartition des terres arables et des prairies en classes en fonction des quantités d'azote potentiellement lessivable qui peuvent leur être attribuées a priori et de leur utilisation.**

Classe C1	Classe C2	Classe C3	Classe P
Valeur faible de reliquat	Valeur moyenne de reliquat	Valeur élevée de reliquat	
betterave céréale avec CIPAN jachère prairie de fauche légume avec CIPAN lin avec CIPAN	chicorée maïs avec sous semis de CIPAN céréale sans CIPAN	lin sans CIPAN maïs sans sous semis de CIPAN pomme de terre colza légume (simple et double culture)	Prairie pâturée

Les itinéraires culturaux non repris dans le tableau ci-dessus peuvent être assimilés aux classes existantes par la structure d'encadrement.

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel portant certaines dispositions d'exécution relatives à la "démarche qualité" et au "survey surfaces agricoles" de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 octobre 2002 relatif à la gestion durable de l'azote en agriculture

M. FORET

#### Annexe II

##### Mode de sélection aléatoire pondérée des parcelles

Première étape :

Toutes les parcelles de terres arables et de prairies d'une exploitation inscrite en démarche qualité sont répertoriées et rassemblées en 4 classes conformément à l'article 3, § 1<sup>er</sup> et à l'annexe I<sup>e</sup> de l'arrêté.

Les parcelles non couvertes par l'une des cultures reprises à l'annexe I peuvent être soit ignorées, soit intégrées parmi les classes existantes par de la structure d'encadrement.

Seconde étape :

Le nombre et la ventilation (terre arable ou prairie exclusivement fauchée/prairie pâturée) des parcelles à échantillonner s'établit conformément au tableau ci-dessous en fonction de la proportion de superficie de l'exploitation couverte de prairies pâturées :

Proportion de superficie de l'exploitation couverte de prairies pâturées	Nombre de parcelles de prairie pâturée échantillonnées	Nombre de parcelles de terre arable ou de prairie exclusivement fauchée échantillonnées
0 %	0	4
< 10 %	1	4
10 % < < 50 %	2	3
50 % < < 90 %	3	2
> 90 %	4	1
100 %	4	0

Troisième étape :

La répartition des classes (C1, C2, C3) à échantillonner parmi les terres arables ou les prairies exclusivement fauchées s'effectue comme suit :

Lorsque 4 parcelles de terre arable ou de prairie exclusivement fauchée doivent être échantillonnées en application de la seconde étape ci-dessus, une parcelle est choisie dans chaque classe et la 4<sup>e</sup> parcelle est choisie dans la classe occupant la superficie la plus importante.

Lorsque 3 parcelles de terre arable ou de prairie exclusivement fauchée doivent être échantillonnées en application de la seconde étape ci-dessus, une parcelle est choisie dans chaque classe.

- Lorsque moins de 3 parcelles de terre arable ou de prairie exclusivement fauchée doivent être échantillonnées en application de la seconde étape ci-dessus, une parcelle est choisie dans la classe C3. Pour le choix de l'éventuelle autre parcelle, la distinction entre classes C1 et C2 n'est pas opérée et l'ensemble des parcelles de terre arable ou de prairie exclusivement fauchée de classes C1 et C2 sont rassemblées dans une seule classe appelée Cx.

- Lorsque 3 parcelles ou plus de terre arable ou de prairie exclusivement fauchée doivent être échantillonnées en application de la seconde étape ci-dessus et que deux classes de terre arable ou de prairie exclusivement fauchée ne sont pas représentées, les parcelles à échantillonner le sont dans la seule classe représentée.

- Lorsque 3 parcelles ou plus de terre arable ou de prairie exclusivement fauchée doivent être échantillonnées en application de la seconde étape ci-dessus et qu'une classe de terre arable ou de prairie exclusivement fauchée n'est pas représentée au sein de l'exploitation, les parcelles ne pouvant être échantillonnées dans la classe manquante le sont dans la classe immédiatement supérieure.

- Lorsque 3 parcelles ou plus de terre arable ou de prairie exclusivement fauchée doivent être échantillonnées en application de la seconde étape ci-dessus et que la classe C3 n'est pas représentée au sein de l'exploitation, les parcelles ne pouvant être échantillonnées dans la classe C3 le sont dans la classe C2.

Quatrième étape :

Au sein de chaque classe, un coefficient de recouvrement est attribué à chaque parcelle en appliquant la formule suivante :

$$CRP_{ij} = \frac{SP_i}{\sum_{i=1}^{n_j} SP_i} \times 100$$

où  $CRP_{ij}$  = coefficient de recouvrement de la parcelle  $i$  (%) dans la classe  $j$

$SP_i$  = superficie de la parcelle  $i$  (ha) appartenant à la classe  $j$

$n_j$  = nombre de parcelles d'une exploitation inscrite en démarche qualité qui appartiennent à une même classe  $j$  (C1, C2, C3, Cx ou P).

Cinquième étape :

Un processus de choix aléatoire est généré de manière à ce que pour chaque classe de terre arable ou de prairie d'une exploitation inscrite en démarche qualité, chaque parcelle  $i$  de cette classe ait  $CRP_{ij}$  chances sur 100 d'être choisie.

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel portant certaines dispositions d'exécution relatives à la "démarche qualité" et au "survey surfaces agricoles" de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 octobre 2002 relatif à la gestion durable de l'azote en agriculture

M. FORET

### Annexe III

#### Cote "gestion parcellaire de l'azote" pour les parcelles de terres arables et pour les parcelles de prairies

La cote "gestion de l'azote" est établie conformément au tableau 1.

Tableau 1 :

Valeur R du reliquat mesuré dans la parcelle	Cote
$R < \alpha - 30 \text{ kg N-NO}_3/\text{ha}$	2
$\alpha - 30 \text{ kg N-NO}_3/\text{ha} < R < \alpha$	1
$\alpha < R < \alpha + 30 \text{ kg N-NO}_3/\text{ha}$	0
$\alpha + 30 \text{ kg N-NO}_3/\text{ha} < R < \alpha + 60 \text{ kg N-NO}_3/\text{ha}$	-1
$R > \alpha + 60 \text{ kg N-NO}_3/\text{ha}$	-2

Où :

$\alpha$  correspond à l'APL de référence exprimé en kg N-NO<sub>3</sub>/ha et établi conformément à l'article 8.

R correspond au reliquat d'azote établi conformément à l'article 5.

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel portant certaines dispositions d'exécution relatives à la "démarche qualité" et au "survey surfaces agricoles" de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 octobre 2002 relatif à la gestion durable de l'azote en agriculture

M. FORET

### Annexe IV

#### Cote "risque potentiel lié à l'assolement"

Cette cote est établie conformément à l'équation suivante :

$$\text{Cote} = (25 \times \text{cote "gestion de l'azote C3"}) + 50 - (\% \text{ SAU en C3})$$

Où :

- La cote "gestion de l'azote C3" est égale à la moyenne des cotes "gestion parcellaire de l'azote" établies conformément à l'article 7 § 1<sup>er</sup> dans les parcelles classées en C3.

- « % SAU en C3 » est la superficie des parcelles classées C3 divisée par la superficie des terres de l'exploitation (total des terres arables et des prairies).

Si au cours d'une campagne, aucune parcelle n'est classée en C3, la cote "gestion de l'azote en C3" est fixée à +1.

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel portant certaines dispositions d'exécution relatives à la "démarche qualité" et au "survey surfaces agricoles" de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 octobre 2002 relatif à la gestion durable de l'azote en agriculture

M. FORET

## Annexe V

Tableau de conversion entre les catégories animales et les UGB

Types d'Animaux	UGB
Vache laitière	1
Vache allaitante	1
Bovins de plus de 2 ans	1
Vache de réforme	1
Génisse 6-12 mois	0,6
Génisse 1-2 ans	0,6
Taurillon (6-12 mois)	0,6
Taurillon (> 1 an)	0,6
Ovin et Caprin > 1 an	0,15

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel portant certaines dispositions d'exécution relatives à la "démarche qualité" et au "survey surfaces agricoles" de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 octobre 2002 relatif à la gestion durable de l'azote en agriculture

M. FORET

## Annexe VI

Paramètres pris en considération dans le calcul des bilans à l'exploitation et à l'assolement

	Paramètres du bilan à l'exploitation	Paramètres du bilan à l'assolement
<b>Entrées *</b>	Fixation symbiotique * Fixation asymbiotique * Immission atmosphérique * Engrais organiques importés * Engrais minéraux achetés * Paille achetée * Animaux achetés * Fourrages achetés * Aliments concentrés achetés * Diminution du Stock *	Fixation symbiotique * Fixation asymbiotique * Immission atmosphérique * Effluents d'élevage épandus * Engrais minéraux épandus * Azote des déjections animales provenant des compléments alimentaires au pâturage *
<b>Sorties *</b>	Produits végétaux vendus * Produits animaux et animaux vendus ou éliminés par type de cheptel * Effluents d'élevage exportés de la ferme * Produits végétaux conservés * Augmentation du stock animal vif par type de cheptel * Autres augmentations de stock	Produits végétaux vendus * Production animale au pâturage * Produits végétaux conservés *
<b>Solde *</b>	$\Delta$ humus Pertes : - Volatilisation au champ - Ruissellement - Dénitrification - Lessivage - Volatilisation à l'étable - Ecoulement - Percolation	$\Delta$ humus Pertes : - Volatilisation au champ - Ruissellement - Dénitrification - Lessivage

Les termes du tableau ci-dessus répondent aux définitions suivantes :

- $\Delta$  humus : variation annuelle de la teneur en humus du sol.
- **Azote des déjections animales provenant des compléments alimentaires au pâturage** : part de l'azote contenu dans les aliments complémentaires et les concentrés distribués au bétail pendant la saison de pâturage rejetée sur les pâtures via les déjections animales.
- **Dénitrification** : pertes d'azote gazeux sous forme  $N_2$  et  $N_2O$  principalement.
- **Ecoulement** : perte par écoulement à la surface du sol d'azote organique et d'azote sous forme de nitrate ( $NO_3$ ) à partir du lieu de stockage ou du lieu de production (bâtiments d'élevage, tas de fumier, silos, etc.). Les écoulements sont de même nature que les ruissellements, mais s'en distinguent par leur origine.
- **Entrées d'azote** : ensemble des importations d'azote dans le système, tant en provenance du circuit commercial ou d'échange, que de l'atmosphère.
- **Fixation asymbiotique** : processus biologique qui intègre l'azote de l'air dans l'humus grâce à l'activité des bactéries du genre *Azotobacter*, *Beijerinckia*, *Clostridium*, etc.
- **Fixation symbiotique** : processus biologique qui apporte de l'azote atmosphérique aux cultures de légumineuses par une symbiose avec des bactéries du genre *Rhizobium* au niveau des racines.

- **Lessivage** : perte d'azote sous forme de nitrate ( $\text{NO}_3$ ) entraîné hors de la zone racinaire par le mouvement de l'eau. Le lessivage est de même nature que la percolation, mais s'en distingue par leur origine.
- **Immission atmosphérique** : dépôt d'azote sous forme humide avec les précipitations ou sous forme sèche avec des retombées de poussières.
- **Percolation** : perte d'azote sous forme de nitrate ( $\text{NO}_3$ ) sous les lieux de stockage ou les lieux de production (fumiers, étables, etc.) par le mouvement de l'eau. La percolation est de même nature que le lessivage, mais s'en distingue par son origine.
- **Pertes d'azote** : ensemble des émissions d'azote vers l'environnement (eaux de surface, eaux souterraines, atmosphère).
- **Ruissellement** : perte par écoulement à la surface du sol d'azote organique et d'azote sous forme de nitrate ( $\text{NO}_3$ -) à partir du lieu d'épandage (la parcelle). Les ruissellements sont de même nature que les écoulements, mais s'en distinguent par leur origine.
- **Sorties d'azote** : ensemble des flux d'azote à destination du commerce ou de l'échange.
- **Volatilisation à l'épandage** : perte d'azote sous forme gazeuse (essentiellement ammoniac -  $\text{NH}_3$ ) au moment de l'épandage des fertilisants.
- **Volatilisation à l'étable** : perte d'azote sous forme gazeuse (essentiellement ammoniac -  $\text{NH}_3$ ) pendant les périodes de stabulation ou de stockage.

Les types de cheptels devant être distingués à l'intérieur des termes "augmentation du stock animal vif par type de cheptel" et "produits animaux et animaux vendus ou éliminés par type de cheptel" dans le tableau ci-dessus sont :

- Elevage bovin lait
- Elevage bovin allaitant
- Elevage bovin engraissement
- Elevage porcin truies + porcelets jusqu'au sevrage
- Elevage porcin engraissement
- Volaille chair
- Volaille œufs
- Lapins
- Autres

L'ensemble des paramètres repris dans le tableau ci-dessus prennent une valeur positive ou nulle, à l'exception de la variation annuelle de la teneur en humus du sol qui peut prendre une valeur négative, positive ou nulle.

L'ensemble des paramètres repris dans le tableau ci-dessus sont ramenés dans l'une des deux unités suivantes :

- Kilos d'azote par hectare et par an
- Kilos d'azote par exploitation et par an

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel portant certaines dispositions d'exécution relatives à la "démarche qualité" et au "survey surfaces agricoles" de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 octobre 2002 relatif à la gestion durable de l'azote en agriculture

M. FORET

## Annexe VII

### Mode de calcul du Solde Agronomique Potentiel (SAP)

1. Etablissement de la quantité d'azote contenue dans les "produits végétaux vendus" et les "produits végétaux conservés", conformément à l'article 10. La quantité totale d'azote concernée est appelée "A".

2. Etablissement de la quantité d'azote contenue dans les "produits animaux et animaux vendus ou éliminés par type de cheptel" et les "augmentations du stock animal vif par type de cheptel", conformément à l'article 10. Les types de cheptels devant être distingués sont les mêmes que ceux figurant à l'annexe VII. La quantité totale d'azote concernée est appelée "B". Cette quantité est égale à la somme des quantités correspondantes par type de cheptel (ces quantités par type de cheptel sont notées "Bi", c'est-à-dire : "B1", "B2", etc.).

3. Etablissement de la quantité théorique d'azote sous forme d'aliment nécessaire pour les productions animales. La quantité totale d'azote concernée est appelée "C". Cette quantité s'établit en divisant chaque "Bi" par le "coefficient de rétention de l'azote" du type de cheptel correspondant et en additionnant les valeurs ainsi obtenues pour les différents types de cheptels présents dans l'exploitation. Les "coefficients de rétention de l'azote" par type de cheptel sont les suivants :

- Elevage bovin lait : 0,2, soit 20 %
- Elevage bovin allaitant : 0,09, soit 9 %
- Elevage bovin engraissement : 0,19, soit 19 %
- Elevage porcin truies + porcelets jusqu'au sevrage : 0,17, soit 17 %
- Elevage porcin engraissement : 0,3, soit 30 %
- Volaille chair : 0,5, soit 50 %
- Volaille œufs : 0,35, soit 35 %
- Lapins : 0,3, soit 30 %
- Autres : à déterminer selon le cas par la structure d'encadrement

4. Etablissement de la quantité d'azote contenue dans les "fourrages achetés" et les "aliments concentrés achetés", conformément à l'article 10. La quantité totale d'azote concernée est appelée "D".

5. Etablissement de la quantité théorique d'azote contenue dans les fertilisants nécessaires aux productions végétales de l'exploitation pour produire le complément alimentaire non acheté nécessaire aux animaux. La quantité totale d'azote concernée est appelée "E". Cette quantité se calcule selon la formule suivante :

$$E = (A + C - D) / 0,7$$

Où le dénominateur correspond au coefficient de rétention de l'azote pour les végétaux, quelle que soit l'espèce ou la variété et où "A", "C" et "D" se calculent conformément aux points 1 à 4 ci-dessus.

6. Etablissement de la quantité théorique maximale d'azote organique produit épandable. La quantité totale d'azote concernée est appelée "I". Cette quantité se calcule selon la formule suivante :

$$I = S1 \text{ (ha)} \times 250 \text{ (kgNorg./ha)} + S2 \text{ (ha)} \times 350 \text{ (kgNorg./ha)} + S3 \text{ (ha)} \times 130 \text{ (kgNorg./ha)} + S4 \text{ (ha)} \times 250 \text{ (kgNorg./ha)}$$

Où :

- S1 = superficie de prairies de l'exploitation situées hors ZCEP
- S2 = superficie de prairies de l'exploitation situées en ZCEP
- S3 = superficie de terres arables de l'exploitation situées hors ZCEP
- S4 = superficie de terres arables de l'exploitation situées en ZCEP
- ZCEP = Zone soumise à des Contraintes Environnementales Particulières au sens de l'arrêté "nitrate"

7. Etablissement de la quantité d'azote organique produit. La quantité totale d'azote concernée est appelée "F". Cette quantité vaut "l'azote organique produit", tel que défini dans l'arrêté "nitrate" et calculé pour l'exploitation concernée.

8. Etablissement de la quantité théorique d'azote organique produit qui fertilise les productions végétales. La quantité totale d'azote concernée est appelée "G". La valeur de "G" est établie de la manière suivante :

- Si  $F \leq I$ , alors  $G = (F1 \times ce1) + (F2 \times ce2)$
- Si  $F > I$ , alors  $G = (I1 \times ce1) + (I2 \times ce2)$

Où :

- "ce" est le coefficient d'équivalence engrais. "ce1" vaut 0,5 (soit 50 %) pour les fertilisants organiques à action rapide et "ce2" vaut 0,25 (soit 25 %) pour les fertilisants organiques à action lente. La distinction entre les fertilisants organiques à action lente et les fertilisants organiques à action rapide est conforme à l'arrêté "nitrate".

- "F1" est la part de "F" constituée de fertilisants organiques à action rapide.

- "F2" est la part de "F" constituée de fertilisants organiques à action lente.

- "F1" + "F2" = "F".

- "I1" est la part de "I" constituée de fertilisants organiques à action rapide.

- "I2" est la part de "I" constituée de fertilisants organiques à action lente.

- "I1" + "I2" = "I".

- "I1" et "I2" correspondent au plus près aux proportions de fertilisants organiques à action rapide et lente effectivement épandues.

- "F" et "I" se calculent conformément aux points 6 et 7 ci-dessus.

9. Etablissement du Solde Agronomique Potentiel (SAP). La valeur du Solde Agronomique Potentiel est établie de la manière suivante :

$J = \{(E-G) + D - A - B (F-I)\} / \text{Superficie totale de l'exploitation}$

SAP = 1,1 x J si J > 100 kg N/ha

SAP = J + 10 si J < ou = à 100 kg N/ha

Les termes "A", "B", "C", "D", "E", "F", "G" et "I" sont ramenés en kilos d'azote par exploitation et par an.

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel portant certaines dispositions d'exécution relatives à la "démarche qualité" et au "survey surfaces agricoles" de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 octobre 2002 relatif à la gestion durable de l'azote en agriculture.

M. FORET

### Annexe VIII

#### Mode de calcul du Solde Acceptable pour l'Environnement (SAE)

Le Solde annuel Acceptable pour l'Environnement vaut la somme des variations annuelles estimées de la teneur en humus des sols et des pertes annuelles acceptables qui interviennent au niveau de l'assolement augmentée de 10 % de la valeur de cette somme (si elle est supérieure à 100 kg N/ha) ou augmentée de 10 kg N/ha (si la valeur de cette somme est inférieure ou égale à 100 kg N/ha).

Les différents paramètres pris en considération, ainsi que leurs seuils sont repris dans le tableau ci-dessous :

Paramètres	Variations annuelles d'humus estimées et pertes annuelles acceptables (kgNorg./ha.an)
Variation (augmentation) annuelle de la teneur en humus du sol (apports par la végétation)	* 75 kgNorg./ha sur prairie * 50 kgNorg./ha sur terre arable avec CIPAN
Variation (augmentation) annuelle de la teneur en humus du sol (apports par les effluents d'élevage)	* 70 % de l'azote organique épandu sous forme de fumier de porcs ou de bovins * 50 % de l'azote organique épandu sous forme de fumier de volailles * 30 % de l'azote organique épandu sous forme de lisier de porcs * 20 % de l'azote organique épandu sous forme de lisier ou de fientes de volailles
Volatilisation au champ	* 10 % de l'azote organique épandu * 10 % de l'azote organique restitué au pâturage * 2 % de l'azote minéral épandu
Dénitrification	* 20 kgNorg./ha sur prairie * 10 kgNorg./ha sur terre arable
Lessivage	* 35 kgNorg./ha
<b>SOMME =</b>	<b>Solde Acceptable pour l'Environnement (SAE)</b>

L'ensemble des paramètres repris dans le tableau ci-dessus prennent une valeur positive ou nulle.

La définition des paramètres repris dans le tableau ci-dessus correspond à celle de l'arrêté "nitrate" et à défaut, à celle du présent arrêté.

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel portant certaines dispositions d'exécution relatives à la "démarche qualité" et au "survey surfaces agricoles" de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 octobre 2002 relatif à la gestion durable de l'azote en agriculture

M. FORET

#### Annexe IX

##### Cas pour lesquels le bilan final est réputé approuvé ou désapprouvé

1. Si les obligations 1 ou 4 de l'article 17, § 1<sup>er</sup>, ne sont pas respectées, alors, le bilan final est réputé désapprouvé.
2. Si les obligations 1 et 4 de l'article 17, § 1<sup>er</sup>, sont respectées, alors, le tableau ci-dessous s'applique.

Cas	Obligations (en référence à l'article 17, § 1 <sup>er</sup> )			Bilan final
	2 APL satisfaisants et durables	3 Bilans d'azote satisfaisants et durables	5 Mesures au cas par cas	
1	X	X	X	O
2	X	X	/	O
3	X	/	X	O
4	X	/	/	C
5	/	X	X	O
6	/	X	/	N
7	/	/	X	O
8	/	/	/	N

X = obligation respectée; / = obligation non respectée; O = bilan final réputé approuvé; N = bilan final réputé désapprouvé; C = concertation possible conformément au § 7 de l'article 17.

3. Par dérogation aux points 1 et 2 ci-dessus, le bilan final d'une exploitation dont la note de synthèse conclut positivement/négativement sur la démarche qualité dans sa globalité est réputé approuvé/désapprouvé.

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel portant certaines dispositions d'exécution relatives à la "démarche qualité" et au "survey surfaces agricoles" de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 octobre 2002 relatif à la gestion durable de l'azote en agriculture

M. FORET

#### ÜBERSETZUNG

#### MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2004 — 2267

[2004/201891]

##### 6. APRIL 2004 — Ministerialerlass mit Durchführungsbestimmungen zu dem "Qualitätskonzept" und dem "Survey Landwirtschaftliche Flächen", angeführt in dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 10. Oktober 2002 bezüglich der nachhaltigen Verwaltung des Stickstoffs in der Landwirtschaft

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,

Aufgrund des Dekrets vom 7. Oktober 1985 über den Schutz des Oberflächenwassers vor Verunreinigung;

Aufgrund des Dekrets vom 30. April 1990 über den Schutz und die Gewinnung von Grundwasser und zu Trinkwasser aufbereitem Wasser;

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 1999 zur Einführung einer Umweltgenehmigung;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. Oktober 2002 bezüglich der nachhaltigen Verwaltung des Stickstoffs in der Landwirtschaft, u.a. der Artikel 30 bis 35 und 43 und insbesondere der Artikel 33, § 2, Absatz 3, 33, § 3 Absatz 3 und 4, 33, § 4, Absatz 2 und 43, 2°;

In Erwägung der Richtlinie des Rates der Europäischen Gemeinschaften 91/676/EWG vom 12. Dezember 1991 zum Schutz der Gewässer vor Verunreinigung durch Nitrat aus landwirtschaftlichen Quellen,

Beschließt:

#### KAPITEL I — Begriffsbestimmungen

**Artikel 1** - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Begriffsbestimmungen:

1° "Qualitätskonzept": die Verpflichtung eines Landwirts oder einer Gruppe von Landwirten, die gemäß den Artikeln 30 bis 35 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. Oktober 2002 bezüglich der nachhaltigen Verwaltung des Stickstoffs in der Landwirtschaft mit der landwirtschaftlichen Betriebstätigkeit verbundene Gefahr auf dem Gebiet der Verunreinigung des Wassers durch Nitrat zu beherrschen;

2° "Nitraterlass": der Erlass der Wallonischen Regierung vom 10. Oktober 2002 bezüglich der nachhaltigen Verwaltung des Stickstoffs in der Landwirtschaft;

3° "Minister": der Minister der Wallonischen Region, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Wasserpolitik gehört;

4° potentiell auswaschbarer Stickstoff: (PAS) die Menge Nitratstickstoff, die im Herbst im Boden enthalten ist und die während den Wintermonaten aus der Wurzelzone gewaschen werden kann;

5° "Begleitstruktur": die Einrichtungen, denen in Anwendung von Artikel 39 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. Oktober 2002 bezüglich der nachhaltigen Verwaltung des Stickstoffs in der Landwirtschaft im Rahmen einer Vereinbarung Betreuungs- und Koordinierungsaufgaben anvertraut werden;

6° "Nitrat fixierende Kultur" oder "Nitrat fixierende Zwischenkultur": die Pflanzendecke, die keine Gemüsepflanze beinhaltet und die darauf abzielt, durch Aufnahme über die Wurzeln die Auslaugung des Nitrats hin zu dem Untergrund im Herbst und Winter auf dem Ackerbauland, auf dem eine Frühjahrskultur vorgesehen ist, zu begrenzen; diese Pflanzendecke wird so schnell wie möglich nach der vorhergehenden Ernte gepflanzt und bedeckt den Boden auf zufriedenstellende Art und Weise (zumindest 75 % des Bodens sind im Laufe einer bestimmten Wachstumsphase bedeckt, es sei denn, die Wetterbedingungen sind außergewöhnlich);

7° "Parzellenkarten": die Karten, die der Landwirt, der sich einem Qualitätskonzept angeschlossen hat, führt; diese Karten beinhalten für jede der Parzellen alle Informationen, die notwendig sind, um die diesbezüglichen Stickstoffbewegungen nachvollziehen zu können, sowie die Informationen, die notwendig sind, um nachvollziehen und überprüfen zu können, ob die Verpflichtungen, die dem Landwirt im Rahmen des Qualitätskonzepts obliegen, eingehalten werden;

8° "Parzelle" oder "landwirtschaftliche Parzelle": jede Fläche Ackerland oder Weide, die im Laufe eines Anbauzyklus homogen bewirtschaftet wird;

9° "Ackerland": alle bebaubaren Flächen mit Ausnahme der Weiden;

10° "Ländereien": das gesamte Weide- und Ackerland;

11° "Verwaltung": die Verwaltung der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt.

#### KAPITEL II — "Survey Landwirtschaftliche Flächen",

##### *Stickstoffprofile und potentiell auswaschbarer Stickstoff in den Betrieben, die sich einem Qualitätskonzept angeschlossen haben*

**Art. 2 - § 1.** Im Herbst eines jeden Jahres werden auf allen Parzellen des Betriebes des Landwirts, der sich einem Qualitätskonzept angeschlossen hat, Bodenproben entnommen, um die Stickstoffprofile dieser Parzellen zu bestimmen und um festzustellen, ob der potentiell auswaschbare Stickstoff zufriedenstellend und dauerhaft vorhanden ist.

§ 2. Die Parzellen, auf denen Proben zu entnehmen sind, werden gemäß Artikel 3 jährlich von der Begleitstruktur bestimmt.

§ 3. Unter der Verantwortung eines zugelassenen Labors werden die Bodenproben gemäß Artikel 4 entnommen und zusammengestellt. Diese Operationen werden von dem Labor selbst oder von einem durch das Labor beauftragten Dritten ausgeführt.

§ 4. Die Stickstoffprofile werden gemäß Artikel 5 von einem zugelassenen Labor erstellt.

§ 5. Die Labors werden gemäß Artikel 6 zugelassen.

§ 6. Der Landwirt wählt ein zugelassenes Labor für die Durchführung der in dem vorliegenden Erlass beschriebenen Operationen. Wenn er sich einem Qualitätskonzept anschließt, oder wenn er das zugelassene Labor wechselt, setzt er die Begleitstruktur von seiner Wahl in Kenntnis.

§ 7. Die zufriedenstellende und dauerhafte Eigenschaft des potentiell auswaschbaren Stickstoffs wird gemäß Artikel 7 bestimmt, indem der Stickstoff mit den gemäß Artikel 8 festgelegten Bezugswerten für potentiell auswaschbaren Stickstoff verglichen wird.

**Art. 3 - § 1.** Die Parzellen werden in vier Klassen unterteilt (C1, C2 und C3 für das Ackerland und die ausschließlich gemähten Weiden und P für die beweideten Weiden). Die Unterscheidung zwischen diesen Klassen geschieht nach Anlage I und zwar je nach der Menge des potentiell auswaschbaren Stickstoffs, die diesen Parzellen grundsätzlich oder je nach ihrer Zweckbestimmung zugewiesen werden kann.

Auf der Grundlage der Entwicklung der wissenschaftlichen, technischen und agrartechnischen Kenntnisse und insbesondere auf der Grundlage der Arbeiten der Begleitstruktur kann der Minister die Anlage I abändern.

§ 2. Im Herbst eines jeden Jahres werden auf einer gewissen Anzahl der Parzellen, die im Rahmen eines Qualitätskonzepts bewirtschaftet werden, Proben entnommen. Das Auswahlverfahren nach dem gewichteten Zufallsprinzip der Parzellen, auf denen Proben zu entnehmen sind, wird in der Anlage II erläutert.

Auf Anfrage des Landwirts, der sich einem Qualitätskonzept angeschlossen hat, können auf einer größeren Anzahl Parzellen, als jene, die in Anlage II vorgesehen ist, Proben entnommen werden. Der Landwirt reicht einen diesbezüglichen Antrag spätestens am 31. August bei der Begleitstruktur ein. In diesem Antrag wird die Anzahl der zusätzlichen Parzellen der verschiedenen Klassen von Ackerland und Weiden seines Betriebs, auf denen Proben zu entnehmen sind, angeführt.

§ 3. Die Auswahl der Parzellen, auf denen in Anwendung von § 2 Proben zu entnehmen sind, wird jährlich von der Begleitstruktur getroffen.

Für jede in Anwendung des ersten Absatzes ausgesuchte Parzelle, auf der Proben zu entnehmen sind, kann die Begleitstruktur falls notwendig im Rahmen des in Anlage II erläuterten Auswahlverfahrens nach dem gewichteten Zufallsprinzip eine Ersatzparzelle vorsehen.

§ 4. Die Auswahl der Parzellen nach dem gewichteten Zufallsprinzip wird von der Begleitstruktur auf der Grundlage der erforderlichen Informationen durchgeführt, die der Landwirt, der sich einem Qualitätskonzept angeschlossen hat, ihr spätestens am 31. August übermittelt. Die Begleitstruktur kann sich ebenfalls jeder sonstigen Informationsquelle bedienen, um die Auswahl der Parzellen nach dem gewichteten Zufallsprinzip durchzuführen.

Falls sie innerhalb der festgelegten Fristen nicht über die erforderlichen Informationen verfügt, kann die Begleitstruktur die Parzellen nach einem anderen Verfahren auswählen, um eine bestmöglichen Umsetzung des vorliegenden Erlasses zu gewährleisten.

§ 5. Nachdem sie die Parzellen des Landwirts, der sich einem Qualitätskonzept angeschlossen hat, nach dem gewichteten Zufallsprinzip ausgewählt hat, übermittelt die Begleitstruktur das Ergebnis dieser Auswahl dem von diesem Landwirt auserwählten zugelassenen Labor spätestens am 30. September eines jeden Jahres.

**Art. 4 - § 1.** Auf jeder Ackerlandparzelle oder jeder ausschließlich gemähten Weideparzelle, die in Anwendung von Artikel 3 oder im Rahmen des "Survey Landwirtschaftliche Flächen" ausgewählt wird und die jeweils der Klasse C1, C2 oder C3 angehört, werden jeweils wenigstens 10, 15 oder 20 Proben entnommen.

Auf jeder ausschließlich beweideten Weideparzelle, die in Anwendung von Artikel 3 oder im Rahmen des "Survey Landwirtschaftliche Flächen" ausgewählt wird, werden wenigstens 30 Proben entnommen.

Die Proben werden homogen auf der gesamten Fläche der Parzelle entnommen, außer in der unmittelbaren Umgebung zu dem Parzellenrand, zu den Tränkstellen, zu den Futterplätzen, zu den Lagerplätzen und zu jeder sonstigen Fläche, die grundlegend anders als der Rest der Parzelle behandelt wird.

Wenn eine ausgewählte Parzelle auf zwei oder mehrere verschiedene Arten bewirtschaftet wird, werden nur auf der Zone, deren Bewirtschaftung am ehesten der bei der vorherigen Auswahl berücksichtigten Bewirtschaftungsmethode entspricht, Proben entnommen.

§ 2. Jede Probenahme auf einer Ackerlandparzelle oder ausschließlich gemähten Weideparzelle wird in drei Schichten unterteilt; eine erste Schicht in einer Tiefe von 0 bis 30 cm, eine zweite Schicht in einer Tiefe von 30 bis 60 cm und eine dritte Schicht in einer Tiefe von 60 bis 90 cm, insofern die Bodentiefe dies zulässt.

Diese Proben werden mit einer Sonde entnommen, deren Durchmesser ausreicht, um auf jedem Betrieb, der im Rahmen eines Qualitätskonzeptes bewirtschaftet wird, wenigstens 300 gr Erde pro Schicht und pro Parzelle, auf der Proben entnommen werden, zu entnehmen.

Falls es nicht möglich ist, in einer Schicht einer bestimmten Parzelle eine repräsentative Probe zu entnehmen (Entnahme von wenigstens 2/3 der Erdmenge, die für die Schicht vorgesehen ist), so wird diese Schicht bei der Auswertung der Ergebnisse nicht berücksichtigt.

§ 3. Jede Probenahme auf einer beweideten Weideparzelle wird in einer einzigen Schicht von 30 cm Tiefe durchgeführt, oder in einer geringeren Schicht, die der Dicke des losen Erdreichs entspricht, falls eine Tiefe von 30 cm nicht erreicht werden kann.

Diese Proben werden mit einer Sonde entnommen, deren Durchmesser ausreicht, um auf jeden Betrieb, der im Rahmen eines Qualitätskonzeptes bewirtschaftet wird, wenigstens 300 gr Erde pro Schicht und pro Parzelle, auf der Proben entnommen werden, zu entnehmen.

§ 4. Bei jeder Probenahme muss diese Sonde gleichmäßig mit Erde gefüllt sein.

§ 5. Zum Zeitpunkt der Probenahme muss der Boden soweit ausgetrocknet sein, dass die Gefahr einer Verunreinigung der Probe einer Schicht durch Erde einer anderen Schicht ("Vermengen") vermieden wird, und dass es möglich ist, die weitere Behandlung der Proben unter guten Bedingungen vorzunehmen (Sieben, Homogenisierung der Proben).

§ 6. Ist es auf einer bestimmten Parzelle nicht möglich, die Proben unter den in § 1 bis 5 angeführten Bedingungen zu entnehmen, werden auf der eventuell bestimmten Ersatzparzelle Proben entnommen.

§ 7. Die Entnahme von Bodenproben wird zwischen dem 15. Oktober und dem 30. November durchgeführt.

Die Proben werden mit Hilfe motorisierter Gerätschaften oder manuell entnommen. Die Entnahme von Proben mit motorisierten Gerätschaften ist nicht erlaubt, wenn dies der vorhandenen Kultur oder dem Boden objektiv schadet.

Die Eigenschaften des zur Entnahme von Proben eingesetzten Geräts müssen gewährleisten, dass die Erdschichten nicht gefährdet werden, und dass keine Gefahr besteht, dass die Proben mit mineralischem Stickstoff angereichert werden. Es handelt sich um eine röhrenförmige Sonde vom Typ eines geschlossenen oder halbmondförmigen Hohlmeißels, oder um einen spiralförmigen Schneckenbohrer.

§ 8. Für jede Parzelle, auf der Proben entnommen werden, wird die entnommene Erde pro Schicht getrennt in einen Beutel verpackt. Nachdem auf jeder Parzelle Proben entnommen wurden, werden die Beutel hermetisch verschlossen und mit unauslöschlicher Tinte eindeutig erkennbar nummeriert. Anschließend werden die Proben sofort in einem temperaturisolierten und hermetisch verschlossenen Behälter verstaut.

§ 9. Die Proben werden in ihrem temperaturisolierten und hermetisch verschlossenen Behälter noch am gleichen Tag in das mit der Analyse beauftragte zugelassene Labor gebracht.

§ 10. Das von dem Landwirt ausgesuchte Labor informiert diesen wenigstens zwei Tage im voraus über das Datum der Probenahme. Im Anschluss an die Probenahme wird ein Protokoll ordnungsgemäß ausgefüllt, datiert und von dem Verantwortlichen der Probenahme unterzeichnet sowie von dem Landwirt oder dessen Vertreter zwecks Genehmigung gegengezeichnet. Dieses Protokoll wird in zwei Ausfertigungen erstellt: eines für den Landwirt und ein zweites für das zugelassene Labor. Es umfasst mindestens die nachfolgenden Informationen:

- die Angaben zu dem Landwirt;
- die Angaben zu dem zugelassenen Labor, das mit der Probenahme und der Analyse beauftragt ist;
- der Name des Verantwortlichen der Probenahme;
- die Verwaltungsreferenzen der Parzellen, auf denen Proben entnommen wurden, die letzte geerntete Kultur, die derzeit vorhanden oder eingesäte Kultur oder Pflanzendecke und die Einbringungen (Art, Menge, Datum) organischer Stoffe, die nach dem Abernten der letzten Kultur stattgefunden haben;
- die Referenzen der zusammengestellten Beutel mit Erdreich;
- die zweckdienlichen Informationen über die Probenahme (Datum; Sondentyp, Art der Probenahme, Anzahl Proben, Tiefe der Probenahme, aufgetretene Schwierigkeiten, insbesondere in Anwendung des vorliegenden Erlasses, ggf. Bemerkungen).

§ 11. Das zugelassene Labor bewahrt die Protokolle über die Probenahme während wenigstens vier Jahren auf und hält sie insbesondere der Begleitstruktur zur Verfügung. Ist das zugelassene Labor betreffend der Beachtung der Auflagen des vorliegenden Artikels mit größeren Schwierigkeiten konfrontiert worden, so setzt es die Begleitstruktur so schnell wie möglich davon in Kenntnis.

§ 12. Die Begleitstruktur und/oder das zugelassene Labor treffen die notwendigen Maßnahmen, um den vorliegenden Erlass ungeachtet der bei der Probenahme aufgetretenen Schwierigkeiten so gut wie möglich anzuwenden.

**Art. 5 - § 1.** Die Proben werden durch das Labor unmittelbar nachdem sie angeliefert wurden analysiert oder insofern eine sofortige Analyse nicht möglich ist, nachdem sie während maximal fünf Tagen in einem Kühlraum mit einer Temperatur zwischen 1°C und 4°C gelagert worden sind.

§ 2. Das zugelassene Labor führt eine Analyse des Rückstands des Nitratstickstoffs (NO<sub>3</sub>) für jeden eingegangenen Beutel durch.

§ 3. Vor der Analyse wird der Inhalt jedes Beutels sorgfältig durch Sieben mit einem 8mm-Sieb homogenisiert. Falls nach dem Sieben ein Siebrückstand auf dem Sieb verbleibt, so wird der Steinanteil der Probe auf 10% festgelegt. Ist kein Siebrückstand vorhanden, wird der Steinanteil der Probe auf 0% festgelegt.

§ 4. Unmittelbar nach dem Sieben wird die Extraktion des Nitrats auf dem rohen nicht getrockneten Material eines aliquoten Teils von wenigstens 30 Gramm Probematerial anhand einer 0,1 N Lösung von KCl durchgeführt. Das Extraktionsverhältnis (Gewicht Erde/Volumen der Extraktionslösung) beträgt 1/5.

§ 5. Die Flaschen, die zur Extraktion dienen, werden verschlossen und während 30 Minuten in einem Rotationsschüttler geschüttelt. Anschließend muss die Lösung während dreißig Minuten ruhen um ein Absetzen zu erreichen.

§ 6. Die Dosierung des Nitrats wird auf der Schwimmschicht durchgeführt, die je nach Dosierungsmethode vorher gefiltert wird oder nicht.

§ 7. Wird die Dosierung nicht innerhalb von drei Stunden nach der Extraktion durchgeführt, so werden die Extrakte entweder in einem Kühlraum bei einer Höchsttemperatur von 4°C lichtgeschützt und während einer Höchstdauer von 48 Stunden gelagert, oder sie werden eingefroren.

§ 8. Die Dosierung des Nitrats wird von einem zugelassenen Labor nach einem der nachfolgenden Standardverfahren durchgeführt:

- die kolorimetrische Methode zur direkten Methode des Nitrats mit chromotropischer Säure (West & Lyles, 1960);
- die kolorimetrische Methode zur direkten Methode des Nitrats mit Brucin (Baker, 1967);

- die titrimetrische Methode zur Reduktion des Nitrats in Ammonium durch die Devarda-Legierung nach Destillierung und Abtreibung mit Wasserdampf;
- die kolorimetrische Methode zur Reduktion des Nitrats in Nitrit (unter anderem mit Hilfe von Cadmium oder Hydrazin) mit Dosierung durch die modifizierte Griess-Ilosvay-Reaktion (Bremner, 1965; Guiot, 1975);

§ 9. Das Ergebnis wird in kg N-NO<sub>3</sub>/ha ausgedrückt. Diese Einheit wird von einer in Anwendung von § 8 dosierten Konzentration in mg/N-NO<sub>3</sub>/l abgeleitet.

Bei dem Übergang von einer Einheit zur anderen werden Parameter wie die Dicke der Bodenschicht, der prozentuale Anteil an Trockenmasse, das Verhältnis Steine/Erde sowie die Füllichte im trockenen Zustand berücksichtigt. Zu diesem Zweck werden die nachfolgenden Standardwerte für die Dichte auf trockenem Boden pro Schicht angewandt: 1,35 t/m<sup>3</sup> für die obere Schicht (0-30 cm), 1,5 t/m<sup>3</sup> für die anderen Schichten (30-60 cm und 60-90 cm) bei Ackerland und 1,3 t/m<sup>3</sup> bei Weiden.

§ 10. Treten bei der Anwendung des vorliegenden Artikels größere Schwierigkeiten auf, setzt das zugelassene Labor die Begleitstruktur umgehend davon in Kenntnis.

§ 11. Die Begleitstruktur und/oder das zugelassene Labor treffen die erforderlichen Vorkehrungen, um den vorliegenden Erlass ungeachtet der bei der Analyse auftretenden Schwierigkeiten bestmöglich anzuwenden.

**Art. 6 - § 1.** In Erwartung eines Zulassungsverfahrens gelten die Labors der "Chaîne Nitrates" des Netzes Réquasud sowie alle sonstigen Labors, die alle sie betreffenden Vorschriften des vorliegenden Erlasses beachten bis zu der Durchführung dieses Zulassungsverfahrens als zugelassen.

§ 2. Bei Missachtung der auf das Labor anwendbaren Vorschriften des vorliegenden Erlasses kann die Verwaltung insbesondere auf Vorschlag der Begleitstruktur einem Labor die in § 1 angeführte Zulassung verweigern.

**Art. 7 - § 1.** In jedem Betrieb, der im Rahmen eines Qualitätskonzeptes bewirtschaftet wird, errechnet die Begleitstruktur jährlich für jede der Parzellen, auf denen Proben entnommen werden, gemäß Anlage III einen Wert "Parzellegebundene Stickstoffverwaltung".

In Anwendung von Artikel 34, § 1 des Nitraterlasses werden in der Bilanz des vergangenen Wirtschaftsjahres die zahlenmäßigen Werte "Parzellegebundene Stickstoffverwaltung" für das vergangene Wirtschaftsjahr bestimmt.

§ 2. In jedem Betrieb, der im Rahmen eines Qualitätskonzeptes bewirtschaftet wird, errechnet die Begleitstruktur jährlich einen Wert "Globale Stickstoffverwaltung pro Jahr". Dieser Wert entspricht dem Durchschnitt der Werte "Parzellegebundene Stickstoffverwaltung" des Jahres.

In jedem Betrieb, der im Rahmen eines Qualitätskonzeptes bewirtschaftet wird, errechnet die Begleitstruktur jährlich einen Wert "Mit der Fruchtfolge verbundene potentielle Gefahr". Dieser Wert wird gemäß Anlage IV errechnet.

In Anwendung von Artikel 34, § 1 des Nitraterlasses werden in der Bilanz des vergangenen Wirtschaftsjahres die zahlenmäßigen Werte "Globale Stickstoffverwaltung pro Jahr" und "Mit der Fruchtfolge verbundene potentielle Gefahr" für das vergangene Wirtschaftsjahr bestimmt.

§ 3. Am Ende des ersten Verpflichtungszeitraums von vier Jahren im Rahmen des Qualitätskonzeptes gelten die Ergebnisse für den potentiell auswaschbaren Stickstoff des Betriebs als zufriedenstellend und dauerhaft, wenn der Wert "Globale Stickstoffverwaltung pro Jahr" des vierten Jahres (oder der Durchschnitt der drei letzten Werte "Globale Stickstoffverwaltung pro Jahr") größer oder gleich als Null ist und wenn der Wert "Mit der Fruchtfolge verbundene potentielle Gefahr" des vierten Jahres (oder der Durchschnitt der drei letzten Werte "Mit der Fruchtfolge verbundene potentielle Gefahr") größer oder gleich als Null ist.

Am Ende der folgenden Verpflichtungszeiträume von vier Jahren im Rahmen des Qualitätskonzeptes gelten die Ergebnisse für den potentiell auswaschbaren Stickstoff des Betriebs als zufriedenstellend und dauerhaft, wenn der Durchschnitt der vier Werte "Globale Stickstoffverwaltung pro Jahr" und der Durchschnitt der vier Werte "Mit der Fruchtfolge verbundene potentielle Gefahr" größer oder gleich als Null sind.

**Art. 8 - § 1.** In Anwendung von Artikel 43 des Nitraterlasses erstellt die Begleitstruktur ein Protokoll über die Umsetzung des "Survey Landwirtschaftliche Flächen", das sie ggf. abändern kann. Bei der Erstellung und der eventuellen Abänderung dieses Protokolls zielt die Begleitstruktur darauf ab, den vorliegenden Erlass sowie den Nitraterlass optimal umzusetzen und dabei im Sinne der Gleichbehandlung der Landwirte, der Durchführbarkeit und unter Berücksichtigung der insbesondere im Rahmen der "Survey Stickstoff"-Verfahren erlangten Erkenntnisse und der agrartechnischen, technischen und wissenschaftlichen Entwicklungen zu handeln.

Bei der Erstellung und der eventuellen Abänderung des Protokolls über die Umsetzung des "Survey Landwirtschaftliche Flächen" werden insbesondere die Wetterbedingungen berücksichtigt, die in dem betreffenden Jahr vorherrschen, sowie die Art der Kultur, die geographische Lokalisierung und die Bodenbedingungen.

Die Begleitstruktur legt das von ihr erstellte Protokoll über die Umsetzung des "Survey Landwirtschaftliche Flächen" dem Minister zur Genehmigung vor, und zwar ein Jahr nach der Veröffentlichung des vorliegenden Erlasses im *Belgischen Staatsblatt* und anschließend bei jeder wichtigen Änderung und wenigstens einmal alle vier Jahre.

Ab der ersten Genehmigung durch den Minister ist ein Protokoll über die Umsetzung des "Survey Landwirtschaftliche Flächen" nur gültig anwendbar, wenn es durch den Minister genehmigt wird.

§ 2. Die Begleitstruktur setzt das gemäß § 1 erstellte oder abgeänderte "Survey Landwirtschaftliche Flächen" um. Diese Umsetzung ermöglicht unter anderem die jährliche Bestimmung der PAS-Bezugswerte (durch  $\alpha$  gekennzeichnet), die notwendig ist, um die Werte "Parzellegebundene Stickstoffverwaltung" gemäß Anlage III zu bestimmen.

Jedes Jahr werden die PAS-Bezugswerte (in N-NOH<sub>3</sub>/ha) von der Begleitstruktur auf der Grundlage des "Survey Landwirtschaftliche Flächen" des vergangenen Herbstes bestimmt und dem Minister spätestens am 31. Januar zwecks Genehmigung vorgelegt.

Ab der ersten Genehmigung durch den Minister sind die PAS-Bezugswerte nur gültig anwendbar, wenn sie durch den Minister genehmigt werden.

Die PAS-Bezugswerte werden bestimmt, um die optimale Verwaltung des Stickstoffs für das betreffende Jahr und für jede Klasse der Anlage I widerzuspiegeln.

§ 3. Im Rahmen des "Survey Landwirtschaftliche Flächen" werden die Bodenproben unter der Verantwortung eines zugelassenen Labors, durch das Labor selbst oder durch eine von ihm bevollmächtigte Drittperson gemäß Artikel 4 entnommen und zusammengestellt.

Die im Rahmen des "Survey Landwirtschaftliche Flächen" erstellten Stickstoffprofile werden von einem zugelassenen Labor gemäß Artikel 5 und Artikel 6 erstellt.

### KAPITEL III. — Systemische Stickstoffbilanzen in den Betrieben, die im Rahmen eines Qualitätskonzeptes bewirtschaftet werden

**Art. 9 - § 1.** In Anwendung von Artikel 33, § 3 des Nitraterlasses werden die systemischen Stickstoffbilanzen nach der in Artikel 10 beschriebenen Methode bestimmt.

§ 2. Die Bezugswerte, die zu beachtenden Bedingungen und die Werte, die zu erreichen sind, damit die systemischen Stickstoffbilanzen für die Fruchtfolge und für den Betrieb als zufriedenstellend und dauerhaft betrachtet werden können, werden in den Artikeln 11 und 12 definiert.

**Art. 10 - § 1.** In Anwendung von Artikel 1, 30° des Nitraterlasses wird der Saldo einer Stickstoffbilanz anhand der nachfolgenden Formel bestimmt, deren Bestandteile in Kilo Stickstoff pro Hektar und Jahr wiedergegeben werden.

Saldo = Eingänge - Ausgänge = Verluste + Schwankung des Lagerbestandes Humus

§ 2. Die bei der Berechnung der Eingänge, der Ausgänge und des Saldos der Bilanzen für den Betrieb und der Bilanzen für die Fruchtfolge berücksichtigten Parameter werden in Anlage VI angeführt. Diese Parameter definieren genauer jene, die in Artikel 1, 30° des Nitraterlasses angeführt werden.

§ 3. Die Begleitstruktur bestimmt und ändert gegebenenfalls die Berechnungsmethode der Bilanzen für den Betrieb und der Bilanzen für die Fruchtfolge, bei der klar und eindeutig wenigstens die Parameter angewandt werden, die in der Anlage VI mit einem Sternchen gekennzeichnet sind.

Die Begleitstruktur legt die von ihr erstellte Berechnungsmethode der Bilanzen für den Betrieb und der Bilanzen für die Fruchtfolge dem Minister zur Genehmigung vor, und zwar ein Jahr nach der Veröffentlichung des vorliegenden Erlasses im *Belgischen Staatsblatt* und anschließend bei jeder wichtigen Änderung und wenigstens einmal alle vier Jahre.

Bei der Erstellung und der eventuellen Abänderung dieser Berechnungsmethode zielt die Begleitstruktur darauf ab, den vorliegenden Erlass sowie den Nitraterlass optimal umzusetzen und dabei im Sinne der Gleichbehandlung der Landwirte, der Durchführbarkeit und unter Berücksichtigung der erlangten Erkenntnisse und der agrartechnischen, technischen und wissenschaftlichen Entwicklungen zu handeln.

Ab der ersten Genehmigung durch den Minister ist die Berechnungsmethode der Bilanzen für den Betrieb und der Bilanzen für die Fruchtfolge nur gültig anwendbar, wenn sie durch den Minister genehmigt wird.

§ 4. Bei den Stickstoffmengen und den Stickstoffgehaltsangaben, die bei der Berechnung der Bilanzen berücksichtigt werden, handelt es sich vorrangig um jene, die für den betreffenden Hof auf der Grundlage von betriebseigenen Analysen, Daten oder Dokumenten bestimmt worden sind. In Ermangelung derartiger Angaben werden Daten verwendet, die lokalen oder regionalen Durchschnittswerten oder Normen entsprechen. Liegen keine derartigen Daten vor, werden Daten aus der Fachliteratur verwendet oder Daten, die föderalen oder europäischen Durchschnittswerten oder Normen entsprechen. In allen Fällen sind die Quellen der verwendeten Daten deutlich zu vermerken.

**Art. 11 - § 1.** Die zufriedenstellende und dauerhafte Eigenschaft der systemischen Stickstoffbilanz für den Betrieb wird durch einen Vergleich mit dem potentiellen agronomischen Saldo bestimmt. Der potentielle agronomische Saldo stellt die optimierte theoretische Stickstoffbilanz für den Betrieb dar.

Der potentielle agronomische Saldo wird gemäß Anlage VII berechnet und in Kilo Stickstoff pro Hektar und Jahr wiedergegeben.

In Anwendung von Artikel 34, § 1 des Nitraterlasses gehen der Wert des Saldos der Stickstoffbilanz für den Betrieb und der Wert des potentiellen agronomischen Saldos, die jeweils für das vergangene Wirtschaftsjahr erreicht wurden, eindeutig aus der Bilanz dieses vergangenen Wirtschaftsjahres hervor.

§ 2. Die zufriedenstellende und dauerhafte Eigenschaft der systemischen Stickstoffbilanz für die Fruchtfolge wird durch einen Vergleich mit dem für die Umwelt annehmbaren Saldo bestimmt.

Der für die Umwelt annehmbare Saldo stellt die optimierte theoretische Stickstoffbilanz für die Fruchtfolge dar.

Der für die Umwelt annehmbare Saldo wird gemäß Anlage VIII berechnet und in Kilo Stickstoff pro Hektar und Jahr wiedergegeben.

In Anwendung von Artikel 34, § 1 des Nitraterlasses gehen der Wert des Saldos der Stickstoffbilanz für die Fruchtfolge und der Wert des für die Umwelt annehmbaren Saldos, die jeweils für das vergangene Wirtschaftsjahr erreicht wurden, eindeutig aus der Bilanz dieses vergangenen Wirtschaftsjahres hervor.

**Art. 12 - § 1.** Am Ende des ersten Verpflichtungszeitraums von vier Jahren im Rahmen des Qualitätskonzepts gelten die jährlich erstellten Stickstoffbilanzen als zufriedenstellend und dauerhaft, wenn die Summe der jährlichen Abweichungen zwischen der Bilanz für den Betrieb und dem potentiellen agronomischen Saldo und die Summe der jährlichen Abweichungen zwischen der Bilanz für die Fruchtfolge und dem für die Umwelt annehmbaren Saldo über die letzten zwei Jahre der Verpflichtung gesehen kleiner oder gleich als Null ist.

§ 2. Am Ende der folgenden Verpflichtungszeiträume im Rahmen des Qualitätskonzepts gelten die jährlich erstellten Stickstoffbilanzen als zufriedenstellend und dauerhaft, wenn die Summe der jährlichen Abweichungen zwischen der Bilanz für den Betrieb und dem potentiellen agronomischen Saldo und die Summe der jährlichen Abweichungen zwischen der Bilanz für die Fruchtfolge und dem für die Umwelt annehmbaren Saldo über die vier Jahre der Verpflichtung gesehen kleiner oder gleich als Null ist.

**KAPITEL IV — Landwirtschaftliche Maßnahmen, Praktiken und Verwaltungsmethoden, die eine Verbesserung der Stickstoffverwaltung begünstigen und die darauf abzielen, vorrangig die Ergebnisse des potentiellen auswaschbaren Stickstoffs zu verbessern sowie die Ergebnisse der Stickstoffbilanzen im Rahmen des Qualitätskonzepts**

**Art. 13 - § 1.** In Anwendung von Artikel 33, § 4 des Nitraterlasses werden die landwirtschaftlichen Maßnahmen, Praktiken und Verwaltungsmethoden, die eine Verbesserung der Stickstoffverwaltung begünstigen sowie die bei ihrer Anwendung berücksichtigten Bezugswerte gemäß Artikel 14 und 15 des vorliegenden Erlasses festgelegt.

Die Vorschriften von Artikel 14 müssen unter allen Umständen nach Ablauf des ersten Verpflichtungszeitraums im Rahmen des Qualitätskonzepts und bei jeder Weiterführung des Qualitätskonzepts jährlich beachtet werden.

Die Vorschriften von Artikel 15 sind fallspezifisch anzuwenden, um vorrangig die Ergebnisse des potentiellen auswaschbaren Stickstoffs sowie die Ergebnisse der Stickstoffbilanzen zu verbessern.

§ 2. Die Begleitstruktur betreut den Landwirt bei der Planung und der Umsetzung dieser Maßnahmen.

§ 3. In den Vorausschätzungen für das kommende Wirtschaftsjahr werden in Anwendung von Art. 34, § 1 des Nitraterlasses deutlich die zu erreichenden Bezugswerte angeführt, die das Ausmaß der landwirtschaftlichen Anwendung der Maßnahmen, Praktiken und Verwaltungsmethoden wiedergeben, insbesondere unter Berücksichtigung der Werte "Parzellegebundene Stickstoffverwaltung", "Globale Stickstoffverwaltung pro Jahr" und "Mit der Fruchtfolge verbundene potentielle Gefahr" und unter Berücksichtigung der Abweichungen zwischen einerseits dem potentiellen agronomischen Saldo und dem Saldo der Bilanz für den Betrieb und andererseits dem für die Umwelt annehmbaren Saldo und dem Saldo der Bilanz für die Fruchtfolge, die in Anwendung von Artikel 7 bestimmt werden.

§ 4. In Anwendung von Artikel 34, § 1 des Nitraterlasses geht aus der Bilanz des vergangenen Wirtschaftsjahres deutlich hervor, in welchem Maße die für das vergangene Wirtschaftsjahr bestimmten Bezugswerte für die Anwendung erreicht worden sind.

**Art. 14 - § 1.** Auf einer beweideten Parzelle Weideland darf die Besatzdichte 150 GVE pro Tag und Hektar zwischen dem 15. September und dem 31. Dezember nie übersteigen.

Die GVE werden anhand der in Anlage V angeführten Werte berechnet.

Als ein Tag gilt eine Beweidung während 24 Stunden.

§ 2. Auf jedes Wenden einer Bodenbedeckung mit Graspflanzen, die seit mehr als zwei Jahren besteht, muss innerhalb von zwei Wochen das Anpflanzen einer neuen Bodenbedeckung mit Graspflanzen, einer Kultur oder einer Stickstoff fixierenden Zwischenkultur folgen.

§ 3. Auf wenigstens 50% der Flächen, auf denen Stickstoff fixierende Zwischenkulturen angebaut werden können, müssen diese auch tatsächlich angebaut werden.

Für die Anwendung des vorliegenden Paragraphen handelt es sich bei den Flächen, auf denen Stickstoff fixierende Zwischenkulturen angebaut werden können, um Flächen, auf denen bis zum 15. September eine Kultur geerntet worden ist und für die vorgesehen wird, anschließend nach dem 31. Januar eine Frühjahrskultur anzupflanzen.

Um in Anwendung des vorliegenden Paragraphen berücksichtigt zu werden, müssen die ab dem 15. September angebauten Stickstoff fixierenden Zwischenkulturen ausschließlich aus Gräsern bestehen.

§ 4. Bei jeder Mais-, Kartoffel-, Gemüse- oder Leguminosenkultur müssen die Grundsätze der angemessenen Düngung beachtet werden.

Bei der Anwendung des vorliegenden Paragraphen besteht die angemessene Düngung darin, auf der Grundlage eines sich über ein Jahr erstreckenden Düngeplans das Einbringen von Düngemitteln optimal zu gestalten und die Verluste so weit wie möglich zu verringern, indem die Düngung an den gesamten Bedarf der Kulturen angepasst wird, abzüglich des vorhandenen mineralen Stickstoffs und der effektiven Mineralisierung.

Bei der Anwendung des vorliegenden Paragraphen kann die angemessene Düngung umstandslos umgesetzt werden, insbesondere auf der Grundlage von lokalen oder regionalen Angaben oder auf der Grundlage von in der Fachpresse veröffentlichten Ratschlägen, ohne dass dabei besondere Techniken oder Bodenanalysen eingesetzt werden müssen.

Die Begleitstruktur betreut den Landwirt bei der Planung und der Umsetzung dieser angemessenen Düngung.

**Art. 15 - § 1.** Die landwirtschaftlichen Maßnahmen, Praktiken und Verwaltungsmethoden, die fallspezifisch anwendbar sind, um vorrangig die Werte des potentiell auswaschbaren Stickstoffs zu verbessern, sowie die Ergebnisse der Stickstoffbilanzen, sind folgende:

- Optimierung der Nahrung der Wiederkäuer durch eine regelmäßige Berechnung der Rationen und eine regelmäßige Analyse der Futtermittel.
- Anwendung von Futtermethoden für Schweine und Geflügel, die eine Verringerung des Stickstoffanteils in den Ausscheidungen fördern.
- Anwendung der angemessenen Düngung mit Stickstoff und Ausarbeitung von Düngeplänen.
- Schutz der Wasserläufe vor Eutrophierung und Verschmutzung durch Nitrat.
- Regelmäßige Anwendung einer alternativen Methode zur Verwaltung der organischen Düngemittel (Kompostierung, ...).
- Regelmäßige Anwendung einer effizienten Methode zum Ausbringen der Gülle (Injektoren, Schleppschlauchverteiler, umgekehrter Verteiler).
- Regelmäßige Analyse der Tierzucht abwässer und genaue Bestimmung der ausgebrachten Mengen.
- Regelmäßige Integration von Wechselwiesen (während jeweils maximal drei Jahren) in der Fruchtfolgegestaltung, insbesondere an Stelle anderer Futtermittelkulturen.
- Erhöhung der Flächen mit Stickstoff fixierenden Zwischenkulturen.
- Durchführung von Vergleichsversuchen im Bereich der Düngung und Teilnahme an einer von Nitrawal betreuten Arbeits- und Untersuchungsgruppe.
- Maisernte vor dem 15. September und anschließende Anpflanzung einer Stickstoff fixierenden Zwischenkultur, einer Winterkultur oder einer Weide.
- Kartoffelernte vor dem 15. September und anschließende Anpflanzung einer Stickstoff fixierenden Zwischenkultur, einer Winterkultur oder einer Weide.
- Ausbringen von schnellwirkenden organischen Düngemitteln im Frühjahr (Januar bis März) anstatt im Herbst.
- Anlegen einer nicht frostempfindlichen Gräserdecke, die vor dem 15. Februar nicht zerstört werden kann, auf 50% der Flächen, auf denen eine nach der 15. September geerntete in der Klasse C3 eingestufte Kultur ausgesät worden war.
- Einführung eines Beweidungskalenders, um die Belastung durch Beweidung im Sinne der Erträge und der Umwelt so gut wie möglich zu verteilen.
- Einsatz hochentwickelter technischer Mittel zur Steuerung des Stickstoffs.
- Erhöhung der Fläche der beweideten Weiden.
- Ausbringen von organischen Düngemitteln auf Jahreskulturen, während der Phase des schnellen Wachstums
- Verringerung der Stickstoffeinträge.

In Abstimmung mit der Begleitstruktur und gemäß Artikel 34, § 1 des Nitraterlasses können andere landwirtschaftlichen Maßnahmen, Praktiken und Verwaltungsmethoden fallspezifisch angewandt werden, um vorrangig die Werte des potentiell auswaschbaren Stickstoffs zu verbessern, sowie die Ergebnisse der Stickstoffbilanzen.

§ 2. Gemäß Artikel 33, § 4 des Nitraterlasses werden die Umsetzung der in § 1 angeführten landwirtschaftlichen Maßnahmen, Praktiken und Verwaltungsmethoden und die Bezugswerte für deren Anwendung stufenweise definiert, um eine ständige Verbesserung zu erzielen.

§ 3. Die Begleitstruktur bestimmt oder ändert die Standards, die die in § 1 angeführten landwirtschaftlichen Maßnahmen, Praktiken und Verwaltungsmethoden am geeignetsten definieren. Der Minister ist befugt, diese Standards oder deren Änderungen zu verabschieden. Nach ihrer Verabschiedung sind allein diese Standards für den vorliegenden Artikel anwendbar.

#### KAPITEL V — Überwachung und Bewertung

**Art. 16 -** Missachtet der Landwirt offensichtlich die Verpflichtungen, die er aufgrund des vorliegenden Erlasses zu erfüllen hat, setzt die Begleitstruktur die Verwaltung davon in Kenntnis und kommt Artikel 33, § 6 des Nitraterlasses zur Anwendung.

**Art. 17 - § 1.** In Anwendung von Artikel 34, § 2 des Nitraterlasses geht aus der abschließenden Bilanz eindeutig hervor, inwiefern die nachfolgend angeführten jeweiligen Verpflichtungen erfüllt wurden:

1. die Grundlagen für die Zusammenarbeit mit der Begleitstruktur in Anwendung von Artikel 33, § 1 und Artikel 34, § 1 des Nitraterlasses.
2. die zufriedenstellende und dauerhafte Eigenschaft des potentiell auswaschbaren Stickstoffs in Anwendung von Artikel 33, § 2 des Nitraterlasses.
3. die zufriedenstellende und dauerhafte Eigenschaft der systemischen Stickstoffbilanzen in Anwendung von Artikel 33, § 3 des Nitraterlasses.
4. die Beachtung von Artikel 14 (landwirtschaftliche Maßnahmen, Praktiken und Verwaltungsmethoden und deren von Amts wegen anzuwendende Bezugswerte) in Anwendung von Artikel 33, § 4 des Nitraterlasses.
5. die Beachtung von Artikel 15 (landwirtschaftliche Maßnahmen, Praktiken und Verwaltungsmethoden und deren fallspezifisch anzuwendende Bezugswerte) in Anwendung von Artikel 33, § 4 des Nitraterlasses.

Die abschließende Bilanz umfasst eine Zusammenfassungsvermerkung, in der einerseits eine positive oder negative Bewertung für jeden einzelnen der vorangeführten Punkte erteilt wird, und in der andererseits das Qualitätskonzept global positiv oder negativ bewertet wird. In Anwendung von Artikel 34, § 2, Absatz 2 des Nitraterlasses kann diese Zusammenfassungsvermerkung von der Begleitstruktur ohne das Einverständnis des Landwirts erstellt werden.

Jedes Qualitätskonzept wird nach Ablauf des Zeitraums von vier Jahren oder nach einer Unterbrechung ungeachtet der Begründung durch eine dem vorliegenden Paragraphen entsprechende Abschlussbilanz abgeschlossen.

§ 2. In Anwendung von Artikel 34, § 2 des Nitraterlasses und unbeschadet von Artikel 44 des Nitraterlasses:

- gilt die Abschlussbilanz eines Betriebs, die zu einem negativen Schluss bezüglich der ersten Verpflichtung von § 1 kommt, als nicht genehmigt.

- gilt die Abschlussbilanz eines Betriebs, die zu einem negativen Schluss bezüglich der vierten Verpflichtung von § 1 kommt, als nicht genehmigt.

§ 3. In Anwendung von Artikel 34, § 2 des Nitraterlasses und unbeschadet von Artikel 44 des Nitraterlasses gilt die Abschlussbilanz eines Betriebs, die zu einem negativen Schluss bezüglich der Verpflichtungen 2 und 5 von § 1 kommt, als nicht genehmigt.

§ 4. In Anwendung von Artikel 34, § 2 des Nitraterlasses und unbeschadet von § 2 des vorliegenden Artikels und von Artikel 44 des Nitraterlasses:

- gilt die Abschlussbilanz eines Betriebs, die zu einem positiven Schluss bezüglich der fünften Verpflichtung von § 1 kommt, als genehmigt.

- gilt die Abschlussbilanz eines Betriebs, die zu einem positiven Schluss bezüglich der Verpflichtungen 2 und 3 von § 1 kommt, als genehmigt.

§ 5. In Abweichung von § 2, § 3 und § 4 und unbeschadet von Artikel 44 des Nitraterlasses gilt die Abschlussbilanz eines Betriebs, die zu einem positiven Schluss bezüglich des Qualitätskonzepts in seiner Gesamtheit kommt, als genehmigt.

In Abweichung von § 2, § 3 und § 4 und unbeschadet von Artikel 44 des Nitraterlasses gilt die Abschlussbilanz eines Betriebs, die zu einem negativen Schluss bezüglich des Qualitätskonzepts in seiner Gesamtheit kommt, als nicht genehmigt.

§ 6. Die § 3, 4 und 5 werden in Anlage IX erläutert.

§ 7. Für die Anwendung von § 5 oder für die Anwendung der Fälle, die in § 2, 3 und 4 nicht behandelt werden, findet eine Konzertierungsversammlung zur Frage der Genehmigung der abschließenden Bilanz statt, falls der Landwirt, die Begleitstruktur oder die Verwaltung dies beantragt. An dieser Konzertierung nehmen wenigstens der Landwirt, ein Vertreter der Begleitstruktur und ein Vertreter der Verwaltung teil. Die Verwaltung lädt die Teilnehmer zu dieser Versammlung ein.

#### KAPITEL VI — Sonstige allgemeine Bestimmungen

**Art. 18** - § 1. Die Begleitstruktur entwickelt oder ändert die didaktischen und operationellen Mittel, deren Zweck darin besteht, das Verständnis und die Selbstständigkeit der Landwirte und der sonstigen Personen, die von der Umsetzung des vorliegenden Erlasses betroffen sind, zu erleichtern.

Der Minister ist befugt, diese Mittel oder deren Änderungen zu genehmigen. Nach ihrer Genehmigung sind allein diese Mittel für den vorliegenden Artikel anwendbar.

§ 2. Die Begleitstruktur setzt den Landwirt von seinen Verpflichtungen gemäß dem vorliegenden Erlass und dem Nitraterlass in Kenntnis.

Während der Durchführung des Qualitätskonzepts setzt die Begleitstruktur den Landwirt von seinen Leistungen und den Zielsetzungen in Kenntnis, um eine optimale Planung des Qualitätskonzepts zu ermöglichen.

**Art. 19** - Der Landwirt, die Begleitstruktur und das zugelassene Labor sowie alle durch den vorliegenden Erlass betroffenen Beteiligten unternehmen alles, damit die in dem vorliegenden Erlass beschriebenen Operationen unter den bestmöglichen Bedingungen durchgeführt werden. Sie achten insbesondere auf eine gute Übermittlung der Informationen und auf die Einhaltung der Fristen. Sie handeln unabhängig und verfolgen dabei einzig das Ziel, den vorliegenden Erlass bestmöglich anzuwenden.

Namur, den 6. April 2004

M. FORET

#### ANLAGE I

**Tabelle zur Einstufung von Ackerland und Weiden in Klassen aufgrund der Mengen potentiell auswaschbaren Stickstoffs, die ihnen prinzipiell zugewiesen werden können, und ihrer Benutzung**

Klasse C1	Klasse C2	Klasse C3	Klasse P
Niedriger Rückstand	Durchschnittlicher Rückstand	Hoher Rückstand	
Rüben	Zichorie	Flachs ohne Nitrat fixierende Zwischenkulturen	Beweidete Wiesen
Getreide mit Nitrat fixierenden Zwischenkulturen	Mais mit Untersaat von Nitrat fixierenden Zwischenkulturen	Mais ohne Untersaat von Nitrat fixierenden Zwischenkulturen	
Brachland	Getreide ohne Nitrat fixierende Zwischenkulturen	Kartoffeln	
Mähwiese		Raps	
Gemüse mit Nitrat fixierenden Zwischenkulturen		Gemüse (Einzel- und Doppelternte)	
Flachs mit Nitrat fixierenden Zwischenkulturen			

Die Begleitstruktur kann in der oben stehenden Tabelle nicht übernommene Anbaupläne bestehenden Klassen gleichstellen.

Gesehen, um dem Ministerialerlass mit Durchführungsbestimmungen zu dem "Qualitätskonzept" und dem "Survey Landwirtschaftliche Flächen", angeführt in dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 10. Oktober 2002 bezüglich der nachhaltigen Verwaltung des Stickstoffs in der Landwirtschaft" als Anlage beigefügt zu werden.

M. FORET

## ANLAGE II

### Auswahl der Parzellen nach dem gewichteten Zufallsprinzip

Erste Stufe :

Alle Ackerflächen und Weiden eines an einem Qualitätskonzept beteiligten Betriebs werden in Übereinstimmung mit Art. 3 § 1 und mit der Anlage I des Erlasses verzeichnet und in 4 Klassen eingestuft.

Die nicht mit einer der in der Anlage I erwähnten Kulturen bedeckten Parzellen können entweder nicht berücksichtigt werden, oder durch die Begleitstruktur in bestehende Klassen eingestuft werden.

Zweite Stufe :

Die Anzahl und die Verteilung (Ackerbauland oder ausschließlich gemähte/beweidete Wiese) der Parzellen, auf denen Proben zu entnehmen sind, wird gemäß der nachstehenden Tabelle bestimmt, unter Einhaltung der verhältnismäßigen Fläche des Betriebs, die mit beweideten Wiesen bedeckt ist:

Verhältnismäßige Fläche des Betriebs, die mit beweideten Wiesen bedeckt ist	Anzahl Parzellen mit beweideten Wiesen, auf denen Proben entnommen werden	Anzahl Parzellen Ackerbauland oder ausschließlich gemähter Wiesen, auf denen Proben entnommen werden
0 %	0	4
< 10 %	1	4
10 % < < 50 %	2	3
50 % < < 90 %	3	2
> 90 %	4	1
100 %	4	0

Dritte Stufe:

Die Verteilung der Klassen (C1, C2, C3), die Gegenstand einer Probeentnahme sein müssen, unten Ackerbauflächen oder ausschließlich gemähten Wiesen, findet wie folgt statt :

Wenn 4 Parzellen Ackerbauland oder ausschließlich gemähter Wiesen in Anwendung der oben erwähnten zweiten Stufe Gegenstand einer Probeentnahme sein müssen, wird eine Parzelle in jeder Klasse ausgewählt, und die 4. Parzelle wird in der Klasse gewählt, die die größte Fläche deckt.

Wenn 3 Parzellen Ackerbauland oder ausschließlich gemähter Wiesen in Anwendung der oben erwähnten zweiten Stufe Gegenstand einer Probeentnahme sein müssen, wird eine Parzelle in jeder Klasse ausgewählt.

- Wenn weniger als 3 Parzellen Ackerbauland oder ausschließlich gemähter Wiesen in Anwendung der oben erwähnten zweiten Stufe Gegenstand einer Probeentnahme sein müssen, wird eine Parzelle in der Klasse C3 ausgewählt. Für die etwaige Auswahl der anderen Parzelle wird nicht zwischen den Klassen C1 und C2 unterschieden, und werden die gesamten Parzellen Ackerbauland oder nur gemähter Wiesen der Klassen C1 und C2 in eine einzige Klasse C<sub>x</sub> gruppiert.

- Wenn mindestens 3 Parzellen Ackerbauland oder nur gemähter Wiesen in Anwendung der oben erwähnten zweiten Stufe Gegenstand einer Probeentnahme sein müssen, und wenn dabei zwei Klassen Ackerbauland oder nur gemähter Wiesen nicht vertreten sind, erfolgt die Probeentnahme nur in der einzigen vertretenen Klasse.

- Wenn mindestens 3 Parzellen Ackerbauland oder nur gemähter Wiesen in Anwendung der oben erwähnten zweiten Stufe Gegenstand einer Probeentnahme sein müssen, und wenn dabei eine Klasse Ackerbauland oder nur gemähter Wiesen innerhalb des Betriebs nicht vertreten ist, erfolgt die Probeentnahme für die Parzellen, für die in der fehlenden Klasse keine Probeentnahme stattfinden kann, in der unmittelbar höheren Klasse.

- Wenn mindestens 3 Parzellen Ackerbauland oder nur gemähter Wiesen in Anwendung der oben erwähnten zweiten Stufe Gegenstand einer Probeentnahme sein müssen, und wenn dabei die Klasse C3 innerhalb des Betriebs nicht vertreten ist, erfolgt die Probeentnahme für die Parzellen, für die in der Klasse C3 keine Probeentnahme stattfinden kann, in der Klasse C2.

Vierte Stufe:

Innerhalb jeder Klasse wird jeder Parzelle ein Bedeckungsfaktor zugewiesen, wobei die folgende Formel angewandt wird :

$$CRP_{ij} = \frac{SP_i}{\sum_{i=1}^{n_j} SP_i} \times 100$$

wobei : CRP<sub>ij</sub> = Bedeckungsfaktor der Parzelle i (%) in der Klasse j

SP<sub>i</sub> = Fläche der Parzelle i (ha), die zur Klasse j gehört

n<sub>j</sub> = Anzahl Parzellen eines an einem Qualitätskonzept beteiligten Betriebs, die zu einer selben Klasse j (C1, C2, C3, C<sub>x</sub> oder P) gehören.

Fünfte Stufe:

Ein auf dem Zufallsprinzip beruhendes Auswahlverfahren wird angewandt, so dass für jede Klasse Ackerbauland oder Wiesen eines an einem Qualitätskonzept beteiligten Betriebs für jede Parzelle i dieser Klasse eine CRP<sub>ij</sub>- % ige Sicherheit besteht, ausgewählt zu sein.

Gesehen, um dem Ministerialerlass mit Durchführungsbestimmungen zu dem "Qualitätskonzept" und dem "Survey Landwirtschaftliche Flächen", angeführt in dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 10. Oktober 2002 bezüglich der nachhaltigen Verwaltung des Stickstoffs in der Landwirtschaft" als Anlage beigefügt zu werden.

M. FORET

### ANLAGE III

#### Wert "parzellengebundene Stickstoffverwaltung" für Ackerland und Weiden

Der Wert "Stickstoffverwaltung" wird in Übereinstimmung mit der Tabelle 1 festgelegt.

Tabelle 1:

In der Parzelle gemessener Rückstand R	Wert
$R < \alpha - 30 \text{ kg N-NO}_3/\text{ha}$	2
$\alpha - 30 \text{ kg N-NO}_3/\text{ha} < R < \alpha$	1
$\alpha < R < \alpha + 30 \text{ kg N-NO}_3/\text{ha}$	0
$\alpha + 30 \text{ kg N-NO}_3/\text{ha} < R < \alpha + 60 \text{ kg N-NO}_3/\text{ha}$	-1
$R > \alpha + 60 \text{ kg N-NO}_3/\text{ha}$	-2

Wobei:

$\alpha$  = Bezugswert des potentiell auswaschbaren Stickstoffs (PAS) in kg N-NO<sub>3</sub>/ha gemäß Art. 8.

R = Rückstand des Stickstoffs gemäß Art. 5.

Gesehen, um dem Ministerialerlass mit Durchführungsbestimmungen zu dem "Qualitätskonzept" und dem "Survey Landwirtschaftliche Flächen", angeführt in dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 10. Oktober 2002 bezüglich der nachhaltigen Verwaltung des Stickstoffs in der Landwirtschaft" als Anlage beigefügt zu werden.

M. FORET

### ANLAGE IV

#### Wert "mit der Fruchtfolge verbundene potentielle Gefahr"

Dieser Wert wird in Übereinstimmung mit folgender Gleichung festgelegt:

Wert = (25 x Wert "Stickstoffverwaltung C3") + 50 - (% landwirtschaftliche Nutzfläche in C3)

Wobei:

- Der Wert "Stickstoffverwaltung C3" entspricht dem Durchschnitt der Werte "parzellengebundene Verwaltung des Stickstoffs", die in den Parzellen, die in C3 eingestuft sind, gemäß Art. 7 § 1 festgelegt werden.

- "% landwirtschaftliche Nutzfläche in C3" ist die Fläche der Parzellen, die in C3 eingestuft sind, geteilt durch die Fläche sämtlicher Parzellen des Betriebs (Ackerbauland und Weiden zusammen).

Wenn im Laufe eines Wirtschaftsjahres keine Parzelle in C3 eingestuft wird, wird der Wert "Stickstoffverwaltung C3" auf + 1 festgelegt.

Gesehen, um dem Ministerialerlass mit Durchführungsbestimmungen zu dem "Qualitätskonzept" und dem "Survey Landwirtschaftliche Flächen", angeführt in dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 10. Oktober 2002 bezüglich der nachhaltigen Verwaltung des Stickstoffs in der Landwirtschaft" als Anlage beigefügt zu werden.

M. FORET

### ANLAGE V

#### Umrechnungstabelle zwischen Tierkategorien und GVE

Tierkategorie	GVE
Milchkuh	1
Mutterkuh	1
Sonstige Rinder, älter als 2 J.	1
Schlachtkuh	1
Färse 6 - 12 Monate	0,6
Färse 1 - 2 Jahre	0,6

Tierkategorie	GVE
Jungstier (6 - 12 Monate)	0,6
Jungstier (> 1 Jahr)	0,6
Schafe und Ziegen > 1 Jahr	0,15

Gesehen, um dem Ministerialerlass mit Durchführungsbestimmungen zu dem "Qualitätskonzept" und dem "Survey Landwirtschaftliche Flächen", angeführt in dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 10. Oktober 2002 bezüglich der nachhaltigen Verwaltung des Stickstoffs in der Landwirtschaft" als Anlage beigefügt zu werden.

M. FORET

#### ANLAGE VI

Bei der Berechnung der Bilanzen für den Betrieb und der Bilanzen für die Fruchtfolge berücksichtigte Parameter

	Parameter der Bilanz für den Betrieb	Parameter der Bilanz für die Fruchtfolge
<b>Einfuhr *</b>	symbiotische Fixierung * asymbiotische Fixierung * atmosphärische Immission * in den Betrieb eingeführte organische Düngemittel * gekaufte mineralische Düngemittel * gekauftes Stroh * gekaufte Tiere * gekaufte Futtermittel * gekaufte konzentrierte Futtermittel * Verminderung des Bestands*	symbiotische Fixierung * asymbiotische Fixierung * atmosphärische Immission * ausgebrachter Tierdung * ausgebrachte mineralische Düngemittel * Stickstoff aus den tierischen Ausscheidungen in Zusammenhang mit Futterzusätzen während der Beweidung
<b>Ausfuhr *</b>	verkaufte pflanzliche Erzeugnisse * verkaufte oder beseitigte tierische Erzeugnisse und Tiere (je nach der Viehkategorie) * aus dem Betrieb ausgeführter Tierdung * gelagerte pflanzliche Erzeugnisse * Erhöhung des lebendigen Tierbestands (je nach der Viehkategorie) * sonstige Bestandserhöhungen	verkaufte pflanzliche Erzeugnisse * tierische Erzeugung (bei der Beweidung) * gelagerte pflanzliche Erzeugnisse *
<b>Saldo *</b>	△ Humus Verluste : - Verflüchtigung auf dem Felde - Abfluss - Denitrifizierung - Auslaugung - Verflüchtigung im Stalle - Ablaufen - Versickerung	△ Humus Verluste : - Verflüchtigung auf dem Felde - Abfluss - Denitrifizierung - Auslaugung

Den Begriffen der oben stehenden Tabelle entsprechen folgende Begriffsbestimmungen:

△ **Humus** : jährliche Schwankung des Humusgehalts im Boden.

**Stickstoff aus den tierischen Ausscheidungen in Zusammenhang mit Futterzusätzen während der Beweidung:** Stickstoffanteil in den zusätzlichen Futtermitteln und Konzentraten, die dem Vieh während der Weidesaison verteilt werden, und der in den tierischen Ausscheidungen auf den Weiden enthalten ist.

**Denitrifizierung:** Verlust von gasförmigem Stickstoff hauptsächlich in Form von N<sub>2</sub> und N<sub>2</sub>O.

**Ablauf:** Verlust durch das Abfließen an der Bodenoberfläche ab der Lagerfläche oder dem Erzeugungsort von organischem Stickstoff und von Stickstoff in Form von Nitrat (NO<sub>3</sub>) (Stallung, Misthaufen, Silos,...) Ablauf und Abfluss sind gleichartige Begriffe; nur die Ursprungsstelle des Ablaufs bzw. des Abflusses ist unterschiedlich.

**Stickstoffeinfuhr:** Gesamte Stickstoffeinfuhr in das System, sowohl aus der Wirtschaft oder Austauschmaßnahmen als aus der Atmosphäre.

**asymbiotische Fixierung:** biologischer Prozess, durch den Stickstoff aus der Luft in den Humus gelangt, als Ergebnis der Aktivität von Bakterien wie z.B. *Azotobacter*, *Beijerinckia*, *Clostridium*, usw.

**symbiotische Fixierung:** biologischer Prozess, durch den atmosphärischer Stickstoff den Leguminosenkulturen zugebracht wird, und zwar durch eine Symbiose in den Wurzeln, als Ergebnis der Aktivität von Bakterien der Art *Rhizobium*.

**Auslaugung:** Verlust von Stickstoff in Form von Nitrat (NO<sub>3</sub>), der durch das Abfließen des Wassers aus der Wurzelzone ausgewaschen wird; Auslaugung und Versickerung sind gleichartige Begriffe; nur die Ursprungsstelle ist unterschiedlich.

**atmosphärische Immission:** Zufuhr von Stickstoff in flüssiger Form durch Niederschläge oder in trockener Form durch Staubbiederschläge.

**Versickerung:** Verlust von Stickstoff in Form von Nitrat (NO<sub>3</sub>-) an den Lager- oder Erzeugungsorten (Dungstätten, Stallungen, usw.) durch das Fließen des Wassers. Die Versickerung und das Auswaschen sind gleichartige Begriffe; nur die Ursprungsstelle ist unterschiedlich.

**Stickstoffverluste:** Gesamte Stickstoffemissionen in die Umwelt (Oberflächenwasser, Grundwasser, Atmosphäre).

**Abfluss:** Verluste durch Abfließen an der Bodenoberfläche ab dem Ausbringungsort (Parzelle) von organischem Stickstoff und von Stickstoff in Form von Nitrat (NO<sub>3</sub>-). Abfluss und Ablauf sind gleichartige Begriffe; nur die Ursprungsstelle des Ablaufs bzw. des Abflusses ist unterschiedlich.

**Stickstoffausfuhr:** gesamte Stickstoffbewegungen in Richtung des Handels oder für Austauschmaßnahmen.

**Verflüchtigung auf dem Felde:** Verlust von Stickstoff in Gasform (hauptsächlich Ammoniak - NH<sub>3</sub>) bei dem Ausbringen des Düngers.

**Verflüchtigung im Stalle:** Verlust von Stickstoff in Gasform (hauptsächlich Ammoniak - NH<sub>3</sub>) während der Stallhaltung oder Lagerung.

Bei den Arten der Viehbestände, die innerhalb der Begriffe "Erhöhung des lebendigen Tierbestands (je nach Viehbestand)" und "verkaufte oder beseitigte tierische Erzeugnisse und Tiere (je nach Viehbestand)" in der oben stehenden Tabelle zu unterscheiden sind, handelt es sich um:

- **Rinderhaltung zwecks Milchproduktion**
- **Haltung von Mutterkühen**
- **Rinderhaltung Mast**
- **Schweinehaltung Säue + Ferkel bis zum Abspänen**
- **Schweinehaltung Mast**
- **Geflügelhaltung fürs Fleisch**
- **Geflügelhaltung für Eierproduktion**
- **Kaninchen**
- **Sonstiges**

Die gesamten Parameter der oben stehenden Tabelle bekommen einen positiven Wert (oder einen Wert gleich Null), mit Ausnahme der jährlichen Schwankung des Humusgehalts im Boden, die einen negativen, positiven oder Null-Wert haben kann.

Die gesamten Parameter der oben stehenden Tabelle werden in einer der beiden nachstehenden Formen ausgedrückt :

- Kilo Stickstoff pro Ha und pro Jahr
- Kilo Stickstoff pro Betrieb und pro Jahr

Gesehen, um dem Ministerialerlass mit Durchführungsbestimmungen zu dem "Qualitätskonzept" und dem "Survey Landwirtschaftliche Flächen", angeführt in dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 10. Oktober 2002 bezüglich der nachhaltigen Verwaltung des Stickstoffs in der Landwirtschaft" als Anlage beigefügt zu werden.

M. FORET

## Anlage VII

### Verfahren zur Berechnung des potentiellen agronomischen Saldos

10. Bestimmung der Stickstoffmenge in den "verkauften pflanzlichen Erzeugnissen" und in den "gelagerten pflanzlichen Erzeugnissen", in Übereinstimmung mit Art. 10. Die Gesamtmenge Stickstoff wird mit "A" bezeichnet.

11. Bestimmung der Stickstoffmenge in den "verkauften oder beseitigten tierischen Erzeugnissen und Tieren (je nach der Viehkategorie)" und in den Werten für die "Zunahme des lebendigen Tierbestands (je nach der Viehkategorie)", in Übereinstimmung mit Art. 10. Die Viehkategorien, die voneinander unterschieden werden müssen, sind dieselben wie diejenigen der Anlage VII. Die betroffene Gesamtmenge Stickstoff wird mit "B" bezeichnet. Diese Menge gleicht der Summe der entsprechenden Mengen nach Viehkategorie (diese Mengen pro Viehkategorie werden mit "Bi" bezeichnet, d.h. : "B1", "B2", usw.).

12. Bestimmung der theoretischen Stickstoffmenge in der Form von für die tierische Erzeugung notwendigen Futtermitteln. Die Gesamtmenge Stickstoff wird mit "C" bezeichnet. Diese Menge wird bestimmt, indem jeder Wert "Bi" durch den "Stickstoffretentionsfaktor" der entsprechenden Viehkategorie geteilt wird, und die so erhaltenen Werte für die verschiedenen, im Betrieb gehaltenen Viehkategorien addiert werden. Die "Stickstoffretentionsfaktoren" pro Viehkategorie sind:

- **Rinderhaltung zwecks Milchproduktion : 0,2, d.h. 20%**
- **Haltung von Mutterkühen : 0,09, d.h. 9%**
- **Rinderhaltung Mast : 0,19, d.h. 19%**
- **Schweinehaltung Säue + Ferkel bis zum Abspänen : 0,17, d.h. 17%**
- **Schweinehaltung Mast : 0,3, d.h. 30%**
- **Geflügelhaltung fürs Fleisch : 0,5, d.h. 50%**
- **Geflügelhaltung für Eierproduktion : 0,35, d.h. 35%**
- **Kaninchen : 0,3, d.h. 30%**
- **Sonstiges : je nach Fall durch die Begleitstruktur zu bestimmen**

13. Bestimmung der Stickstoffmenge in den "gekauften Futtermitteln" und in den "gekauften konzentrierten Nahrungsmitteln", in Übereinstimmung mit Art. 10. Die Gesamtmenge Stickstoff wird mit "D" bezeichnet.

14. Bestimmung der theoretischen Stickstoffmenge in den Düngemitteln, die für die pflanzlichen Produktionen des Betriebs im Hinblick auf die Herstellung von für die Tiere bestimmten, nicht gekauften Futterzusätzen notwendig sind. Die Gesamtmenge Stickstoff wird mit "E" bezeichnet. Diese Menge wird anhand der folgenden Formel berechnet:

$$E = (A + C - D) / 0,7$$

Wobei der Nenner dem Stickstoffretentionsfaktor für die Pflanzen unabhängig von deren Art oder Varietät entspricht, und "A", "C" und "D" gemäß den oben stehenden Punkten 1 bis 4 berechnet werden.

15. Bestimmung der theoretischen Höchstmenge des erzeugten ausbringbaren organischen Stickstoffs. Die Gesamtmenge Stickstoff wird mit "I" bezeichnet. Diese Menge wird anhand der folgenden Formel berechnet:

$$I = S1 \text{ (ha)} \times 250 \text{ (kgNorg./ha)} + S2 \text{ (ha)} \times 350 \text{ (kgNorg./ha)} + S3 \text{ (ha)} \times 130 \text{ (kgNorg./ha)} + S4 \text{ (ha)} \times 250 \text{ (kgNorg./ha)}$$

Wobei:

- S1 = Fläche der Wiesen des Betriebs außerhalb der GBU
- S2 = Fläche der Wiesen des Betriebs innerhalb der GBU

- S3 = Ackerflächen des Betriebs außerhalb der GBU
- S4 = Ackerflächen des Betriebs innerhalb der GBU
- GBU = Gebiet, das besonderen Umweltbelastungen ausgesetzt ist, im Sinne des Nitraterlasses.

16. Bestimmung der Menge des erzeugten organischen Stickstoffs. Die betroffene Gesamtmenge Stickstoff wird mit "F" bezeichnet. Diese Menge entspricht dem "erzeugten organischen Stickstoff" laut dem Nitraterlass, so wie für den betroffenen Betrieb berechnet.

17. Bestimmung der theoretischen Menge des erzeugten organischen Stickstoffs, der zur Düngung der pflanzlichen Produktionen dient. Die betroffene Gesamtmenge Stickstoff wird mit "G" bezeichnet. Der Wert "G" wird folgendermaßen bestimmt:

- Wenn  $F \leq I$ , dann  $G = (F1 \times ce1) + (F2 \times ce2)$
- Wenn  $F > I$ , dann  $G = (I1 \times ce1) + (I2 \times ce2)$

Wobei :

- "ce" der Umrechnungsfaktor für Düngemittel ist. "ce1" entspricht 0,5 (d.h. 50%) für die schnell wirkenden organischen Düngemittel und "ce2" entspricht 0,25 (d.h. 25%) für die langsam wirkenden organischen Düngemittel. Der Unterschied zwischen langsam wirkenden organischen Düngemitteln und schnell wirkenden organischen Düngemitteln entspricht dem Nitraterlass.

- "F1" ist der Teil von "F", der aus schnell wirkenden organischen Düngemitteln besteht.
- "F2" ist der Teil von "F", der aus langsam wirkenden organischen Düngemitteln besteht.
- "F1" + "F2" = "F".
- "I1" ist der Teil von "I", der aus schnell wirkenden organischen Düngemitteln besteht.
- "I2" ist der Teil von "I", der aus langsam wirkenden organischen Düngemitteln besteht.
- "I1" + "I2" = "I".

- "I1" und "I2" entsprechen möglichst genau den Anteilen von schnell und langsam wirkenden organischen Düngemitteln, die tatsächlich ausgebracht wurden.

- "F" und "I" werden entsprechen den oben stehenden Punkten 6 und 7 berechnet.

18. Berechnung des potentiellen agronomischen Saldos (PAS) Der Wert des potentiellen agronomischen Saldos wird folgendermaßen bestimmt:

$$J = \{(E-G) + D - A - B - (F-I)\} / \text{Gesamtfläche des Betriebs}$$

$$\text{PAS} = 1,1 \times J \text{ wenn } J > 100 \text{ kg N/ha}$$

$$\text{PAS} = J + 10 \text{ wenn } J < \text{ oder } = 100 \text{ kg N/ha}$$

Die Werte "A", "B", "C", "D", "E", "F", "G" und "I" werden in Kilo Stickstoff pro Betrieb und pro Jahr ausgedrückt.

Gesehen, um dem Ministerialerlass mit Durchführungsbestimmungen zu dem "Qualitätskonzept" und dem "Survey Landwirtschaftliche Flächen", angeführt in dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 10. Oktober 2002 bezüglich der nachhaltigen Verwaltung des Stickstoffs in der Landwirtschaft" als Anlage beigefügt zu werden.

M. FORET

## ANLAGE VIII

### Verfahren zur Berechnung des für die Umwelt annehmbaren Saldos

Der jährliche für die Umwelt annehmbare Saldo entspricht der Summe der geschätzten jährlichen Schwankungen des Humusgehalts der Böden und der jährlichen annehmbaren Verluste betreffend die Fruchtfolge, zuzüglich 10% des Werts dieser Summe (wenn sie 100 kg N/ha übertrifft) oder zuzüglich 10 kg N/ha (wenn diese Summe nicht 100 kg N/ha übertrifft).

Die verschiedenen berücksichtigten Parameter sowie die entsprechenden Schwellenwerte werden in der nachstehenden Tabelle angegeben:

Parameter	Geschätzte jährliche Humusschwankungen und jährliche annehmbare Verluste (kgNorg./ha.Jahr)
jährliche Schwankung (Zunahme) des Humusgehalts im Boden (Zufuhr durch die Vegetation).	* 75 kgNorg./ha auf Wiesen * 50 kgNorg./ha auf Ackerbauland mit Nitrat fixierenden Zwischenkulturen
jährliche Schwankung (Zunahme) des Humusgehalts im Boden (Zufuhr durch die tierischen Ausscheidungen).	* 70 % des ausgebrachten organischen Stickstoffs in der Form von Schweine- oder Rindermist * 50 % des ausgebrachten organischen Stickstoffs in der Form von Geflügelmist * 30 % des ausgebrachten organischen Stickstoffs in der Form von Schweinegülle * 20 % des ausgebrachten organischen Stickstoffs in der Form von Geflügelgülle oder -kot
Verflüchtigung auf dem Felde	* 10 % des ausgebrachten organischen Stickstoffs * 10 % des bei der Beweidung zurückgeführten Stickstoffs * 2 % des ausgebrachten mineralischen Stickstoffs
Denitrifizierung	* 20 kgNorg./ha auf Weiden * 10 kgNorg./ha auf Ackerbauland
Auslaugung	* 35 kgNorg./ha
<b>INSGESAMT =</b>	<b>Für die Umwelt annehmbarer Saldo</b>

Die gesamten Parameter der oben stehenden Tabelle haben einen positiven Wert oder einen Wert gleich Null.

Die Begriffsbestimmung der Parameter der oben stehenden Tabelle entspricht derjenigen des Nitraterlasses oder gegebenenfalls des vorliegenden Erlasses.

Gesehen, um dem Ministerialerlass mit Durchführungsbestimmungen zu dem "Qualitätskonzept" und dem "Survey Landwirtschaftliche Flächen", angeführt in dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 10. Oktober 2002 bezüglich der nachhaltigen Verwaltung des Stickstoffs in der Landwirtschaft" als Anlage beigefügt zu werden.

M. FORET

#### ANLAGE IX

##### Fälle, in denen die Abschlussbilanz als genehmigt oder abgelehnt gilt

1. Werden die Verpflichtungen 1 oder 4 von Art. 17 § 1 nicht eingehalten, so gilt die Abschlussbilanz als abgelehnt.
2. Werden die Verpflichtungen 1 oder 4 von Art. 17 § 1 eingehalten, so wird die nachstehende Tabelle angewandt.

Fall	Verpflichtungen (unter Bezugnahme auf Art. 17 § 1)			Abschlussbilanz
	2 PAS zufriedenstellend und dauerhaft	3 Stickstoff-Bilanzen zufriedenstellend und dauerhaft	5 Maßnahmen je nach Fall	
1	X	X	X	J
2	X	X	/	J
3	X	/	X	J
4	X	/	/	K
5	/	X	X	J
6	/	X	/	N
7	/	/	X	J
8	/	/	/	N

X = die Verpflichtung wurde eingehalten; /= die Verpflichtung wurde nicht eingehalten; J = die Abschlussbilanz gilt als genehmigt; N = die Abschlussbilanz gilt als abgelehnt; K = Konzertierung möglich gemäß § 7 des Artikels 17.

6. In Abweichung von den oben stehenden Punkten 1 und 2 gilt die Abschlussbilanz eines Betriebs, deren Zusammenfassungsnotiz eine positive/negative Schlussfolgerung über das Qualitätsverfahren insgesamt abgibt, als genehmigt/abgelehnt.

Gesehen, um dem Ministerialerlass mit Durchführungsbestimmungen zu dem "Qualitätskonzept" und dem "Survey Landwirtschaftliche Flächen", angeführt in dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 10. Oktober 2002 bezüglich der nachhaltigen Verwaltung des Stickstoffs in der Landwirtschaft" als Anlage beigefügt zu werden.

M. FORET

#### VERTALING

#### MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2004 — 2267

[2004/201891]

##### 6 APRIL 2004. — Ministerieel besluit houdende sommige uitvoeringsbepalingen betreffende de "kwaliteitszorg" en de "survey surface agricoles" van het besluit van de Waalse Regering van 10 oktober 2002 betreffende het duurzame beheer van stikstof in de landbouw

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,

Gelet op het decreet van 7 oktober 1985 inzake de bescherming van het oppervlaktewater tegen vervuiling;

Gelet op het decreet van 30 april 1990 op de bescherming en de exploitatie van het grondwater en het tot drinkwater verwerkbaar water;

Gelet op het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 10 oktober 2002 betreffende het duurzame beheer van stikstof in de landbouw, inzonderheid op de artikelen 30 tot 35 en 43 en inzonderheid de artikelen 33, § 2, derde lid, 33, § 3, derde en vierde lid, 33, § 4, tweede lid en 43, 2°;

Gelet op de Europese richtlijn 91/676/EEG van 12 december 1991 inzake de bescherming van water tegen verontreiniging door nitraten uit agrarische bronnen,

Besluit :

#### HOOFDSTUK I. — Begripsbepalingen

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit verstaat men onder :

1° "kwaliteitszorg" : verbintenis van een landbouwer of van een groep landbouwers om het milieurisico van de landbouwbedrijvigheid te beheren wat betreft de nitraatverontreiniging van het water, overeenkomstig de artikelen 30 tot 35 van het besluit van de Waalse Regering van 10 oktober 2002 betreffende het duurzame beheer van stikstof in de landbouw;

2° "nitratenbesluit" : het besluit van de Waalse Regering van 10 oktober 2002 betreffende het duurzame beheer van stikstof in de landbouw;

3° "Minister" : de Minister van het Waalse Gewest bevoegd voor het waterbeleid;

4° "potentieel uitspoelbare stikstof" of "PUS" : hoeveelheid nitraatstikstof die de bodem bevat tijdens de herfst, die in de winter uit de wortelzone kan worden gespoeld;

5° "begeleidingsstructuur": de instellingen waaraan, ter uitvoering van artikel 39 van het nitratenbesluit, coördinatie- en begeleidingsopdrachten opgedragen zijn bij overeenkomst;

6° "nitraat vasthoudend gewas" of "nitraat vasthoudend tussengewas" of "NVT": bodembedekkende beplanting zonder peulgewassen bestemd om, door absorptie door het wortelstelsel, de uitspoeling van nitraat naar de ondergrond te beperken tijdens het herfst- en het winterseizoen op het akkerland waarop de lentegewassen aangebracht zullen worden. Bedoelde bodembedekkende beplanting wordt zo spoedig mogelijk na de voorafgaande oogst aangebracht en bedekt de bodem op voldoende wijze (minstens 75 % bodembedekking op een bepaald tijdstip in de groei, behalve in uitzonderlijke weersomstandigheden);

7° "perceelfiches": fiches die bijgehouden worden door de in het kwaliteitszorgproces gestapte landbouwer en die perceel per perceel inlichtingen bevatten die noodzakelijk zijn voor het vaststellen van de desbetreffende stikstofbewegingen alsook degene die noodzakelijk zijn voor de opvolging van en de controle op de naleving van de verplichtingen van de landbouwer in het kader van het kwaliteitszorgproces;

8° "perceel" of "landbouwperceel": elke akker- of weideoppervlakte die op homogene wijze beheerd wordt in de loop van een teeltcyclus;

9° "akkerland": de teeltbare landen, met uitzondering van weiden;

10° "land": de weiden en het akkerland;

11° "bestuur" het bestuur van het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu.

#### HOOFDSTUK II. — "Survey Surfaces Agricoles",

##### *stikstofprofielen en potentieel uitspoelbare stikstof in bedrijven die in het kwaliteitszorgproces zijn gestapt*

**Art. 2.** § 1. In de herfst van elk jaar, worden grondmonsters genomen uit percelen van het bedrijf van de landbouwer die in het kwaliteitszorgproces gestapt is om stikstofprofielen op te maken en om de voldoende en duurzame aard van de PUS vast te leggen.

§ 2. Het geheel van de bemonsterde percelen wordt jaarlijks vastgelegd door de begeleidingsstructuur overeenkomstig artikel 3.

§ 3. De grondmonsters worden genomen en verpakt overeenkomstig artikel 4 door een erkend laboratorium of door een derde die door laatstgenoemde gemandateerd is, onder de verantwoordelijkheid van genoemd laboratorium.

§ 4. De stikstofprofielen worden opgemaakt overeenkomstig artikel 5 door een erkend laboratorium.

§ 5. De laboratoria worden erkend overeenkomstig artikel 6.

§ 6. De landbouwer kiest een erkend laboratorium voor de uitvoering van de in dit besluit beschreven verrichtingen. Hij brengt de begeleidingsstructuur op de hoogte daarvan wanneer hij stapt in het kwaliteitszorgproces of wanneer hij van erkend laboratorium verandert.

§ 7. De voldoende en duurzame aard van de PUS wordt vastgesteld overeenkomstig artikel 7, door die te vergelijken met de referentiewaarden die vastgesteld zijn overeenkomstig artikel 8.

**Art. 3.** § 1. De percelen worden verdeeld in vier klassen (C1, C2, C3 voor akkerland en uitsluitend gemaaide weiden en P voor begraasde weiden). De onderscheidingen tussen klassen worden verricht overeenkomstig bijlage I, volgens de hoeveelheden potentieel uitspoelbare stikstoffen die hen a priori of volgens hun gebruik kunnen worden toevertrouwd.

Op grond van de ontwikkeling van de wetenschappelijke, technische en landbouwkundige kennis en in het bijzonder op basis van de werken van de begeleidingsstructuur, kan de Minister bijlage I wijzigen.

§ 2. In de herfst van elk jaar, worden monsters genomen uit een aantal percelen van elk bedrijf dat in het kwaliteitszorgproces is gestapt. De gewogen toevallige selectie van de bemonsterde percelen, wordt uitvoerig verklaard in bijlage II.

Op aanvraag van de landbouwer die in een kwaliteitszorgproces is gestapt, kunnen monsters worden genomen uit een groter aantal percelen dan hetgeen dat voorzien is in bijlage II. De aanvraag moet uiterlijk 31 augustus worden ingediend bij de begeleidingsstructuur. Die aanvraag bevat het aantal bijkomende percelen die moeten worden bemonsterd in de verschillende klassen van akkerland en weiden van zijn bedrijf.

§ 3. De ter uitvoering van § 2 te bemonsteren percelen worden jaarlijks gekozen door de begeleidingsstructuur.

Voor elk perceel dat gekozen is ter uitvoering van het eerste lid, kan de begeleidingsstructuur, indien noodzakelijk, een vervangingsperceel kiezen volgens bovenbedoelde selectiemethode.

§ 4. Bovenbedoelde selectiemethode wordt uitgevoerd door de begeleidingsstructuur op grond van de noodzakelijke inlichtingen die uiterlijk 31 augustus overgemaakt zijn door voornoemde landbouwer. De begeleidingsstructuur kan ook gebruik maken van elke andere beschikbare informatiebron om de percelen te selecteren.

Bij gebrek aan de noodzakelijke informatie binnen de gestelde termijn, kan de begeleidingsstructuur een andere selectiemethode toepassen om dit besluit zo goed mogelijk uit te voeren.

§ 6. Het resultaat van de selectie wordt door de begeleidingsstructuur overgemaakt aan de door de landbouwer gekozen erkend laboratorium uiterlijk op 30 september van elk jaar.

**Art. 4.** § 1. Minstens 10, 15 en 20 monsternemingen worden respectievelijk uitgevoerd op elk perceel akkerland of uitsluitend gemaaide weide, geselecteerd ter uitvoering van artikel 3 of in het kader van de "Survey Surfaces Agricoles", dat respectievelijk toebehoort aan de klassen C1, C2 en C3.

Minstens 3 monsternemingen worden uitgevoerd op alle percelen begraasde weide die geselecteerd zijn ter uitvoering van artikel 3 of in het kader van de "Survey Surfaces Agricoles".

De monsterneming dekt het geheel van een perceel op homogene wijze, met uitzondering van de onmiddellijke omgeving, de drinkplaatsen, voedingsplaatsen, opslagplaatsen of elke andere oppervlakte die aan een verschillende verwerking dan de rest van het perceel onderworpen is.

Indien, op een geselecteerd perceel, twee of meer verschillende beheersmethoden worden toegepast, worden enkel monsters genomen uit de zone waarvan het beheer het best overeenkomt met hetgeen dat in aanmerking werd genomen bij de voorafgaande keuze van de percelen.

§ 2. Elke monsterneming op een perceel akkerland of uitsluitend gemaaide weide wordt onderverdeeld in drie lagen, een eerste laag van 0 tot 30 cm diepte, een tweede van 30 tot 60 cm diepte en een derde van 60 tot 90 cm diepte voor zover de gronddiepte het mogelijk maakt.

Die monsternemingen worden uitgevoerd d.m.v. een sonde met een zodanige diameter dat de aardemassa genomen uit elk bedrijf dat in een kwaliteitszorgproces is gestapt, ten minste gelijk is aan 300 gr per laag en per bemonsterd perceel.

Indien een laag niet kan worden gesondeerd op een representatieve wijze (monsterneming van minstens 2/3 van de hoeveelheid aarde die voor de laag voorzien is) op een gegeven perceel, wordt die niet in aanmerking genomen voor de interpretatie van de resultaten.

§ 3. Elke monsterneming in een perceel begraasde weide wordt uitgevoerd op een unieke laag van 30 cm diep of met een lagere diepte die overeenstemt met de dikte van de losse grond, indien de diepte van 30 cm niet kan worden bereikt.

Die monsternemingen worden verricht d.m.v. een sonde met een zodanige diameter dat de aardemassa genomen uit elk bedrijf dat in een kwaliteitszorgproces is gestapt, ten minste gelijk is aan 300 gr per bemonsterd perceel.

§ 4. Voor elke monsterneming moet de sonde uniform opgevuld zijn met aarde.

§ 5. Op het ogenblik van de monsterneming, moet de verkoudheidsgraad van de grond voldoende zijn om de risico van bevoedeling van een laag door de andere ("lekkage") te voorkomen en opdat de latere verwerkingen kunnen worden uitgevoerd in goede omstandigheden (zeving, homogenisering van het monster).

§ 6. Indien monsternemingen niet kunnen worden uitgevoerd op een gegeven perceel, overeenkomstig §§ 1 tot 5, wordt zijn eventuele vervangingsperceel bemonsterd.

§ 7. Grondmonsters worden genomen tussen 15 oktober en 30 november.

Die monsternemingen worden uitgevoerd met behulp van motorinstrumenten of met de hand. Ze kunnen niet worden uitgevoerd met motorinstrumenten indien zo'n procédé schadelijk is voor de teelt ter plaatse of op de grond.

Het monsternemingsmaterieel vertoont zulke kenmerken dat er geen storingsgevaar is voor de grondlagen en dat het gehalte aan minerale stikstof van de monsters niet wordt verhoogd. Het gaat hetzij om een buisvormige sonde van de soort "beitel", gesloten of halfgaansvormig, hetzij om een spiraalboor.

§ 8. Voor elk bemonsterd perceel, wordt de genomen aard verpakt in evenveel afzonderlijke zakjes als er lagen zijn. Na afloop van de bemonstering, worden de zakjes hermetisch gesloten en genummerd op onuitwisbare en eenzinnige wijze. Ze worden dan onmiddellijk geplaatst in een thermisch geïsoleerde en hermetisch gesloten container.

§ 9. De monsters worden op de dag van de monsterneming in voornoemde container vervoerd naar het erkende laboratorium belast met de analyse.

§ 10. Het door de landbouwer gekozen laboratorium informeert eerstgenoemde minstens twee dagen vóór de monsternemingsdatum. Na afloop van de monsterneming, wordt een proces-verbaal behoorlijk ingevuld, gedateerd en ondertekend door de monsterner of door de landbouwer of zijn vertegenwoordiger, ter goedkeuring. Het wordt in twee exemplaren opgemaakt, één voor de landbouwer en de andere voor het erkende laboratorium. Het bevat ten minste de volgende informatie :

- de benaming en adres van de landbouwer;
- de benaming en adres van het erkende laboratorium belast met de monsterneming en de analyse;
- de naam van de monsterner;
- de administratieve verwijfsnummers van de bemonsterde percelen, de laatste geogoste teelt, de teelt of de al aanwezige of gezaaide plantbedekking en de aanbrenge (type, hoeveelheid, datum) van organische stoffen die na de laatste geogoste teelt uitgevoerd zijn;
- de verwijfsnummers van de aardezakjes;
- nuttige informatie betreffende de monsterneming (datum, type sonde, methode, aantal, diepte, problemen betreffende de uitvoering van dit artikel, eventuele commentaren).

§ 11. Het erkende laboratorium bewaart de processen-verbaal van monsterneming tijdens minstens vier maanden en stelt die o.a. ter beschikking van de begeleidingsstructuur. Bij belangrijk probleem betreffende de naleving van dit artikel, verwittigt het erkende laboratorium er de begeleidingsstructuur van binnen de kortste termijnen.

§ 12. De begeleidingsstructuur en/of het erkende laboratorium nemen de noodzakelijke bepalingen om dit besluit zo goed mogelijk toe te passen ondanks de ontmoette monsternemingsproblemen.

**Art. 5.** § 1. De monsters worden onmiddellijk na ontvangst geanalyseerd door het erkende laboratorium of, bij gebrek, opgeslagen in een koude kamer op een temperatuur begrepen tussen 1°C en 4°C tijdens een maximumduur van 5 dagen vóór analyse.

§ 2. Het erkende laboratorium voert een analyse van de residuen van nitraatstikstof (NO<sub>3</sub>) per ontvangen zakje uit.

§ 3. Vóór de analyse wordt de inhoud van elk zakje zorgvuldig gehomogeniseerd d.m.v. een zeef met mazen van 8 mm. Indien er zeefrest bestaat, wordt het steengehalte van het monster vastgesteld op 10 % . Bij gebrek aan zeefrest, wordt het vastgesteld op 0 %.

§ 4. Onmiddellijk na de zeving, wordt de nitraatextractie uitgevoerd op de niet-gedroogde bruto stof van een aliquot van minstens 30 gram monster per oplossing KCl 0,1N. De extractieverhouding (aardegewicht/volume van extractieoplossing) bedraagt 1/5.

§ 5. De flesjes bestemd voor de extractie worden gekurkt en onderworpen aan de actie van een roterend schudapparaat tijdens 30 minuten. De oplossing staat daarna stil tijdens 30 minuut voor de bezinking.

§ 6. Het doseren van nitraat wordt uitgevoerd op het supernatant dat, volgens de doseringsmethode, al dan niet vooraf wordt gefiltreerd.

§ 7. Indien het doseren niet binnen drie uur na de extractie wordt verricht, worden de extracten opgeslagen in een koude kamer op een maximumtemperatuur van 4°C, beschermt tegen het licht tijdens een maximumduur van 48 uur of worden bevroren.

§ 8. Het doseren van nitraat wordt uitgevoerd door het erkende laboratorium volgens een standaardmethode, zoals :

- de colorimetrische methode van rechtstreekse dosering van nitraat door chromotropisch zuur (West & Lyles, 1960);
- de colorimetrische methode van rechtstreekse dosering van nitraat door brucine (Baker, 1967);
- de titrimetrische methode van vermindering van nitraat in ammonium door het Devarda-alliage, na distillatie met stripgas;
- de colorimetrische methode van vermindering van nitraat in nitriet (met name d.m.v. cadmium of hydrazine) met dosering door de gewijzigde reactie van Griess-Ilosvay (Bremner, 1965; Guiot 1975).

§ 9. Het verkregen resultaat wordt uitgedrukt in kg N-NO<sub>3</sub>/ha. Deze eenheid is afgeleid van een werkelijk gedoseerde concentratie in mg N-NO<sub>3</sub>/l ter uitvoering van § 8.

De overgang van een eenheid naar de andere gebeurt d.m.v. de integratie van parameters zoals de dikte van de grondlaag, het percentage droge stof, de verhouding keien/aarde en de zichtbare densiteit in droge toestand. De volgende standaardwaarden van zichtbaar specifiek gewicht op droge grond per laag worden daartoe toegepast : 1,35 t/m<sup>3</sup> voor de hogere laag (0-30 cm), 1,5 t/m<sup>3</sup> voor de andere lagen (30-60 cm en 60-90 cm) in akkerland en 1,3 t/m<sup>3</sup> in weide.

§ 10. In geval van belangrijk probleem voor de toepassing van dit artikel, verwittigt het erkende laboratorium er de begeleidingsstructuur van binnen de kortste termijn.

§ 11. De begeleidingsstructuur en/of het erkende laboratorium neemt/nemen de noodzakelijke bepalingen om dit besluit zo goed mogelijk toe te passen ondanks de analyseproblemen.

**Art. 6.** § 1. In afwachting van een erkenningsprocedure, worden de laboratoria van de "Chaîne Nitrate" van het Réquasud-netwerk en elk ander laboratorium dat het geheel van de desbetreffende voorschriften van dit besluit naleeft, beschouwd als erkend tot het vaststellen van genoemde procedure.

§ 2. Bij niet-naleving van de desbetreffende voorschriften van dit besluit, kan het bestuur, met name op voorstel van de begeleidingsstructuur, het voordeel van § 1 weigeren aan het laboratorium.

**Art. 7.** § 1. Elk jaar, in elk bedrijf dat in het kwaliteitszorgproces is gestapt, wordt een cijfer "perceelsgewijs beheer van stikstof" berekend voor elk bemonsterd perceel door de begeleidingsstructuur overeenkomstig bijlage III.

Overeenkomstig artikel 34, § 1, van het "nitratenbesluit", worden de waarden van de cijfers "perceelsgewijs beheer van stikstof" die verkregen zijn voor de afgelopen campagne, duidelijk vastgesteld in de balans van die campagne.

§ 2. Elk jaar, in elk bedrijf dat in het kwaliteitszorgproces is gestapt, wordt een cijfer "jaarlijks globaal beheer van stikstof" berekend door de begeleidingsstructuur. Dat cijfer is gelijk aan het gemiddelde van de cijfers "perceelsgewijs beheer van stikstof" van het jaar.

Elk jaar, in elk bedrijf dat in het kwaliteitszorgproces is gestapt, wordt een cijfer "potentieel risico verbonden met de wisselbouw" berekend door de begeleidingsstructuur. Dat cijfer wordt vastgesteld overeenkomstig bijlage IV.

Overeenkomstig artikel 34, § 1, van het "nitratenbesluit", worden de waarden van de cijfers "jaarlijks globaal beheer van stikstof" en "potentieel risico verbonden met de wisselbouw" die verkregen zijn voor de afgelopen campagne, duidelijk vastgesteld in de balans van die campagne.

§ 3. Na afloop van de eerste vier jaren in het kwaliteitszorgproces, worden de PUS-resultaten van het bedrijf beschouwd als voldoende en duurzaam indien het cijfer "jaarlijks globaal beheer van stikstof" van het 4de jaar (of het gemiddelde van de laatste drie cijfers) hoger is dan of gelijk is aan nul en indien het cijfer "potentieel risico verbonden met de wisselbouw" van het 4de jaar (of het gemiddelde van de laatste drie cijfers) hoger is dan of gelijk is aan nul.

Na afloop van de volgende vier jaren in het kwaliteitszorgproces, worden de PUS-resultaten van het bedrijf beschouwd als voldoende en duurzaam indien het gemiddelde van de vier cijfers "jaarlijks globaal beheer van stikstof" en het gemiddelde van de vier cijfers "potentieel risico verbonden met de wisselbouw" hoger zijn dan of gelijk zijn aan nul.

**Art. 8.** § 1. Een protocol voor de uitvoering van de "Survey Surfaces Agricoles" wordt opgemaakt en eventueel gewijzigd door de begeleidingsstructuur overeenkomstig artikel 43 van het "nitraten"-besluit. Voor het opmaken en de eventuele wijzigingen van dit protocol, zoekt de begeleidingsstructuur een optimale uitvoering van dit besluit en van het "nitraten"-besluit, met het oog op de rechtvaardigheid voor landbouwers, op de haalbaarheid en rekening houdend met de kennis die o.a. door de "survey nitrates" verworven zijn alsook met de landbouwkundige, technische en wetenschappelijke ontwikkelingen.

Het opmaken en de eventuele wijzigingen van genoemd protocol zijn o.a. gebaseerd op de weersomstandigheden van het afgelopen jaar, de teeltsoort; de geografische plaats en de pedologische omstandigheden.

De begeleidingsstructuur onderwerpt het protocol ter goedkeuring van de Minister uiterlijk één jaar na bekendmaking van dit besluit in het *Belgisch Staatsblad* en daarna bij elke belangrijke wijziging en minstens één keer om de vier jaar.

Vanaf de eerste goedkeuring door de Minister, is zo'n protocol pas rechtsgeldig van toepassing als het door de Minister goedgekeurd is.

§ 2. De overeenkomstig § 1 opgemaakte of gewijzigde "Survey Surfaces Agricoles" wordt door de begeleidingsstructuur uitgevoerd. Daarmee kunnen de PUS-referentiewaarden ( $\alpha$  genoteerd) noodzakelijk voor de vaststelling van de cijfers "perceelsgewijs beheer van stikstof", met name jaarlijks worden bepaald overeenkomstig bijlage III.

Elk jaar worden de PUS-referentiewaarden, uitgedrukt in kg N-NO<sub>3</sub>/ha, vastgelegd door de begeleidingsstructuur en overgemaakt aan de Minister ter goedkeuring uiterlijk op 31 januari op grond van de "Survey Surfaces Agricoles" van de vorige herfst.

Vanaf de eerste goedkeuring door de Minister, zijn de PUS-referentiewaarden enkel rechtsgeldig van toepassing indien ze goedgekeurd zijn door de Minister.

De PUS-referentiewaarden worden opgemaakt om een optimaal beheer van stikstof voor het betrokken jaar en voor elke klas van bijlage I weer te geven.

§ 3. In het kader van de "Survey Surfaces Agricoles" worden grondmonsters genomen en verpakt overeenkomstig artikel 4, onder de verantwoordelijkheid van een erkend laboratorium, door laatstgenoemde of door een derde dat door laatstgenoemde gemandateerd is.

De stikstofprofielen worden opgemaakt door een erkend laboratorium overeenkomstig de artikelen 5 en 6.

### HOOFDSTUK III. — *Systemische stikstofbalansen in de bedrijven die in het kwaliteitszorgproces zijn gestapt*

**Art. 9.** § 1. Overeenkomstig artikel 33, § 3, van het "nitraten"-besluit, worden de systemische stikstofbalansen opgemaakt volgens de in artikel 10 beschreven berekeningsmethode.

§ 2. De referentiewaarden, de voorwaarden die moeten worden nageleefd en het peil dat moet worden bereikt om de systemische bedrijfs- en wisselbouwbalansen als voldoende en duurzaam te beschouwen, worden bepaald in de artikelen 11 en 12.

**Art. 10.** § 1. Overeenkomstig artikel 1, 30°, van het "nitraten"-besluit, wordt het balanssaldo berekend d.m.v. de volgende algemene formule, waar de termen worden uitgedrukt in kilo's stikstof per hectare en per jaar :

Saldo = Input - Output = Verliezen + Variatie van de humusvoorraad

§ 2. De parameters die in aanmerking worden genomen in de berekening van de input, output en saldo van de bedrijfs- en wisselbouwbalansen worden opgenomen in bijlage VI.

Deze parameters geven een betere definitie van die welke in artikel 1, 30°, van het "nitraten"-besluit staan vermeld.

§ 3. De berekeningsmethode van de bedrijfs- en wisselbouwbalansen wordt vastgesteld en eventueel gewijzigd door de begeleidingsstructuur; die methode maakt op duidelijke en eenduidige wijze ten minste gebruik van de in bijlage VI opgenomen parameters voorzien van een asterisk.

De begeleidingsstructuur onderwerpt die berekeningsmethode ter goedkeuring van de Minister uiterlijk één maand na de bekendmaking van dit besluit in het *Belgisch Staatsblad* en daarna bij elke belangrijke wijziging en ten minste één keer om de vier jaar.

Voor het opmaken en de eventuele wijzigingen van deze berekeningsmethode, zoekt de begeleidingsstructuur een optimale uitvoering van dit besluit en van het "nitraten"-besluit, met het oog op de rechtvaardigheid voor landbouwers, op de haalbaarheid en rekening houdend met de verworven kennis alsook met de landbouwkundige, technische en wetenschappelijke ontwikkelingen.

Vanaf de eerste goedkeuring door de Minister, is de berekeningsmethode van de bedrijfs- en wisselbouwbalansen enkel rechtsgeldig van toepassing indien ze goedgekeurd is door de Minister.

§ 4. De stikstofhoeveelheden en -gehalten die worden meegerekend in de berekening van de balansen zijn eerst die welke verkregen zijn voor de betrokken boerderij op grond van analyses, gegevens of stukken eigen aan het bedrijf. Bij gebrek daarvan wordt gebruik gemaakt van gegevens uit plaatselijke of gewestelijke gemiddelden of normen. Bij gebrek daarvan wordt gebruik gemaakt van waarden uit de literatuur of uit federale of Europese gemiddelden en normen. In alle gevallen zijn de bronnen duidelijk vermeld.

**Art. 11.** § 1. De voldoende en duurzame aard van de systemische bedrijfsbalans wordt vastgesteld in vergelijking met het Potentiële Landbouwkundige Saldo (PLS). Het PLS staat voor de geoptimaliseerde theoretische bedrijfsbalans.

Het PLS wordt berekend overeenkomstig bijlage VII; het wordt uitgedrukt in kilo's stikstof per hectare en per jaar.

Overeenkomstig artikel 34, § 1, van het "nitraten"-besluit, worden de voor de afgelopen campagne verkregen waarden van het saldo van de bedrijfsbalans en van het PLS, duidelijk vastgesteld door de balans van genoemde campagne.

§ 2. De voldoende en duurzame aard van de systemische wisselbalans wordt vastgesteld in vergelijking met het Ecologisch Verantwoorde Saldo (EVS). Het EVS staat voor de geoptimaliseerde theoretische wisselbouwbalans.

Het EVS wordt berekend overeenkomstig bijlage VIII; het wordt uitgedrukt in kilo's stikstof per hectare en per jaar.

Overeenkomstig artikel 34, § 1, van het "nitraten"-besluit, worden de voor de afgelopen campagne verkregen waarden van het saldo van de wisselbouwbalans en van het EVS, duidelijk vastgesteld door de balans van genoemde campagne.

**Art. 12.** § 1. Na afloop van de eerste vier jaar in het kwaliteitszorgproces, worden de jaarlijkse systemische stikstofbalansen beschouwd als voldoende en duurzaam indien de som van de jaarlijkse verschillen tussen de bedrijfsbalans en het PLS en de som van de jaarlijkse verschillen tussen de wisselbouwbalans en het EVS hoogstens gelijk zijn aan nul over de laatste twee jaar in het kwaliteitszorgproces.

§ 2. Na afloop van de volgende vier jaar in het kwaliteitszorgproces, worden de jaarlijkse systemische stikstofbalansen beschouwd als voldoende en duurzaam indien de som van de jaarlijkse verschillen tussen de bedrijfsbalans en het PLS en de som van de jaarlijkse verschillen tussen de wisselbouwbalans en het EVS hoogstens gelijk zijn aan nul over de vier jaar in het kwaliteitszorgproces.

**HOOFDSTUK IV. — Landbouwkundige maatregelen, praktijken en beheerswijzen die de verbetering van het stikstofbeheer begunstigen waarbij de prioritaire verbetering van de PUS-resultaten alsook van de resultaten van stikstofbalansen wordt beoogd in het kader van het kwaliteitszorgproces**

**Art. 13.** § 1. Overeenkomstig artikel 33, § 4, van het "nitraten"-besluit, worden de landbouwkundige maatregelen, praktijken en beheerswijzen die de verbetering van het stikstofbeheer begunstigen alsook hun als referentie gebruikte toepassingsniveaus vastgesteld overeenkomstig de artikelen 14 en 15 van dit besluit.

De voorschriften van artikel 14 moeten van ambtswege in acht worden genomen na afloop van de eerste jaren in het kwaliteitszorgproces en jaarlijks bij elke verlenging van het kwaliteitszorgproces.

De voorschriften van artikel 15 zijn van toepassing al naar gelang het geval met het oog op de prioritaire verbetering van de PUS-resultaten alsook van die van de stikstofbalansen.

§ 2. De begeleidingsstructuur verleent de landbouwer bijstand bij de planning en uitvoering van die maatregelen, praktijken en beheerswijzen.

§ 3. Overeenkomstig artikel 34, § 1, van het "nitraten"-besluit, bepaalt het vooruitzichtsplan van de komende campagne duidelijk de als referentie gebruikte toepassingsniveaus die moeten worden bereikt wat betreft de landbouwkundige maatregelen, praktijken en beheerswijzen, inzonderheid wat betreft de cijfers "perceelsgewijs beheer van stikstof", "jaarlijks globaal beheer van stikstof" en "potentieel risico verbonden met de wisselbouw" die verkregen zijn overeenkomstig artikel 7 en volgens de verschillen tussen enerzijds het PLS en het saldo van de bedrijfsbalans en anderzijds tussen het EVS en het saldo van de wisselbouwbalans die verkregen zijn overeenkomstig artikel 11.

§ 4. Overeenkomstig artikel 34, § 1, van het "nitraten"-besluit, bepaalt de balans van de afgelopen campagne in welke mate voornoemde toepassingsniveaus bereikt zijn.

**Art. 14.** Op elk perceel begraasde weide, mag de graasdichtheid van 150 GVE.dagen per hectare tussen 15 september en 31 december niet worden overschreden.

De GVE's worden berekend d.m.v. de waarden van bijlage V.

Onder dag verstaat men 24 uur begrazing.

§ 2. Elk omzetten van een grasbedekking die sinds meer dan twee jaar aangeplant is, moet worden gevolgd, binnen vijftien dagen, door de aanplanting van een nieuwe grasbedekking, een gewas of een NVT.

§ 3. Nitraat houdende gewassen moeten worden aangeplant op ten minste 50 % van de oppervlakten die met zulke gewassen kunnen worden beplant.

Voor de toepassing van deze paragraaf zijn die oppervlakten degene waarop een gewas geogst is tot 15 september en waarop een lentegewas moet worden aangeplant na 31 januari.

Om te worden meegerekend overeenkomstig deze paragraaf, moeten de NVT's overeenstemmen met de in artikel 1 bedoelde algemene definitie en vernietigd worden na 30 november.

Om te worden meegerekend overeenkomstig deze paragraaf, moeten de NVT's die vanaf 15 september gezaaid zijn, uitsluitend bestaan uit grasgewassen.

§ 4. Elke mais-, aardappel-, groen- en peultelt moet de principes van de redelijke bemesting in acht nemen.

Voor de toepassing van deze paragraaf, bestaat de redelijke bemesting, op grond van een jaarlijks bemestingsplan, erin de toevoer van bemestingsmiddelen te optimaliseren en de verliezen te minimaliseren door de bemesting af te stemmen op de totale behoeften van de gewassen, na aftrek van de beschikbare minerale stikstof en van de nuttige minimalisering.

Voor de toepassing van deze paragraaf, kan de redelijke bemesting eenvoudig uitgevoerd worden, inzonderheid op grond van plaatselijke of gewestelijke gegevens en op basis van de in de gespecialiseerde pres bekendgemaakte adviezen, zonder noodzakelijkerwijs beroep te doen op bijzondere technieken noch op grondanalyses.

De begeleidingsstructuur helpt de landbouwer bij de planning en de uitvoering van de redelijke bemesting.

**Art. 15.** § 1. De landbouwkundige maatregelen, praktijken en beheerswijzen die al naargelang het geval toepasselijk zijn, met het oog op de prioritaire verbetering van de PUS-resultaten en van die van stikstofbalansen, zijn de volgende :

- De voeding van herkauwers optimaliseren door de regelmatige berekening van de porties en de regelmatige voederanalyse.

- Een voedingswijze van varkens en gevogelte toepassen die de vermindering van het stikstofgehalte in uitwerpselen begunstigt.

- De redelijke stikstofbemesting toepassen en bemestingsplannen opmaken.

- Waterlopen beschermen tegen eutrofiëring en nitraatverontreiniging.

- Regelmatig gebruik maken van een alternatieve beheerswijze van organische bemestingsmiddelen (compostering, ...)
- Regelmatig gebruik maken van een efficiënte verstrooiingswijze van mest (injectie, zodebemester, inverse ketsplaat).
- Dierlijke mest regelmatig analyseren en de verstrooide hoeveelheden nauwkeurig evalueren.
- Tijdelijke weiden (met een maximumduur van 3 jaar) integreren in de gewasrotatie, inzonderheid ter vervanging van andere voeder.
- De door NVT's bedekte oppervlakte verhogen.
- Vergelijkende bemestingsproeven uitvoeren en deelnemen aan een door Nitrawal begeleide werk- en studiegroep.
- Maïs oogsten voor 15 september, gevolgd door de aanplanting van een NVT, een wintergewas of een weide.
- Organische meststoffen met snelle werking eerder in de lente (van januari tot maart) verstrooien dan in de herfst.
- Op 50 % van de ingezaaide oppervlakten van een als C3 ingedeeld gewas dat na 15 september geoogst is, een winterharde grasbedekking aanplanten die niet mag worden vernietigd voor 15 februari
- Een begrazingsschema uitvoeren om de begrazingsdrukken zo goed mogelijk te verdelen gelet op de productie en het leefmilieu.
- Gebruik maken van geavanceerde werktuigen voor het sturen op stikstof.
- De oppervlakte van begraaide weiden verhogen.
- Organische meststoffen verspreiden op de jaarlijkse gewassen in periode van snelle groei.
- De stikstofinvoer verminderen.

Andere bijkomende landbouwkundige maatregelen, praktijken en beheerswijzen kunnen per geval worden toegepast met het oog op de prioritaire verbetering van de PUS-resultaten alsook van die van stikstofbalansen, in overleg met de begeleidingsstructuur en overeenkomstig artikel 34, § 1, van het "nitraten"-besluit.

§ 2. Overeenkomstig artikel 33, § 4, van het "nitraten"-besluit, wordt de uitvoering van voornoemde landbouwkundige maatregelen, praktijken en beheerswijzen en hun als referentie gebruikte toepassingsniveaus stapsgewijs vastgesteld met een constant oog voor

verbetering.

§ 3. De standaarden die de in § 1 bedoelde landbouwkundige maatregelen, praktijken en beheerswijzen het best omschrijven, worden door de begeleidingsstructuur vastgesteld of gewijzigd.

De Minister kan die standaarden of wijzigingen daaraan aannemen. Daarna zijn enkel die standaarden rechtsgeldig van toepassing met verwijzing naar dit artikel.

#### HOOFDSTUK V. — Toezicht en evaluatie

**Art. 16.** Indien de landbouwer de krachtens dit besluit hem opgedragen verplichtingen niet naleeft, verwittigt de begeleidingsstructuur het bestuur daarvan en is artikel 33, § 6, van het "nitraten"-besluit van toepassing.

**Art. 17.** § 1. Overeenkomstig artikel 34, § 2, van het "nitraten"-besluit, bepaalt de eindbalans duidelijk in welke mate de volgende verplichtingen zijn nageleefd :

1. de basistermen voor de samenwerking met de begeleidingsstructuur overeenkomstig artikel 33, § 1, en artikel 34, § 1, van het "nitraten"-besluit
2. de voldoende en duurzame aard van de PUS overeenkomstig artikel 33, § 2, van het "nitraten"-besluit
3. de voldoende en duurzame aard van de systemische stikstofbalansen overeenkomstig artikel 33, § 3, van het "nitraten"-besluit
4. de naleving van artikel 14 (landbouwkundige maatregelen, praktijken en beheerswijzen en hun als referentie gebruikte toepassingsniveaus die van ambtswege toepasselijk zijn) overeenkomstig artikel 33, § 4, van het "nitraten"-besluit
5. de naleving van artikel 15 (landbouwkundige maatregelen, praktijken en beheerswijzen en hun als referentie gebruikte toepassingsniveaus die al naar gelang het geval toepasselijk zijn) overeenkomstig artikel 33, § 4, van het "nitraten"-besluit.

De eindbalans bevat een synthesenota met enerzijds een positieve of negatieve beoordeling voor elk van de hierboven vermelde punten, en anderzijds een positieve of negatieve globale beoordeling van het kwaliteitszorgproces. Overeenkomstig artikel 34, § 2, tweede lid, van het "nitraten"-besluit, kan die synthesenota worden opgemaakt door de begeleidingsstructuur zonder de overeenstemming van de landbouwer.

Elk kwaliteitszorgproces eindigt met een balans die overeenkomt met deze paragraaf, na vier jaar of wanneer het onderbroken is, ongeacht de reden.

§ 2. Overeenkomstig artikel 34, § 2, van het "nitraten"-besluit en onverminderd artikel 44 van hetzelfde besluit :

- de eindbalans van een exploitatie die eindigt met een negatieve conclusie over verplichting 1 van § 1, wordt geacht afgekeurd te zijn.
- de eindbalans van een exploitatie die eindigt met een negatieve conclusie over verplichting 4 van § 1, wordt geacht afgekeurd te zijn.

§ 3. Overeenkomstig artikel 34, § 2, van het "nitraten"-besluit en onverminderd artikel 44 van hetzelfde besluit, wordt de eindbalans van een exploitatie die eindigt met een negatieve conclusie over verplichtingen 2 en 5 van § 1, geacht afgekeurd te zijn.

§ 4. Overeenkomstig artikel 34, § 2, van het "nitraten"-besluit en onverminderd § 2 van dit artikel en artikel 44 van genoemd besluit :

- wordt de eindbalans van een exploitatie die eindigt met een positieve conclusie over verplichting 5 van § 1, geacht goedgekeurd te zijn.
- wordt de eindbalans van een exploitatie die eindigt met een positieve conclusie over verplichtingen 2 en 3 van § 1, geacht goedgekeurd te zijn.

§ 5. In afwijking van §§ 2, 3 en 4 en onverminderd artikel 44 van het "nitraten"-besluit, wordt de eindbalans van een exploitatie die eindigt met een positieve conclusie over het kwaliteitszorgproces in zijn geheel, geacht goedgekeurd te zijn.

In afwijking van §§ 2, 3 en 4 en onverminderd artikel 44 van het "nitraten"-besluit, wordt de eindbalans van een exploitatie die eindigt met een negatieve conclusie over het kwaliteitszorgproces in zijn geheel, geacht afgekeurd te zijn.

§ 6. Bijlage IX illustreert §§ 3, 4 en 5.

§ 7. Voor de toepassing van § 5 of van de door §§ 2, 3 en 4 niet-gedekte gevallen, wordt een overleg over de goedkeuring van de eindbalans gevoerd indien een aanvraag wordt ingediend door de landbouwer, de begeleidingsstructuur of het bestuur. Bij het overleg moeten minstens de landbouwer, een vertegenwoordiger van de begeleidingsstructuur en een vertegenwoordiger van het bestuur betrokken zijn. De deelnemers worden door het bestuur opgeroepen.

#### HOOFDSTUK VI. — *Andere algemene bepalingen*

**Art. 18.** § 1. De begeleidingsstructuur ontwikkelt of wijzigt didactische en operationele werktuigen ter verbetering van het begrip en van de autonomie van landbouwers en andere personen betrokken bij de uitvoering van dit besluit.

De Minister kan die werktuigen of wijzigingen daaraan aannemen. Daarna zijn enkel die werktuigen van toepassing met verwijzing naar dit artikel.

§ 2. De begeleidingsstructuur verwittigt de landbouwer van zijn verplichtingen krachtens dit besluit en het "nitraten"-besluit.

In de loop van het kwaliteitszorgproces verwittigt de begeleidingsstructuur de landbouwer van zijn prestaties en van de inzet met het oog op een optimale planning van dat proces.

**Art. 19.** De landbouwer, de begeleidingsstructuur en het erkende laboratorium alsook elke andere persoon betrokken bij dit besluit stellen alles in het werk opdat de in dit besluit beschreven verrichtingen zouden worden uitgevoerd in de zo goed mogelijke omstandigheden. Ze zorgen o.a. voor de goede verspreiding van de informatie en voor de naleving van de termijnen. Ze werken in alle onafhankelijkheid, zonder andere convergentie van belangen dan de goede uitvoering van dit besluit.

Namen, 6 april 2004.

M. FORET

#### BIJLAGE I

**Verdelingstabel van akkerland en weiden volgens de hoeveelheden potentieel uitspoelbare stikstof die hen a priori kunnen worden toegekend en volgens hun gebruik**

Klasse C1	Klasse C2	Klasse C3	Klasse P
Geringe residuwaarde	Gemiddelde residuwaarde	Hoge residuwaarde	
biet graangewas met NVT braakland hooiland groente met NVT vlas met NVT	cichorei maïs met NVT-onder- zaaiing graangewas zonder NVT	vlas zonder NVT maïs zonder NVT- onderzaaiing aardappel koolzaad groente (enkelvoudig en dubbel gewas)	Begraasde weide

De in bovenstaande tabel niet-opgenomen teeltroutes kunnen worden gelijkgesteld met de bestaande klassen door de begeleidingsstructuur.

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit houdende sommige uitvoeringsbepalingen betreffende de "kwaliteitszorg" en de "Survey Surface Agricoles" van het besluit van de Waalse Regering van 10 oktober 2002 betreffende het duurzame beheer van stikstof in de landbouw.

M. FORET

#### BIJLAGE II

##### Gewogen random selectiemethode voor percelen

Eerste stap :

Alle percelen akkerland en weiden van een bedrijf dat in een kwaliteitszorgproces is gestapt, worden geïnventariseerd en verdeeld in 4 klassen, overeenkomstig artikel 3, § 1 en bijlage I bij het besluit.

De percelen die niet gedekt worden met één van de in bijlage I vermelde gewassen, kunnen hetzij worden genegeerd, hetzij worden geïntegreerd in de bestaande klassen door de begeleidingsstructuur.

Tweede stap :

Het aantal te bemonsteren percelen en de uitsplitsing ervan (akkerland of uitsluitend gemaaide weide/begraasde weide) wordt vastgesteld overeenkomstig onderstaande tabel volgens de verhouding van de met begraasde weiden gedekte oppervlakte

Verhouding van de met begraasde weiden gedekte oppervlakte	Aantal bemonsterde percelen begraasde weide	Aantal bemonsterde percelen akkerland of uitsluitend gemaaide weide
0 %	0	4
< 10 %	1	4
10 % < < 50 %	2	3
50 % < < 90 %	3	2
> 90 %	4	1
100 %	4	0

Derde stap :

De klassen (C1, C2, C3) die moeten worden bemonsterd onder het akkerland of de uitsluitend gemaaide weiden, worden verdeeld als volgt :

Wanneer vier percelen akkerland of uitsluitend gemaaide weide moeten worden bemonsterd overeenkomstig de tweede stap hierboven, wordt een perceel gekozen in elke klas en wordt het vierde perceel gekozen in de klasse met de grootste oppervlakte.

Wanneer drie percelen akkerland of uitsluitend gemaaide weide moeten worden bemonsterd overeenkomstig de tweede stap hierboven, wordt een perceel gekozen in elke klas.

- Wanneer minder dan 3 percelen akkerland of uitsluitend gemaaide weide moeten worden bemonsterd overeenkomstig de tweede stap hierboven, wordt een perceel gekozen in klas C3. Voor de keuze van het eventuele andere perceel, wordt geen onderscheiding gemaakt tussen klasse C1 en C2 en worden alle percelen akkerland of uitsluitend gemaaide weide van klasse C1 en C2 verzameld in een unieke klas Cx.

- Wanneer 3 of meer percelen akkerland of uitsluitend gemaaide weide moeten worden bemonsterd overeenkomstig de tweede stap hierboven en twee klassen akkerland of uitsluitend gemaaide weide niet vertegenwoordigd worden, worden percelen bemonsterd in de enige vertegenwoordigde klasse.

- Wanneer 3 of meer percelen akkerland of uitsluitend gemaaide weide moeten worden bemonsterd overeenkomstig de tweede stap hierboven en een klasse akkerland of uitsluitend gemaaide weide niet vertegenwoordigd wordt binnen het bedrijf, wordt de bemonstering van de percelen die niet kunnen worden bemonsterd in de ontbrekende klasse, uitgevoerd in de eerstvolgende hogere klasse.

- Wanneer 3 of meer percelen akkerland of uitsluitend gemaaide weide moeten worden bemonsterd overeenkomstig de tweede stap hierboven en klasse C3 niet vertegenwoordigd wordt binnen het bedrijf, wordt de bemonstering van de percelen die niet kunnen worden bemonsterd in klasse C3, uitgevoerd in klasse C2.

Vierde stap :

Binnen elke klasse wordt elk perceel voorzien van een incassocoëfficiënt volgens de volgende formule :

$$CRP_{ij} = \frac{SP_i}{\sum_{i=1}^{nj} SP_i} \times 100$$

waar

CRP<sub>ij</sub> = incassocoëfficiënt van perceel i (%) in klasse j

SP<sub>i</sub> = oppervlakte van perceel i (ha) dat behoort tot klasse j

nj = aantal percelen van een bedrijf dat in een kwaliteitszorgproces gestapt is, die behoren tot eenzelfde klasse j (C1, C2, C3, Cx of P).

Vijfde stap :

Een gewogen random selectieproces wordt gegenereerd zodat voor elke klasse akkerland of weide van een bedrijf dat in een kwaliteitszorgproces gestapt is, elk perceel i van deze klasse CRP<sub>ij</sub> kansen op 100 heeft om te worden gekozen.

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit houdende sommige uitvoeringsbepalingen betreffende de "kwaliteitszorg" en de "Survey Surface Agricoles" van het besluit van de Waalse Regering van 10 oktober 2002 betreffende het duurzame beheer van stikstof in de landbouw

M. FORET

### BIJLAGE III

#### Cijfer "perceelsgewijs beheer van stikstof" voor percelen akkerland en percelen weiden

Het cijfer "perceelsgewijs beheer van stikstof" wordt berekend overeenkomstig tabel 1.

Tabel 1 :

R-waarde van het in het perceel gemeten residu	Cijfer
$R < \alpha - 30 \text{ kg N-NO}_3/\text{ha}$	2
$\alpha - 30 \text{ kg N-NO}_3/\text{ha} < R < \alpha$	1
$\alpha < R < \alpha + 30 \text{ kg N-NO}_3/\text{ha}$	0
$\alpha + 30 \text{ kg N-NO}_3/\text{ha} < R < \alpha + 60 \text{ kg N-NO}_3/\text{ha}$	-1
$R > \alpha + 60 \text{ kg N-NO}_3/\text{ha}$	-2

Waar :

-  $\alpha$  overeenstemt met de referentie-PUS, uitgedrukt in kg N-NO<sub>3</sub>/ha en vastgesteld overeenkomstig artikel 8.

- R overeenstemt met het stikstofresidu, vastgesteld overeenkomstig artikel 5.

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit houdende sommige uitvoeringsbepalingen betreffende de "kwaliteitszorg" en de "Survey Surface Agricoles" van het besluit van de Waalse Regering van 10 oktober 2002 betreffende het duurzame beheer van stikstof in de landbouw.

### BIJLAGE IV

#### Cijfer "potentieel risico verbonden met de wisselbouw"

Dit cijfer wordt berekend overeenkomstig volgende vergelijking :

Cijfer = (25 x cijfer "beheer van stikstof C3") + 50 - (% SAU in C3)

Waar :

- het cijfer "beheer van stikstof C3" gelijk is aan het gemiddelde van de cijfers "perceelsgewijs stikstofbeheer" die berekend zijn overeenkomstig artikel 7, § 1, in de als C3 ingedeelde percelen.

- "% SAU in C3" staat voor de oppervlakte van de als C3 ingedeelde percelen gedeeld door de landoppervlakte van het bedrijf (totaal akkerland en weiden).

Indien, tijdens een campagne, geen perceel wordt ingedeeld als C3, wordt het cijfer "stikstofbeheer in C3" vastgesteld op +1.

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit houdende sommige uitvoeringsbepalingen betreffende de "kwaliteitszorg" en de "Survey Surface Agricoles" van het besluit van de Waalse Regering van 10 oktober 2002 betreffende het duurzame beheer van stikstof in de landbouw.

M. FORET

## BIJLAGE V

### 1.1. Omzettingstabel tussen dierlijke categorieën en GVE's

Diersoorten	GVE
Melkkoe	1
Zoogkoe	1
Runderen ouder dan 2 jaar	1
Reformkoe	1
Vaars 6 - 12 maanden	0,6
Vaars 1 - 2 jaar	0,6
Stierkalf (6-12 maanden)	0,6
Stierkalf (> 1 jaar)	0,6
Schaap en geit > 1 jaar	0,15

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit houdende sommige uitvoeringsbepalingen betreffende de "kwaliteitszorg" en de "Survey Surface Agricoles" van het besluit van de Waalse Regering van 10 oktober 2002 betreffende het duurzame beheer van stikstof in de landbouw.

M. FORET

## BIJLAGE VI

### Parameters die in acht zijn genomen voor de berekening van de balansen bij de exploitatie en de wisselbouw

	Parameters van de bedrijfsbalans	Parameters van de wisselbouwbalans
<b>Input*</b>	Symbiotische fixatie * Asymbiotische fixatie * Luchtimmissie * Ingevoerde organische meststoffen * Gekochte minerale meststoffen * Gekocht stro * Gekochte dieren * Gekochte voeder * Gekochte geconcentreerde voedingsmiddelen * Vermindering van de voorraad *	Symbiotische fixatie * Asymbiotische fixatie * Luchtimmissie * Verspreide dierlijke meststoffen * Verspreide minerale meststoffen* Stikstof van dierlijke ontlasting afkomstig van bijvoedingsmiddelen *
<b>Output *</b>	Verkochte plantaardige producten * Dierlijke producten en dieren die per soort veebeslag verkocht of verwijderd zijn * Vanuit de boerderij uitgevoerde dierlijke meststoffen * Geconserveerde plantaardige producten * Verhoging van de levende inventaris per soort veebeslag * Andere verhogingen van de inventaris	Verkochte plantaardige producten * Dierlijke productie bij de begrazing * Geconserveerde plantaardige producten *
<b>Saldo *</b>	Δ humus Verliezen : - Vervluchtiging in het veld - Sijpeling - Denitrificatie - Uitspoeling - Vervluchtiging in de stal - Afwatering - Percolatie	Δ humus Verliezen : - Vervluchtiging in het veld - Sijpeling - Denitrificatie - Uitspoeling

Er wordt verstaan onder :

- $\Delta$  **humus** : jaarlijkse variatie van het humusgehalte van de grond.
- **Stikstof van dierlijke ontlasting afkomstig van bijvoedingsmiddelen** : stikstofgedeelte aanwezig in bijvoedingsmiddelen en geconcentreerde voedingsmiddelen die aan het vee worden gegeven tijdens het begrazingsseizoen, dat op weiden wordt teruggeworpen via de dierlijke ontlasting.
- **Denitrificatie** : verliezen van gasachtige stikstof voornamelijk in de vorm van  $N_2$  en  $N_2O$ .
- **Sijpeling** : verlies door sijpeling aan de grondoppervlakte van organische stikstof en van stikstof in de vorm van nitraat ( $NO_3$ ) vanuit de opslag- of productieplaats (veegebouwen, mesthoop, silo's, enz.). Afwateringen zijn van dezelfde aard als sijpelingen maar hebben een verschillende oorsprong.
- **Input** : het geheel van de stikstofinvoer in het systeem, zowel vanuit het handels- of wisselcircuit als vanuit de atmosfeer.
- **Asymbiotische fixatie** : biologisch proces waarbij lucht wordt geïntegreerd in humus d.m.v. bacteriën zoals Azotobacter, Beijerinckia, Clostridium, enz.
- **Symbiotische fixatie** : biologisch proces waarbij peulteelten stikstof krijgen door een symbiose met bacteriën zoals Rhizobium op het niveau van de wortels.
- **Uitspoeling** : stikstofverlies in de vorm van nitraat ( $NO_3$ ) dat buiten de wortelzone wordt meegevoerd door de waterbeweging. De uitspoeling is van dezelfde aard als de percolatie maar heeft een verschillende oorsprong.
- **Luchtmissie** : stikstofneerslag in natte vorm met de regen of in droge vorm met stofneerslag.
- **Percolatie** : stikstofverlies in de vorm van nitraat ( $NO_3$ ) onder de opslag- of productieplaatsen (mestvaalten, stallen, enz.) door de waterbeweging. De percolatie is van dezelfde aard als de uitspoeling maar heeft een verschillende oorsprong.
- **Stikstofverliezen** : het geheel van de stikstofemissies in het leefmilieu (oppervlaktewater, grondwater, lucht).
- **Sijpeling** : verlies door afwatering van organische stikstof en stikstof in de vorm van nitraat ( $NO_3$ ) aan de grondoppervlakte vanuit de verspreidingsplaats (het perceel). De sijpelingen zijn van dezelfde aard als de afwateringen maar hebben een verschillende oorsprong.
- **Output** : het geheel van de stikstofstromen bestemd voor de handel of het verkeer.
- **Verluchting bij de verspreiding** : stikstofverlies in gasachtige vorm (voornamelijk ammoniak -  $NH_3$ ) bij de verspreiding van meststoffen.
- **Verluchting in de stal** : stikstofverlies in gasachtige vorm (voornamelijk ammoniak -  $NH_3$ ) tijdens de stallings- of opslagperiode.

De soorten veebeslag die moeten worden onderscheiden binnen de termen "verhoging van de levende inventaris per soort veebeslag" en "dierlijke producten en dieren die verkocht of verwijderd zijn per soort veebeslag" in bovenstaande tabel, zijn :

- **Fokkerij melkkoeien**
- **Fokkerij zoogkoeien**
- **Fokkerij mestrunderen**
- **Varkensfokkerij zeugen + biggen tot het spenen**
- **Fokkerij mestvarkens**
- **Slachtpluimvee**
- **Legpluimvee**
- **Konijnen**
- **Andere**

Het geheel van de percelen opgenomen in bovenstaande tabel hebben een positieve of nulle waarde, met uitzondering van de jaarlijkse variatie van het humusgehalte van de grond die een negatieve, positieve of nulle waarde kan hebben.

Het geheel van de parameters opgenomen in bovenstaande tabel worden teruggebracht in één van volgende eenheden :

- Kilo's stikstof per hectare en per jaar
- Kilo's stikstof per bedrijf en per jaar

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit houdende sommige uitvoeringsbepalingen betreffende de "kwaliteitszorg" en de "Survey Surface Agricoles" van het besluit van de Waalse Regering van 10 oktober 2002 betreffende het duurzame beheer van stikstof in de landbouw.

M. FORET

## BIJLAGE VII

### Berekeningsmethode voor het Potentiële Landbouwkundige Saldo (PLS)

1. Vaststelling van de hoeveelheid stikstof die de "verkochte plantaardige producten" en de "geconserveerde plantaardige producten" bevatten, overeenkomstig artikel 10. De betrokken totale hoeveelheid stikstof is "A" genoemd.

2. Vaststelling van de hoeveelheid stikstof die de "dierlijke producten en dieren die verkocht of verwijderd zijn per soort veestapel" en de "verhogingen van de levende inventaris per soort veestapel" bevatten, overeenkomstig artikel 10. De te onderscheiden veebeslagen zijn dezelfde als die vermeld in bijlage VII. De betrokken totale hoeveelheid stikstof is "B" genoemd. Deze hoeveelheid is gelijk aan de som van de overeenstemmende hoeveelheden per soort veebeslag (die hoeveelheden per soort veebeslag zijn "B1" genoteerd", d.w.z. "B1", "B2", enz.).

3. Vaststelling van de theoretische hoeveelheid stikstof in de vorm van voedingsmiddel voor dierenproducten. De betrokken totale hoeveelheid stikstof is "C" genoemd. Deze hoeveelheid wordt vastgesteld door elke "Bi" te delen door de "stikstofretentiecoëfficiënt" van de overeenstemmende soort veebeslag en door de aldus verkregen waarden op te tellen voor de verschillende soorten veebeslag die in het bedrijf aanwezig zijn. Deze coëfficiënten per soort veebeslag zijn de volgende :

- **Fokkerij melkkoeien : 0,2, d.w.z. 20 %**
- **Fokkerij zoogkoeien : 0,09, d.w.z. 9 %**
- **Fokkerij mestrunderen : 0,19, d.w.z. 19 %**
- **Varkensfokkerij zeugen + biggen tot het spenen : 0,17, d.w.z. 17 %**
- **Fokkerij mestvarkens : 0,3, d.w.z. 30 %**
- **Slachtpluimvee : 0,5, d.w.z. 50 %**

- **Legpluimvee** : 0,35, d.w.z. 35 %

- **Konijnen** : 0,3, d.w.z. 30 %

- **Andere** : per geval te bepalen door de begeleidingsstructuur

4. Vaststelling van de hoeveelheid stikstof die de "gekochte voedingsmiddelen" en de "gekochte geconcentreerde voedingsmiddelen" bevatten, overeenkomstig artikel 10. De betrokken totale hoeveelheid stikstof is "D" genoemd.

5. Vaststelling van de theoretische hoeveelheid stikstof bevat in de meststoffen die noodzakelijk zijn voor de plantaardige producten van het bedrijf met het oog op de productie van de niet-gekochte bijvoedingsmiddelen voor dieren. De betrokken totale hoeveelheid stikstof is "E" genoemd. Deze hoeveelheid wordt berekend volgens de volgende formule :

$$E = (A + C - D) / 0,7$$

Waar de noemer overeenkomt met de stikstofretentiecoëfficiënt voor planten, ongeacht de soort of variëteit en waar "A", "C" en "D" worden berekend overeenkomstig punten 1 tot 4 hierboven.

6. Vaststelling van de maximale theoretische hoeveelheid organische stikstof-verspreidbaar product. De betrokken totale hoeveelheid stikstof is "I" genoemd. Deze hoeveelheid wordt berekend volgens de volgende formule :

$$I = S1 \text{ (ha)} \times 250 \text{ (kgNorg./ha)} + S2 \text{ (ha)} \times 350 \text{ (kgNorg./ha)} + S3 \text{ (ha)} \times 130 \text{ (kgNorg./ha)} + S4 \text{ (ha)} \times 250 \text{ (kgNorg./ha)}$$

Waar :

- S1 = weidenoppervlakte van het bedrijf gelegen buiten GBMO's

- S2 = weidenoppervlakte van het bedrijf gelegen binnen GBMO's

- S3 = akkerlandoppervlakte van het bedrijf gelegen buiten GBMO's

- S4 = akkerlandoppervlakte van het bedrijf gelegen binnen GBMO's

- GBMO = gebied dat aan bijzondere milieudrukke onderhevig is, in de zin van het "nitraten"-besluit

7. Vaststelling van de hoeveelheid geproduceerde organische stikstof. De betrokken totale hoeveelheid stikstof is "F" genoemd. Deze hoeveelheid is gelijk aan "de geproduceerde organische stikstof" zoals bedoeld in het "nitraten"-besluit en berekend voor het betrokken bedrijf.

8. Vaststelling van de theoretische hoeveelheid geproduceerde stikstof die de plantaardige producties bemest. De betrokken totale hoeveelheid stikstof is "G" genoemd. De waarde van "G" wordt vastgesteld als volgt :

- Indien  $F \leq I$ , dan  $G = (F1 \times ce1) + (F2 \times ce2)$

- Indien  $F > I$ , dan  $G = (I1 \times ce1) + (I2 \times ce2)$

Waar :

- "ce" staat voor de gelijkwaardigheidscoëfficiënt voor mest. "ce1" is gelijk aan 0,5 (of 50 %) voor organische meststoffen met snelle werking en "ce2" aan 0,25 (of 25 %) voor organische meststoffen met trage werking. Het onderscheid tussen organische meststoffen met trage werking en die met snelle werking is conform met het "nitraten"-besluit.

- "F1" staat voor het gedeelte van "F" dat bestaat uit organische meststoffen met snelle werking.

- "F2" staat voor het gedeelte van "F" dat bestaat uit organische meststoffen met trage werking.

- "F1" + "F2" = "F".

- "I1" staat voor het gedeelte van "I" dat bestaat uit organische meststoffen met snelle werking.

- "I2" staat voor het gedeelte van "I" dat bestaat uit organische meststoffen met trage werking.

- "I1" + "I2" = "I".

- "I1" en "I2" het nauwst overeenstemmen met de verhoudingen organische meststoffen met snelle en trage werking die effectief verspreid zijn.

- "F" en "I" worden berekend overeenkomstig bovenstaande punten 6 en 7.

9. Vaststelling van het Potentiële Landbouwkundige Saldo (PLS). De waarde van het PLS wordt berekend als volgt :

$$J = \{(E - G) + D - A - B - (F - I)\} / \text{Totale bedrijfsoppervlakte}$$

$$\text{PLS} = 1,1 \times J \text{ indien } J > 100 \text{ kg N/ha}$$

$$\text{PLS} = J + 10 \text{ indien } J < \text{ of } = 100 \text{ kg N/ha}$$

De termen "A", "B", "C", "D", "E", "F", "G" en "I" worden omgezet in kilo's stikstof per bedrijf en per jaar.

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit houdende sommige uitvoeringsbepalingen betreffende de "kwaliteitszorg" en de "Survey Surface Agricoles" van het besluit van de Waalse Regering van 10 oktober 2002 betreffende het duurzame beheer van stikstof in de landbouw

M. FORET

## BIJLAGE VIII

Berekeningsmethode voor het Ecologisch Verantwoorde Saldo (EVS)

Het jaarlijkse EVS is gelijk aan de som van de geschatte jaarlijkse variaties van het humusgehalte van de grond en van de verantwoorde jaarlijkse verliezen op het gebied van de wisselbouw, verhoogd met 10 % van de waarde van deze som (indien zij hoger is dan 100 kg N/ha) of met 10 kg N/ha (indien de waarde van deze som hoogstens gelijk is aan 100 kg N/ha).

De verschillende parameters die in aanmerking zijn genomen alsook hun drempels staan vermeld in onderstaande tabel :

Parameters	Geschatte jaarlijkse humusvariaties en verantwoorde jaarlijkse verliezen (kgNorg./ha.an)
Jaarlijkse variatie (verhoging) van het humusgehalte van de grond (inbreng door de vegetatie)	* 75 kgNorg./ha op weide * 50 kgNorg./ha op akkerland met NVT

Parameters	Geschatte jaarlijkse humusvariaties en verantwoorde jaarlijkse verliezen (kgNorg./ha.an)
Jaarlijkse variatie (verhoging) van het humusgehalte van de grond (inbreng door de dierlijke mest)	* 70 % van de in de vorm van varkens- of rundermest verspreide organische stikstof * 50 % van de in de vorm van pluimveemest verspreide organische stikstof * 30 % van de in de vorm van varkenssaalt verspreide organische stikstof * 20 % van de in de vorm van pluimveeaalt of -poep verspreide organische stikstof
Vervluchtiging in het veld	* 10 % van de verspreide organische stikstof * 10 % van de bij de begrazing vrijgemaakte organische stikstof * 2 % van de verspreide minerale stikstof
Denitrificatie	* 20 kgNorg./ha op weide * +10 kgNorg./ha op akkerland
Uitspoeling	* 35 kgNorg./ha
SOM =	<b>Ecologisch Verantwoord Saldo (EVS)</b>

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit houdende sommige uitvoeringsbepalingen betreffende de "kwaliteitszorg" en de "Survey Surface Agricoles" van het besluit van de Waalse Regering van 10 oktober 2002 betreffende het duurzame beheer van stikstof in de landbouw

M. FORET

#### BIJLAGE IX

##### Gevallen waarvoor de eindbalans wordt geacht goed- of afgekeurd te zijn

- Indien de verplichtingen 1 of 4 van artikel 17, § 1, niet worden nageleefd, dan wordt de eindbalans geacht afgekeurd te zijn.
- Indien de verplichtingen 1 en 4 van artikel 17, § 1, worden nageleefd, dan is onderstaande tabel van toepassing.

Geval	Verplichtingen (met verwijzing naar artikel 17, § 1)			Eindbalans
	2 Voldoende en duurzame PUS	3 Voldoende en duurzame stikstofbalansen	5 Maatregelen per geval	
1	X	X	X	O
2	X	X	/	O
3	X	/	X	O
4	X	/	/	C
5	/	X	X	O
6	/	X	/	N
7	/	/	X	O
8	/	/	/	N

X = nageleefde verplichting; / = niet-nageleefde verplichting; O = de als goedgekeurd beschouwde eindbalans; N = de als afgekeurd beschouwde eindbalans; C = mogelijk overleg overeenkomstig § 7 van artikel 17.

3. In afwijking van punten 1 en 2 hierboven, wordt een eindbalans geacht goed/afgekeurd te zijn indien de synthesenota positief/negatief eindigt over het kwaliteitszorgproces in zijn geheel.

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit houdende sommige uitvoeringsbepalingen betreffende de "kwaliteitszorg" en de "Survey Surface Agricoles" van het besluit van de Waalse Regering van 10 oktober 2002 betreffende het duurzame beheer van stikstof in de landbouw

M. FORET

## BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

### MINISTERIE

#### VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2004 — 2268

[2004/31278]

13 MEI 2004. — Ordonnantie waarbij de bepalingen van de wet van 31 december 2003 houdende invoering van een eenmalige bevrijdende aangifte toepasselijk worden verklaard op de gewestelijke belastingen (1)

De Brusselse Hoofdstedelijke Raad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** Deze ordonnantie regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 39 van de Grondwet.

### MINISTERE

#### DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2004 — 2268

[2004/31278]

13 MAI 2004. — Ordonnance rendant applicable aux impôts régionaux les dispositions de la loi du 31 décembre 2003 instaurant une déclaration libératoire unique (1)

Le Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 39 de la Constitution.